BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

F. Charmes, A. Leroy-Beaulieu, R. Millet, A. Ribot, A. Vandal
R. de Caix, R. Henry, G. Louis-Jaray, R. Pinon, A. Tardieu

Les Questions actuelles
de
Politique étrangère en Europe

La politique anglaise — La politique allemande
La question d'Autriche-Hongrie
La question de Macédoine et des Balkans
La question russe

(Conférences organisées à la Société des anciens élèves de l'École libre des Sciences politiques)

Avec 3 cartes hors texte et 6 cartes dans le texte

Paris, FÉLIX ALCAN, éditeur, 1907.

LES QUESTIONS ACTUELLES
DE
POLITIQUE ÉTRANGÈRE
EN EUROPE

OUVRAGES DE M. ROBERT DE CAIX

Fachoda, *La France et l'Angleterre* (André), 1899.

Terre-Neuve et le French-shore (Société française d'édition), 1904.

OUVRAGES DE M. RENÉ HENRY

La Petite propriété rurale en France. (Pedone) . . *Épuisé.*

Questions d'Autriche-Hongrie et Question d'Orient, avec une préface de M. A. Leroy-Beaulieu, de l'Institut, directeur de l'Ecole libre des sciences politiques. (Plon), 1904. (*Ouvrage couronné par l'Académie française*), 3e édition, revue.

La Suisse et la question des langues. (Plon à Paris et Stœmpfli à Berne), 1907.

Des Monts de Bohême au Golfe Persique (Plon). *Sous presse.*

OUVRAGES DE M. GABRIEL LOUIS-JARAY

La politique franco-anglaise et l'arbitrage international, avec une préface de M. Gabriel Hanotaux, de l'Académie française, ancien ministre des affaires étrangères. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) (Perrin), 1904.

Chez les Serbes. *Notes de voyages.* (Bibliothèque des questions diplomatiques et coloniales), 1906.

La Papauté, la Triple alliance et la politique extérieure de la France. (Bibliothèque des questions diplomatiques et coloniales 1904).

Les nationalités en Autriche-Hongrie : Autour de Trieste : Italiens, Slaves et Allemands. (Levé), 1902. . . . *Épuisé.*

OUVRAGES DE M. RENÉ PINON

La Chine qui s'ouvre (Perrin), 1900. (*Ouvrage couronné par l'Académie française.*) 4e édit.

L'Empire de la Méditerranée. (Perrin). 1904. (*Ouvrage couronné par l'Académie française*). 2e édit.

La lutte pour le Pacifique : *Origines et résultats de la guerre Russo-Japonaise.* (Perrin), 1906.

OUVRAGES DE M. ANDRÉ TARDIEU

Questions diplomatiques de l'année 1904. (F. Alcan), 1905. *Ouvrage couronné par l'Académie française.*

La Conférence d'Algésiras. *Histoire diplomatique de la crise marocaine.* (F. Alcan). 1907. 2e édit.

F. CHARMES, A. LEROY-BEAULIEU, R. MILLET, A. RIBOT, A. VANDAL
R. DE CAIX, R. HENRY, G. LOUIS-JARAY, R. PINON, A. TARDIEU

LES QUESTIONS ACTUELLES DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE EN EUROPE

Conférences organisées à la Société des anciens élèves de l'École libre des Sciences politiques.

LA POLITIQUE ANGLAISE. — LA POLITIQUE ALLEMANDE. — LA QUESTION D'AUTRICHE-HONGRIE. — LA QUESTION DE MACÉDOINE ET DES BALKANS. — LA QUESTION RUSSE.

Avec 3 cartes hors texte et 6 cartes dans le texte.

PARIS
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
LIBRAIRIES FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1907

LES QUESTIONS ACTUELLES

DE

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

EN EUROPE

Ce livre est la poursuite de l'œuvre, qui a été tentée cette année-ci pour la première fois à l'Ecole des sciences politiques. La section de diplomatie de la société des anciens élèves a organisé une série de cinq réunions d'étude sur les « questions actuelles de politique étrangère en Europe ». Le succès et le retentissement qu'elles ont eus en ont montré l'opportunité. Le dessein, que les organisateurs avaient formé, était rempli. La publication de cet ouvrage complète cette action.

La pensée qui l'a inspirée résulte du désir d'attirer l'attention sur les problèmes posés à notre diplomatie et d'instruire l'opinion publique à cet égard. Mais en pareille matière pour agir sur elle, il faut procéder médiatement. On ne peut songer encore à l'heure actuelle à l'intéresser à l'étude détaillée de ces questions. C'est donc à une élite que nous nous adressons, élite chargée elle-même de créer ce courant d'opinion. La société des anciens élèves de l'École nous a paru le centre le plus apte à jouer un

tel rôle : diplomates, politiques, publicistes et écrivains s'y rencontrent en nombre tel que nulle autre association en France ne lui est comparable à cet égard. Aussi provoquer devant cet auditoire des études dont les conclusions révèlent chez ceux qui suivent particulièrement ces problèmes une sorte de doctrine commune, ou, si le mot de doctrine est trop ambitieux, d'opinion commune, nous sembla œuvre utile. Les lecteurs, comme les auditeurs, de ces conférences et de ces discours verront dans quelle mesure, — déjà considérable, — ce premier résultat a été atteint.

Deux autres desseins nous paraissent aussi avoir été remplis par nos réunions et le seront plus encore par cette publication : en politique étrangère, le jugement sur les faits et l'appréciation de la politique opportune à suivre est une chose ; l'observation de ces faits eux-mêmes en est une autre. Cette étude objective est malaisée et délicate à poursuivre ; elle est nécessaire, comme étant la base de toute décision prise en connaissance de cause ; bien des erreurs auraient été évitées, simplement si l'on avait mieux connu certains pays étrangers. Plusieurs des conférences, réunies en ce volume, ont avant tout pour objet de présenter un tableau, dont les éléments ont été pris sur place ; elles sont donc, à tout le moins, un témoignage.

Enfin nous n'apprendrons rien à personne en disant que trop souvent le principe : pas d'affaire ! a rendu notre politique étrangère comme stagnante. Pour lui donner quelque activité, pour la décider à

assumer une responsabilité, une action extérieure fut parfois indispensable. Dans la mesure où de telles initiatives peuvent être actuellement nécessaires, nous avons l'ambition légitime d'y collaborer. A cet égard, un livre et des conférences sont plus que des paroles ; ils sont une action[1].

G. L.-J.

Le 1er juin 1907.

1. Les discours et les conférences sont publiées, les uns d'après la sténographie, revue par l'auteur, les autres d'après le texte des auteurs. Mais nous avons tenu à respecter en tous cas la forme parlée.

INTRODUCTION

PAR

M. RIBOT

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE, DÉPUTÉ

ANCIEN MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MESSIEURS,[1]

J'ai accepté avec plaisir l'honneur de présider la première de ces conférences. Je félicite les membres de la section d'histoire et diplomatie de la Société des anciens Élèves, d'avoir inauguré une série d'études sérieuses et, en même temps, familières.

On nous eût bien étonnés autrefois, quand nous étions jeunes, si on nous eût demandé de faire des conférences sur des sujets aussi vastes et aussi difficiles.

Je dois vous avouer que notre ignorance était extrême et que nous avions le tort d'apporter, dans ces questions de diplomatie, des préférences sentimentales beaucoup plus qu'une étude serrée des faits. Tout cela est aujourd'hui changé et nous pouvons mesurer ce que nous devons à Boutmy et à la fondation de l'École des sciences politiques.

Le programme qui va être développé dans une série de cinq conférences est un des plus attrayants et des plus remplis qu'on puisse imaginer. Cependant, lorsque ces Messieurs de la section d'histoire sont venus me trouver, ils se sont presque excusés auprès de moi, de ce que ce programme n'était pas suffisamment complet.

1. Discours prononcé par M. Ribot, le 22 février 1907.

On parlera de la politique extérieure de l'Allemagne, on parlera de la question d'Autriche-Hongrie, de la politique anglaise, on parlera de la question des Balkans. On n'oubliera pas la question russe. Mais il reste toute la politique Japonaise, toute la politique des États-Unis et des Républiques du Sud de l'Amérique. Ce sera, m'a-t-on dit, pour l'année prochaine.

Je pense que, pour cette année, nous avons un ordre du jour suffisamment large et ce qui m'inquiéterait plutôt, c'est l'ampleur si vaste de toutes ces questions. Il faudra toute la sûreté, toute la maîtrise des conférenciers pour pouvoir, en trois quarts d'heure ou une heure, traiter ces questions, sans se perdre dans des généraltiés vagues, et en serrer tous les éléments.

Je me rassure, je suis rassuré d'avance parce qu'ils apporteront dans l'étude de ces questions, l'esprit de cette maison, c'est-à-dire la méthode que Boutmy nous a apprise à tous et que Sorel a pratiquée, pendant trente ans, avec tant de maîtrise, avec une supériorité si haute et des vues si élevées.

Étudier les faits, l'ensemble des faits, non pas pour se dispenser de conclure, non pas pour se dispenser d'avoir des opinions arrêtées, mais pour ne pas être dupe de soi-même, de ses illusions ou de ses préférences, voilà l'esprit véritablement scientifique qu'a inauguré l'École des sciences politiques, qu'elle pratique et que nous allons retrouver dans ces conférences.

Nous y trouverons, en même temps, un grand

détachement de toutes nos querelles intérieures. Nous saurons nous élever assez haut pour arriver à cette impartialité qui nous permet de voir la vérité — et puis nous saurons éviter deux écueils également dangereux : l'optimisme trop confiant et le pessimisme systématique.

L'état de l'Europe n'est pas, évidemment, tout ce que notre patriotisme pourrait souhaiter pour la France. Il n'est pas pourtant de nature à nous donner des alarmes trop vives. Notre situation, depuis quelques années s'est même singulièrement élargie et consolidée.

J'ai vu d'assez près l'état de l'Europe, il y a quelques quinze ans, lorsque la triple Alliance avait un esprit qui n'est plus tout à fait celui d'aujourd'hui et fonctionnait dans des conditions qui ne sont plus tout à fait les mêmes.

L'Angleterre apportait une bienveillance un peu complaisante, aux desseins de Bismarck. La France était isolée et elle avait affaire à une politique italienne singulièrement différente, aux mains de M. Crispi, de ce qu'elle a été dans les mains de ses successeurs. Nous avons senti notre isolement, quelquefois avec angoisse et cruellement.

Ce qui s'est passé depuis a élargi notre situation. Nous voyons aujourd'hui l'Angleterre amie, l'Italie sympathique.

Ce n'est pas une raison, loin de là, pour nous départir de la prudence qui doit rester la règle de notre politique. Confiants en nous-mêmes, nous devons rester vigilants, voyant toutes les difficultés

et tous les dangers qui peuvent encore se réveiller au sein de l'Europe, armée de toutes parts.

Nous aurons, je l'espère cette prudence, nous pratiquerons cette politique. Ce qui ne nous empêchera pas d'avoir confiance dans les destinées et dans l'avenir de notre patrie.

Mais pour cela, nous ne laisserons affaiblir ni les forces morales, ni les forces matérielles de la France, qui ne peuvent être diminuées sans une grande imprudence.

Il faut une France forte, dans une Europe divisée comme elle l'est aujourd'hui.

C'est là ce que nous avons tous au fond du cœur. Et il faut, en même temps, bien connaître les problèmes dans lesquels nous pouvons être engagés. C'est tout l'objet de ces conférences (*vifs applaudissements*).

I

LA POLITIQUE ANGLAISE

ET LE

SYSTÈME DES ENTENTES ET DES ALLIANCES EN EUROPE

CONFÉRENCE DE M. ROBERT DE CAIX

CHEF DU SERVICE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE
AU *Journal des Débats*.

DISCOURS DE M. RENÉ MILLET

AMBASSADEUR DE FRANCE

MESSIEURS, [1]

Pendant le dernier quart de siècle, la politique extérieure de l'Angleterre a passé d'une assez grande quiétude à une crise d'impérialisme et d'appétit colonial, et enfin à un renouveau de ce souci de l'équilibre européen tel que les Anglais l'ont eu plusieurs fois au XVIIe, au XVIIIe et au commencement du XIXe siècle. Mais ce sont les événements et non pas un système préconçu qui ont déterminé cette évolution d'une politique très peu portée aux théories, et dont les vues n'ont même pas toujours été aussi longues que l'on était porté à le croire après l'événement. Souvent même les Anglais ont mis très longtemps à s'apercevoir des situations nouvelles et à en tirer les conclusions : c'est ce qui leur est arrivé notamment en ce qui concerne la nouvelle situation européenne qui a été la véritable raison d'être de l'Entente cordiale. Il est donc assez malaisé de présenter à grands traits le sujet que je suis, aujourd'hui, appelé à traiter : « La politique anglaise et le « système des ententes et des alliances en Europe. »

Dans la longue série de traités passés depuis 1880 par l'Angleterre, en grande majorité pour régler des questions coloniales précises et délimitées, on ne trouve qu'une seule alliance, et elle est hors d'Eu-

[1] Conférence faite par M. de Caix le 15 avril 1907.

rope, et, du moins jusqu'aux accords franco-anglais d'avril 1904, lesquels ont peut-être été rendus systématiques, surtout par l'opposition rencontrée, on ne devine — car elle n'est formulée dans aucun pacte précis et dès maintenant publié — qu'une seule entente constante, celle avec l'Italie. Pour le reste, on ne voit que tendances qui évoluent avec les événements. Mais pour simplifier notre tâche en suivant ces derniers, et pour répondre aux préoccupations de cette Ecole, nous adopterons autant que possible, comme M. Tardieu lorsqu'il vous parlait, il y a un mois, de la politique extérieure de l'Allemagne, le parti pris de nous placer au point de vue français. Cela nous est d'autant plus facile que c'est la rivalité coloniale avec la France qui a le plus occupé, et de beaucoup, la politique anglaise pendant la période dont nous avons à nous occuper.

LA POLITIQUE ANGLAISE APRÈS LE CONGRÈS DE BERLIN

En 1881, rien ne permet encore de prévoir le long antagonisme qui va séparer la France de l'Angleterre. L'appétit colonial de la Grande-Bretagne sommeille. Le protectionnisme des autres nations ne s'est pas encore complètement développé et n'a pas encore incité, par conséquent, l'opinion anglaise à pousser le gouvernement à l'extension des marchés que le pavillon britannique met à l'abri des barrières douanières prohibitives. L'Angleterre n'est stimulée ni par le protectionnisme ni par l'expansion

coloniale des autres puissances : aussi sa politique est-elle encore très largement inspirée par ce mélange d'optimisme libre-échangiste et d'indifférence pessimiste en matière coloniale qui caractérise l'école de Manchester et qui avait dominé jusqu'en 1872 toutes les relations de l'Angleterre avec ses colonies. Il ne faut pas oublier que M. Gladstone est au pouvoir. Son libéralisme a le souci de ces réformes intérieures que désire l'individualisme démocratique, mais qui sont assez étrangères à l'impérialisme dont l'Angleterre sera peu après férue. La politique extérieure du « grand old man » s'intéresse aux populations chrétiennes d'Orient bien plus qu'à l'extension des colonies. Pour donner une idée de son humeur en matière de politique coloniale, il suffit de rappeler qu'à peine installée en Egypte l'Angleterre décide (en 1883), d'abandonner le Soudan, qu'elle reconquerra à grands frais et au milieu de grandes difficultés diplomatiques une quinzaine d'années plus tard. Il suffit encore de rappeler comment M. Gladstone traite les Boers du Transvaal vainqueurs des troupes anglaises de Majuba-Hill. « On a fait, dit-il, tort aux Boers, il faut le réparer ». Et il leur rend l'indépendance en 1881.

Si dès ce moment la période de la renaissance coloniale française est ouverte par notre installation à Tunis, rien n'annonce encore la concurrence pour l'occupation des territoires vacants qui va animer les nations européennes pendant une vingtaine d'années. Le protectorat français de Tunis n'inquiète pas l'Angleterre : il n'est que la contre-partie de

l'occupation de Chypre par les Anglais et des hypothèques qu'ils se sont fait reconnaître au moment du Congrès de Berlin sur les territoires asiatiques de la Turquie. C'est à Berlin que notre entrée dans la Régence a été prévue par lord Salisbury, plénipotentiaire britannique avec lord Beaconsfield, dans une lettre adressée à notre ambassadeur, M. Waddington. De la crise européenne que le Congrès de Berlin a close, l'Angleterre ne conserve qu'une inquiétude et une tendance hostile, celles que lui inspire la Russie. C'est tout récemment qu'elle a craint une fois de plus de voir cette puissance dominer directement ou par un Etat dépendant, Constantinople; elle a été jusqu'à envisager la guerre et à mobiliser pour écarter ce danger. A ce souvenir encore tout récent, il faut ajouter la mauvaise humeur inquiète et grandissante que provoque chez les Anglais la marche des Russes dans l'Asie centrale. Ils ont commencé à s'avancer dans le Turkestan vers 1850; Skobelef s'empare de Merv et touche au territoire afghan en 1881. Le chemin de fer transcapien est commencé, et si l'Angleterre a une inquiétude coloniale, c'est seulement pour sa frontière de l'Inde.

Un tel souci devait naturellement rapprocher l'Angleterre des autres puissances dont la politique avait été de contenir la Russie au lendemain du traité de San-Stefano. On sait combien la politique britannique avait été associée à celle du comte Andrassy, avant et pendant le Congrès de Berlin, tandis que « l'honnête courtier » les favorisait tous deux dans

la coulisse. L'alliance austro-allemande, sortie de cette crise avait été signée en 1879, à la suite d'un voyage de M. de Bismarck à Vienne. La diplomatie anglaise et surtout celle de lord Salisbury, qui allait être aux affaires pendant la plus grande partie de la période qui sépare 1876 de 1900, devait être d'autant plus portée à s'appuyer sur cette combinaison internationale, que le pacte austro-allemand s'élargissait bientôt dans la Triple Alliance par l'association de l'Italie en 1881.

C'est un lieu commun pour ceux qui ont passé sur les bancs de cette École que l'intimité des politiques anglaise et italienne. Nous avons tous appris ici comment l'Italie, déçue par la paix de Villafranca, puis irritée par la politique romaine de Napoléon III, avait, en réalité, fini par donner tout le bénéfice moral de ses luttes pour l'indépendance à l'Angleterre et à la Prusse, son alliée de 1866. Cette tendance italienne fut fortifiée par l'établissement du protectorat français à Tunis. L'Italie alla chercher des compensations auprès de la puissance même qui avait le plus contribué à nous installer dans la Régence. Elle allait demander à une entente avec l'Angleterre, qui, si elle n'a jamais été rendue officielle, n'est plus douteuse, une garantie contre les ambitions françaises dans la Méditerranée. Cette entente anglo-italienne, qui fit profiter la diplomatie britannique comme celle de l'Allemagne de l'établissement des Français à Tunis, a été jusqu'après 1900, comme un prolongement méditerranéen de la Triple Alliance.

L'ANGLETERRE, L'ALLEMAGNE ET LA QUESTION D'ÉGYPTE

La crise coloniale qui va s'ouvrir dans les années qui suivent 1880 ne fera qu'augmenter l'intimité de l'Angleterre et de l'Italie et la tendance de la politique anglaise de s'appuyer sur les puissances centrales. Elle le fera d'autant plus que, dans le domaine colonial, c'est avec la France que l'Angleterre aura à débattre les questions les plus épineuses et les plus prolongées. Toutes ces questions sont même dominées à partir de 1882 par celle d'Egypte. Bientôt l'Angleterre, installée dans ce pays un peu par accident, a de plus en plus le parti pris d'y rester, tandis que la France adopte à son égard une politique protestataire qui ne veut accepter aucune transaction ni se départir de la plus entière intransigeance juridique. Enfin l'alliance franco-russe qui se conclut en 1891, va, en raison des relations entre Saint-Pétersbourg et Berlin, et aussi des tendances asiatiques de la Russie, s'orienter dans le sens colonial et donner une raison de plus à l'Angleterre de chercher des appuis dans la Triple Alliance en général et dans son intimité italienne en particulier.

Pour qu'il en eût été autrement, pour que l'Angleterre et l'Allemagne se brouillassent à propos des questions du partage de l'Afrique, il aurait fallu que le gouvernement de Berlin s'associât à la politique française en Egypte. Or, c'est ce qu'il n'a jamais fait. Toujours la diplomatie allemande a semblé dominée

par la formule : « L'Egypte est un bâton avec lequel « nous battrons la France », et si Bismarck disait volontiers : « Je suis Autrichien en Serbie, et Russe en Bulgarie », il ajoutait : « Je suis Anglais en Egypte. » Soit qu'il y ait eu entre l'Allemagne et la France une défiance irrémédiable inspirée par les souvenirs de leur lutte récente, soit que l'Allemagne, comme cela semble avoir été évident dans les dernières années du siècle, ait voulu se réserver en Egypte un moyen de pression sur l'Angleterre et de marchandages, à aucun moment les Allemands n'ont été du côté français dans la plus grosse question qui se soit posée pour la politique anglaise après 1882, et l'Angleterre a tout naturellement continué la politique qu'elle avait adoptée avec lord Beaconsfield et lord Salisbury au Congrès de Berlin.

Il ne faudrait pas, en effet, être trompé par la violence des polémiques que les questions africaines déterminèrent entre les presses allemande et anglaise. Sans doute l'Angleterre prit fort mal l'expansion de l'Allemagne dans le Sud-Ouest de l'Afrique, au Togo, au Cameroun, dans l'Afrique orientale après 1884, et aussi cette espèce de rafle des îles vacantes du Pacifique à laquelle la politique allemande se livrait à la même époque. L'Angleterre qui n'avait pu encore renoncer à cette idée instinctive qu'elle a une sorte de monopole sur les pays d'outremer, s'est crue naïvement volée, et ce sentiment s'exprimait même avec une candeur assez énorme dans des dépêches de son gouvernement où on pouvait lire des phrases comme celle-ci, de lord Granville au gouvernement

de Berlin : « Bien que l'autorité de l'Angleterre n'ait « été proclamée sur aucun point, l'affirmation par « un gouvernement étranger d'un droit de souve- « raineté ou de juridiction serait considérée comme « une atteinte aux droits légitimes de l'Angleterre. » De même lord Fitzmaurice parlait à M. de Munster en 1885 des territoires « qui, sans être anglais de « fait, étaient néanmoins anglais par le caractère et « par l'histoire ». On s'explique que de pareilles affirmations aient exaspéré l'opinion coloniale allemande, mais cette dernière n'entraîna jamais le gouvernement de Berlin à se départir de la ligne politique qu'il jugeait nécessaire à sa sécurité en Europe.

Le chancelier de Bismarck put certes jouer plus d'un mauvais tour à l'Angleterre, en particulier lorsqu'il réunit la conférence africaine de Berlin, fit rompre le traité anglo-portugais qui mettait entre les mains des clients de l'Angleterre l'embouchure du Congo et déclarer que l'occupation effective était le seul critérium de la propriété africaine, mettant ainsi l'Angleterre dans la nécessité de se livrer à cette expansion prématurée dont elle aurait été fort heureuse de se dispenser en restant dans ses vieilles idées d'après lesquelles elle était légitime maîtresse des terres encore vacantes et sans maîtres ; mais rien de tout cela n'altéra les relations, sinon entre les opinions, du moins entre les gouvernements. « L'Angleterre, disait Bismarck, est plus importante « pour nous que Zanzibar et toute la côte orien- « tale. » En 1886, puis le 1er juillet 1890, le gouverne-

ment anglais réussissait à signer avec celui de Berlin des traités qui maintenaient la bonne entente entre les deux pays, au détriment des revendications du parti colonial allemand. Ce dernier s'irritait de voir reconnaître Zanzibar à l'Angleterre en échange de l'îlot d'Héligoland. Il pensait comme Stanley « que l'An-« gleterre recevait un habit neuf et donnait un bou-« ton de culotte ». Mais la diplomatie allemande restait indifférente à ces sarcasmes, et après le traité de 1890, le chancelier de Caprivi remplaçant Bismarck disgracié disait encore : « Nous avons « voulu, avant tout, assurer notre entente avec « l'Angleterre. » Chose remarquable : l'Angleterre arrivait même à faire sortir de ses arrangements coloniaux allemands la reconnaissance par cette puissance de sa situation en Egypte. Par le traité anglo-allemand de 1890, les prétentions anglaises étaient reconnues sur tout le bassin du Haut Nil, puisque l'article premier de cet arrangement déclarait que les limites de l'Afrique orientale anglaise s'étendraient au Nord « jusqu'aux confins de l'Egypte, « et à l'Ouest jusqu'à l'Etat du Congo et à la ligne « de faîte occidentale du bassin du Nil ». Le même principe était reconnu d'une manière assez inattendue par l'arrangement du 15 novembre 1893 qui délimitait la Nigeria et le Cameroun allemand et qui stipulait que cette colonie « ne s'étendrait pas à « l'Est au delà du bassin du Chari, et que le Darfour, « le Kordofan et le Bahr-el-Gazal seraient exclus de « l'influence allemande ».

Il est à remarquer que l'expansion allemande en

Afrique est finie à cette époque, tandis que les plus graves difficultés anglo-françaises ne font que commencer dans l'Afrique occidentale et se laisser prévoir dans le bassin du Nil. Si à certains moments l'Angleterre peut avoir des craintes du côté de l'Allemagne, dont l'empereur, comme nous le disait l'autre jour M. Tardieu, paraissait s'allier aux tendances de l'alliance franco-russe et allait même jusqu'à prendre part à la démonstration à trois contre le Japon après le traité de Shimonoséki, jamais elle ne se sentit réellement sur le point d'avoir à redouter une combinaison de l'Allemagne avec la France en Egypte. On dit bien que, en 1896, une entente de ce genre fut vaguement proposée à notre diplomatie après le fameux télégramme de Guillaume II au président Krüger ; mais, en admettant même qu'il y ait eu là des velléités que notre politique ne sut pas encourager, la suite ne permet pas de croire que l'Allemagne fut jamais réellement disposée à rompre avec l'Angleterre. Comme le disait en 1897 le *Journal des Débats* : « En ce qui « concerne l'Allemagne, le jeu de cette puissance « apparaît avec la plus grande netteté, tantôt elle « nous fait entrevoir son appui dans la vallée du Nil, « tantôt elle se décide brusquement à pousser l'Angleterre dans la voie des empiétements retentissants, en échange de concessions sur un point « quelconque, en Chine par exemple. »

L'ANGLETERRE ET L'ITALIE

Les liens entre le gouvernement de Rome et celui de Londres tendaient d'ailleurs à maintenir intactes les bonnes relations de l'Angleterre avec la Triple Alliance. Si la politique coloniale de l'Allemagne fut indépendante de celle de l'Angleterre sans aller jamais jusqu'à une cause de rupture, celle de l'Italie lui resta, au contraire, entièrement subordonnée. C'est sur l'invitation de l'Angleterre que les Italiens prennent possession de Massaoua en 1885, c'est la politique anglaise qui fait reconnaître par l'Europe la propriété de ce port égyptien à l'Italie. Par les protocoles anglo-italiens du 24 mars et du 15 avril 1891, l'Italie recevait le droit de conquérir l'Ethiopie et de relier l'Erythrée au Bénadir, mais elle était écartée du Nil. La façon jalouse, parfois même quelque peu hargneuse, dont la presse anglaise signifia aux Italiens qu'ils ne devaient pas toucher à la vallée de ce dernier fleuve, provoqua d'aigres polémiques entre elle et les journaux d'Italie. Mais, cependant, jamais cette subordination irritante des ambitions coloniales italiennes aux autorisations anglaises ne semble avoir amené de sérieuses difficultés entre les deux gouvenements. On peut croire que ce n'est pas dans l'Afrique orientale, mais dans la Méditerranée, et sous forme d'une garantie contre les ambitions françaises, que l'Italie attendait les profits de son entente avec l'Angleterre. Il est même, à l'heure qu'il est, presque cer-

tain qu'une triple alliance fut conclue dans ce but entre l'Angleterre et l'Italie et l'Espagne, inquiètes l'une pour la Tripolitaine et l'autre pour le Maroc. Ainsi la question égyptienne et la question méditerranéenne maintenaient à la fois l'Angleterre, l'Italie et l'Espagne dans la même direction où le souci de préserver le *statu quo* territorial résultant de la guerre de 1870 maintenait l'Allemagne. Cette entente méditerranéenne entre l'Angleterre et l'Italie n'est pas douteuse. C'est ainsi que le 7 décembre 1894, alors que précisément des propos aigres-doux s'échangeaient entre journaux anglais et italiens à propos de Kassala, le baron Blanc, ministre des Affaires étrangères italien, déclarait à la Chambre des députés « la solidarité de la politique des deux « puissances dans les affaires d'Egypte est complète ; « or, toutes les questions d'Afrique étant connexes, « cette communauté d'intérêts a aussi un caractère général pour les questions se rattachant aux « communications de la Méditerranée avec l'intérieur de l'Afrique, en tant que celles-ci restent « confiées aussi bien au gouvernement ottoman « qu'au sultan du Maroc ».

Les relations anglo-allemandes semblent même avoir été, à un moment très délicat, assurées par l'entente anglo-italienne. C'est au lendemain du télégramme de Guillaume II à Krüger. Les manifestations d'hostilité se multiplient en Angleterre contre les Allemands ; des rixes ont même éclaté entre matelots allemands et anglais dans les quatiers de l'Est de Londres. Mais la bataille d'Adoua survient le

1er mars 1896. Les Anglais ont un prétexte pour s'engager au Soudan en se donnant l'apparence de porter secours à leurs alliés d'Italie. Ils sont d'autant plus décidés à agir que la victoire de Ménélik, s'ajoutant à des rumeurs d'intervention française par le Congo sur le Haut-Nil, les incite à reconquérir le Soudan. L'Angleterre se fait demander par l'Italie d'opérer une diversion sur Dongola : les deux gouvernements sollicitent conjointement la Commission de la Dette Egyptienne de permettre un prélèvement de 500.000 livres sur les fonds de réserve pour couvrir les frais de cette expédition et l'Allemagne flanquée de l'Autriche vote dans la Commission avec l'Italie et l'Angleterre, laissant la France et la Russie seules dans leur opposition. Le lendemain, l'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord* expliquait le vote du représentant allemand à la Commission de la Dette en ces termes : « Le gouvernement allemand « ayant constaté que l'adoption de cette proposition « répond aux vues des deux autres cabinets faisant « partie de la Triple Alliance, et en particulier aux « désirs du gouvernement italien, des instructions « ont été données en ce sens au commissaire allemand au Caire. » Quelques jours après, un Livre vert italien disait que l'expédition de Dongola avait été décidée le lendemain d'une entrevue de l'ambassadeur d'Italie à Londres avec lord Salisbury. C'était confirmer que cette diversion assez inattendue et évidemment fort inutile aux Italiens de l'Erythrée avait eu lieu à la demande de l'Italie, probablement plus soucieuse à ce moment-là de maintenir les

relations entre l'entente anglo-italienne et la Triple Alliance que de sauvegarder une entreprise coloniale à laquelle elle renonçait au lendemain d'Adoua.

LA CRISE FRANCO-ANGLAISE

A partir de ce moment, les relations anglo-françaises ne permirent pas aux partisans les plus déterminés d'une entente entre les deux pays d'espérer que l'Angleterre se séparerait des puissances centrales. Nous arrivons, en effet, à l'époque de la rivalité coloniale aiguë. En Chine, les diplomaties française et russe, représentées par M. Gérard et le comte Cassini, collaborent à Pékin pour obtenir, d'une part en Mandchourie et de l'autre dans les provinces limitrophes du Tonkin, des avantages qui inquiètent et irritent l'opinion britannique. Dans l'Afrique Occidentale, la course aux traités et aux territoires vacants, commencée depuis plusieurs années, s'exaspère entre officiers anglais et français. Enfin on prévoit un conflit plus grave encore dans la vallée du Haut-Nil, sur lequel l'opinion anglaise, qui a absolument adopté la formule du « Cap au Caire », lancée en 1889 par Cecil Rhodes, a les prétentions les plus arrêtées. En 1894, le gouvernement français a fait déchirer par le Congo un traité anglo-congolais qui établissait l'État Indépendant dans le Bahr-el-Ghazal et l'a remplacé par un traité franco-congolais, qui pousse au contraire la frontière entre le Congo français et l'État libre jusqu'à la rive du Nil. Le 26 mars 1895 a été faite à la Chambre des com-

muncs la fameuse déclaration de sir Edward Grey, alors ministre des Affaires étrangères, et d'après laquelle toute intervention d'une tierce puissance dans les provinces de l'ancien Soudan égyptien sera considérée par l'Angleterre comme un « acte inamical ». Mais le 5 avril, M. Hanotaux répond à la Chambre que la France conserve toute sa liberté d'action sur le Haut-Nil. Ce sont deux chèvres qui vont se rencontrer sur une passerelle. A vrai dire, l'Angleterre eut préféré éviter cette rencontre ; on assure qu'au printemps 1896 elle offrit au ministère Bourgeois de discuter avec nous la question du Haut-Nil ; mais ses ouvertures, qui eussent évité l'affaire Fachoda et nous eussent probablement assuré des avantages territoriaux bien supérieurs à ceux du traité du 21 mars 1899 qui liquidait l'expédition Marchand, ne furent pas prises en considération. Par une étrange incohérence la diplomatie française qui, au moment du télégramme de Guillaume II à Krüger, disait à Londres, sous forme de notes Havas, qu'elle n'attendait la solution de la question d'Egypte « que d'une politique amicale, confiante et franchement pacifique », refusait quelque temps après des pourparlers amicaux sur cette même question.

Quoi qu'il en soit, la période d'hostilité une fois ouverte se déroule sans aucun changement international. Elle culmine à la fin de 1898 lorsque, après la bataille d'Omdourman, le sirdar Kitchener rencontre la mission Marchand à Fachoda. Notre évacuation de ce poste ne met pas fin à l'exaspération

anglaise : l'opinion britannique a été trop montée depuis plusieurs années, trop lésée dans son intransigeance coloniale, trop convaincue que partout la France n'a eu d'autre idée que de lui jouer de mauvais tours. L'affaire du Haut-Nil a éclaté peu de temps après le traité du 14 juin 1898, délimitant les territoires du Niger, et par lequel l'opinion anglaise estime avoir fait des concessions exorbitantes. L'impérialisme anglais est exalté au plus haut point : on se rappelle ce qu'a été, en 1897, le jubilé de la reine Victoria et la conférence coloniale, d'où on attendait une organisation de l'Empire. En outre, la guerre hispano-américaine, avec ses faciles victoires navales et son prompt résultat, a donné à l'Angleterre une idée peut-être excessive de l'efficacité de sa supériorité maritime. On peut se demander si certains Anglais ne regrettent pas que la solution de l'affaire de Fachoda vienne empêcher la liquidation, qu'ils croient facile, de la situation coloniale de la France. En tout cas, on nous menace d'une liquidation générale par la diplomatie du poing fermé de toutes les questions qui se posent encore, ouvertes ou latentes, entre les deux pays, et lord Salisbury semble s'associer, dans une certaine mesure, à une pareille idée, lorsqu'il dit, après avoir annoncé au banquet du lord maire, le 4 novembre 1898, l'évacuation de Fachoda : « Je ne désire pas qu'on tire « un malentendu de mes paroles en croyant que « j'ai dit que toutes les causes de controverse ont « été écartées par là entre le gouvernement français « et nous-mêmes. Il n'en est probablement pas ainsi,

« et j'avance que nous aurons beaucoup de discus« sions dans l'avenir. » La campagne extrêmement violente de la presse anglaise contre la France continue jusqu'au mois de février 1899. A ce moment, elle cesse, et bientôt on apprend la conclusion du traité du 21 mars 1899, par lequel nous reconnaissions en fait, sinon sans restrictions juridiques, la situation de l'Angleterre dans tout le bassin du Nil. Nous n'avons pas à examiner ici s'il a été très opportun de définir ainsi les frontières du Congo français et du Nil alors que nous étions encore sous le coup d'un grave échec diplomatique et alors que l'apparition à l'horizon d'une nouvelle et grave question pour l'Angleterre, celle de l'Afrique du Sud, nous conseillait peut-être d'attendre un moment plus favorable pour traiter avec la diplomatie britannique.

L'ANGLETERRE ET L'ALLEMAGNE EN 1900

Mais ce traité de 1899 ne change pas encore les tendances de la politique anglaise vis-à-vis de la France, et, partant, vis-à-vis de l'Allemagne. C'est simplement le règlement d'une seule question, jugé opportun en prévision d'autres difficultés, et il est à remarquer qu'au même moment l'Angleterre, sans que son aigreur désarme le moins du monde à l'égard de la Russie, signe avec cette puissance l'accord du 29 avril 1899, stipulant que les chemins de fer au Nord de la Grande Muraille de Chine seront construits par les Russes, et ceux de la vallée du Yangtseu par les Anglais.

La guerre du Transvaal, qui va faciliter plus tard l'entente franco-anglaise, en atténuant l'humeur de l'impérialisme britannique et son prurit d'expansion coloniale, commence par amener une nouvelle affirmation de l'entente anglo-allemande. L'Angleterre se sent isolée et l'opinion publique allemande a pris violemment parti pour les Boers. Mais, loin de vouloir suivre cette tendance nationale, le gouvernement de Berlin préfère, pour ainsi dire, la monnayer. S'il menace l'Angleterre, c'est en vue d'un paiement. La *Gazette de Cologne* écrit : « Le sain égoïsme ordonne « à l'Allemagne de garder les mains libres, en vue « de toutes les éventualités, y compris l'éventualité « d'une défaite possible de l'Angleterre dans quelque « partie du monde. » Mais ce sain égoïsme veut se satisfaire par une entente anglaise. Le *Temps* peut bientôt dire : « Si d'aucuns, fort adonnés à la « politique conjecturale, avaient imaginé tout un « roman qui les faisait pleurer de tendresse, et dans « lequel l'Allemagne prenait l'initiative d'une inter- « vention diplomatique en faveur du Transvaal, ils « ont dû faire leur deuil de cette rêverie. Guillaume II « se prépare à aller visiter son aïeule, et il fait accen- « tuer par ses officieux le ton d'une neutralité bien- « veillante. » Et le *Temps* indiquait que, vraisemblablement, l'empereur allemand chercherait une compensation aux Samoa, dont il obtient, en effet, l'île principale par l'accord anglo-allemand de novembre 1899. Cet accord complétant le mystérieux traité de 1898, par lequel l'Allemagne et l'Angleterre s'étaient reconnu réciproquement certaines hypo-

thèques éventuelles sur les possessions africaines du Portugal, assurait aux coloniaux allemands qu'aucun chemin de fer partant de la Rhodesia ne pourrait atteindre le littoral atlantique sans passer par les colonies allemandes. C'est du moins ce qui est ressorti le plus clairement des renseignements qui ont transpiré. Lord Salisbury lui-même en soulignait la signification de cet accord dans le sens d'un maintien des relations traditionnelles de sa politique avec l'Allemagne et la Triple Alliance. Il disait le 9 novembre 1899, dans le discours annuel au banquet du lord maire : « Il s'est trouvé que c'est ce matin « que vous avez appris l'arrangement conclu entre « nous et un des États continentaux avec lequel nous « avons, pendant bien des années, entretenu des « relations de sympathie et d'amitié plus encore « qu'avec les autres. L'arrangement est surtout inté- « ressant comme indication de ce que nos relations « avec la nation allemande sont à l'heure actuelle « tout ce que nous pouvons désirer. »

Et chose remarquable, cette entente allemande semble devenir systématique dans l'esprit de certains Anglais. Comme elle a impliqué, pour régler la question des Samoa une adhésion des États-Unis, on rêve une sorte de *tugendbund,* d'alliance des pays teutons et vertueux contre les nations en décadence dont l'héritage risque de soulever des causes de conflit entre les nations fortes. Dans son fameux discours de Leicester, M. Chamberlain parlait nettement de cette Triple Alliance teutonique, et en fait, le 5 février 1900, l'Angleterre signait avec les États-Unis un

traité abrogeant le traité Clayton Bulver, aux termes duquel elle s'etait réservé en 1850 des droits identiques à ceux des États-Unis sur tout canal interocéanique qui serait percé à travers l'isthme de l'Amérique centrale.

LE RAPPROCHEMENT ANGLO-FRANÇAIS

Mais cette tendance à un rapprochement plus accentué avec l'Allemagne n'aboutit pas. Elle est reconnue d'ailleurs nettement par les paroles suivantes de lord Rosebery qui montrent en même temps qu'elle ne put rien produire. « Le gouvernement, dit le chef « libéral le 15 février 1900, a fait en décembre der- « nier des ouvertures pressantes à l'Allemagne et aux « États-Unis pour une alliance. Il ne semble pas « que ces ouvertures aient été accueillies avec assez « de cordialité pour encourager le gouvernement à « y persévérer. » Et en fait, quelle qu'ait été la valeur de ces paroles d'un homme de l'opposition, on peut dire que la première partie de l'année 1900 a été le point culminant des relations anglo-allemandes qui, depuis lors, n'ont fait que décliner. C'est seulement à partir de ce moment que commence nettement la série des événements qui vont amener le rapprochement anglo-français confirmé en 1904. Lorsque nous disons série d'événements, nous employons une expression impropre, car il semble qu'il y ait eu plutôt reconnaissance tardive par l'Angleterre d'une situation qui se devinait cependant déjà depuis longtemps, qu'apparition de difficul-

tés anglo-allemandes venant altérer l'entente qui avait existé, avec plus de hauts que de bas, depuis le traité de Berlin. Un fait est évident cependant, c'est que dans tous les essais de collaboration anglo-allemande à partir de 1900, les Anglais ont éprouvé des déceptions et ont cru pouvoir se plaindre de la mauvaise foi avec laquelle leurs partenaires tiraient la couverture à eux. Il en a été ainsi dans l'affaire du Venezuela. En Chine, l'Angleterre a conclu avec l'Allemagne un traité qui avait pour but d'associer cette puissance à la défense de l'intégrité chinoise; quelques jours après sa conclusion, M. de Bülow, plus soucieux des bonnes grâces de Saint-Pétersbourg que de celles à Londres, déclarait que ce traité se bornait aux dix-huit provinces de la Chine propre, qu'il n'avait jamais concerné la Mandchourie où l'Allemagne n'avait ni intérêts ni prétentions d'agir. Bien plus retournant dans leur interprétation le sens du traité, les journaux allemands, au lieu d'en faire un instrument de défense de l'intégrité chinoise, en faisaient un titre pour partager la situation spéciale à laquelle les Anglais, prétendaient dans la vallée de Yang-tseu. L'opinion anglaise aurait volontiers alors appliqué à l'Allemagne la formule dont M. Chamberlain s'était servi contre la Russie : « Il ne faut souper avec le diable qu'avec une très longue cuiller. » Mais, nous le répétons, c'était la situation générale qui amenait peu à peu le refroidissement entre les deux pays. Les Anglais éprouvaient pour les Allemands une malveillance individuelle inspirée par les progrès de la con-

currence commerciale germanique, par les efforts des employés de commerce modestes et peu exigeants exportés par l'Allemagne pour remplacer les *clerks* anglais jusque dans les bureaux de la Cité. Je n'ai pas besoin ici de donner à l'appui de ces dires les chiffres du commerce allemand qui, rien que pour les exportations, doublent de 1895 à 1905. Partout on annonce que le pavillon allemand tend à déplacer le pavillon anglais : chaque année une ligne de navigation ou une autre, par exemple, dans le Levant ou dans les mers de Chine, est achetée aux Anglais par des compagnies allemandes favorisées par le paternalisme économique qui règne en Allemagne. La flotte des vapeurs allemands passe de 196.000 tonnes en 1890, à 1.774.000 en 1905. Et les Anglais voient voter en 1898 un ambitieux programme naval allemand, bien vite jugé insuffisant et remplacé, après une violente campagne, dont les arguments ne sont pas pour plaire à la puissance qui veut être maîtresse des mers, par un autre projet de 1900, qui prévoit qu'en 1920 la marine allemande aura 38 cuirassés d'escadre. Alors paraissent de plus en plus dans les journaux anglais des articles sur la concurrence allemande et sur les menaces de l'Allemagne. John Bull comprend le sens de la parole de l'empereur qui ne l'avait, semble-t-il, pas frappé tout d'abord : « Notre avenir gît sur la « mer. » Il se rappelle d'autres paroles directement menaçantes comme celles-ci, prononcée par Guillaume II en 1896 : « L'Angleterre doit être avec « l'Allemagne ou contre elle. » C'était l'équivalent, de la fameuse proposition du professeur Schiemann !

On devine un vaste projet d'expansion allemande en Orient. La concession du chemin de fer de Bagdad est de la fin de 1899 et, en 1903, l'Angleterre, ne pouvant obtenir une part à la direction et aux fournitures de cette grande entreprise, refuse de contribuer à la formation du capital. Peu à peu même l'idée menaçante d'un impérialisme allemand tendant à l'hégémonie européenne pour tourner le continent contre l'Angleterre se répand dans ce dernier pays. Les Anglais commencent à se rappeler les luttes contre Philippe II, Louis XIV et Napoléon. Il ne faut pas oublier d'autre part que des personnalités nouvelles arrivent alors à la tête de la politique anglaise, libres de tenir plus de comptes de ces faits nouveaux que leurs prédécesseurs absorbés d'instinct par certaines préoccupations traditionnelles. Edouard VII devient roi d'Angleterre en 1901 et il serait superflu d'insister sur la part personnelle qu'il a prise au rapprochement franco-anglais. Lord Salisbury, l'élève de lord Beaconsfield et le Premier Anglais qui pendant vingt ans a lutté contre la France pour assurer l'expansion britannique en Afrique et en particulier le maintien de la domination anglaise en Egypte, disparaît de la scène politique en 1902.

Dès ce moment, l'orientation nouvelle de la politique anglaise est dessinée. Au mois de janvier 1902, on a annoncé l'entente franco-italienne relative à la Méditerranée qui concilie les deux puissances par l'assurance du désintéressement de la France en Tripolitaine en échange du désintéressement de l'Italie au Maroc. Etant donné que les liens

anglo-italiens n'ont jamais été plus intimes, on peut conclure de ce rapprochement à un prochain rapprochement franco-anglais.

D'ailleurs, un élément vient, vers cette époque, le faciliter. Quel a été, en somme, le sacrifice qu'a dû faire l'Angleterre pour signer les accords de 1904? Seulement celui des ambitions qu'elle avait pu avoir au Maroc. Or, en présence de ses associées méditerranéennes, l'Espagne et l'Italie, il lui était impossible de pénétrer dans ce pays par la force sans risquer de rompre une entente à laquelle elle était très attachée. Tout au plus pouvait-elle espérer s'insinuer au Maroc ; pendant la guerre du Transvaal, à la fois pour préparer l'avenir et pour écarter la France, dont on pouvait craindre une action mettant à profit les embarras des Anglais, sir Arthur Nicholson, ministre britannique à Tanger, avait essayé de faire de l'Angleterre l'inspiratrice et la bénéficiaire de toutes les réformes marocaines. Mais cette tentative avait échoué devant l'obstacle insurmontable de l'anarchie du Maroc, et au moment où il fallait laisser les mains libres à la France dans ce dernier pays pour s'entendre avec elle, l'Angleterre était fort découragée de toute entreprise du côté de l'empire chérifien.

Enfin la guerre russo-japonaise éclate et donne une dernière raison aux Anglais de se rapprocher de nous. Ils ont intérêt à ne pas nous laisser isolés en Europe, c'est-à-dire peut-être portés à écouter par prudence d'autres sollicitations que les leurs. Ils ont intérêt également à se rapprocher d'une des puis-

sances de la double alliance, dans l'espoir qu'après la guerre, dont l'Angleterre prévoyait sans doute fort clairement les résultats, ils pourraient se rapprocher également de l'autre. Et c'est ainsi que cinq ans après la fin de la pire crise franco-anglaise, et quatre ans après la manifestation de tendances très nettes vers un rapprochement systématique anglo-allemand, l'entente franco-anglaise était faite à la fois par la difficulté de passer des contrats équitables avec la diplomatie allemande et par la compréhension à laquelle l'Angleterre était arrivée de ce qu'est en réalité pour elle et pour l'Europe le nouvel impérialisme germanique.

Ce qu'a été depuis lors la politique anglaise, vous le savez par la crise marocaine, dont les phases ont été exposées devant vous.

CONCLUSION

Bien qu'il s'agisse d'une conférence d'études, c'est-à-dire surtout d'un tableau historique, je ne pense pas, Messieurs, que je puisse finir sans quelques mots de conclusion.

L'entente anglaise a encore un certain nombre de détracteurs si déterminés qu'ils voudraient nous y voir renoncer. On peut leur objecter que nous ne sommes plus au carrefour et qu'ayant, depuis trois ans, adopté une voie diplomatique, nous ne pouvons plus la quitter sans nous discréditer. Nous n'aurions à le faire que si l'entente anglaise, qui, comme toutes les autres, n'est évidemment pas un but en elle-même

mais bien un moyen, devenait sans objet pour nous. Ce n'est pas le cas. Les adversaires de l'entente anglaise en conviendront s'ils veulent bien considérer quelle valeur cette entente a à notre égard sur le terrain même de la vieille rivalité des deux nations. Jamais notre empire colonial, fait malgré l'Angleterre et même dans une large mesure contre elle, n'a été mieux garanti que par notre entente avec cette puissance. Je n'ai pas besoin d'insister sur la situation spéciale de l'Indo-Chine, aventurée en Extrême-Orient. Maintenant qu'est tombée la poussière de la lutte, même ceux qui y ont pris le plus part et ont été le plus ennemis de l'Angleterre découvrent à notre pays, avec nos rivaux coloniaux d'hier, des solidarités, particulièrement en présence du mouvement des populations musulmanes et asiatiques, que d'autres n'ont pas le même intérêt à maintenir dans le calme. Vieilles puissances pourvues et assises, comme le disait récemment à Londres notre ambassadeur Paul Cambon, la France et l'Angleterre sont naturellement solidaires en face de jeunes ambitions venues un peu trop tard dans un monde trop vieux.

Mais surtout, pour parler du centre même de notre vie, de la métropole, nous n'avons pas à nous plaindre d'avoir à côté de nous une puissance active, résolument conservatrice de l'équilibre européen, — car ce n'est certes pas la France du commencement du XXe siècle qui tendrait, comme celle du commencement du XIXe, à le troubler. L'Angleterre a de vieilles relations avec l'Autriche, elle a des amitiés tradition-

nelles en Hongrie. Sa politique s'occupe de plus en plus de ces pays et aussi des États Balkhaniques. Son influence est très forte dans les deux péninsules latines, et c'est notre accord avec elle qui nous a permis l'entente avec l'Espagne ou l'Italie, ou, plus exactement, d'entrer comme bénéficiaires dans l'entente méditerranéenne conclue jadis contre nous autour de l'Angleterre. On peut espérer un rapprochement de l'Angleterre avec la Russie, surtout à une époque où cette dernière puissance a mille raisons de s'accommoder du *statu quo* asiatique, en attendant une entente plus profonde. Il est difficile de comprendre en quoi nous aurions intérêt à renoncer maintenant à un accord avec une puissance qui, quoi qu'on en ait dit, ne peut être que conservatrice de l'équilibre européen. Il faut ajouter que, durs dans la négociation et lents à conclure, les Anglais sont bons payeurs une fois le contrat signé; ils l'ont prouvé depuis trois années.

Nous savons que d'aucuns préféreraient que, pour parer au danger qui peut nous venir d'une certaine puissance, nous commençions par soumettre toute notre diplomatie à sa dictée. Il est permis de considérer d'une autre humeur les moyens de garantir notre sécurité.

L'entente anglaise ne doit certes pas nous empêcher de contracter d'honnêtes marchés avec les tiers, mais elle doit nous aider à ne pas subir des pressions. Elle ne nous dispense pas, certes, de nous aider nous-mêmes et de rechercher très résolument notre avantage propre dans son cadre. Il nous faut

nous rappeler que s'il est bon d'être respectable avec tout le monde, il faut l'être même et surtout avec ses amis. On n'en conserve qu'à la condition d'être *allianzfähig*, comme disait Bismarck, et on ne saurait mieux conclure après un exposé des circonstances qui ont fait naître l'entente franco-anglaise que sur ce mot de Gambetta : « On n'est aimé des Anglais que si l'on s'en fait respecter. »

Messieurs, [1]

Je serai votre interprète fidèle en remerciant M. de Caix de sa très intéressante conférence.

Monsieur de Caix est un de nos publicistes les plus avertis et je n'en connais pas en qui j'ai constaté plus de conscience et d'amour de la vérité.

Il a fait devant nous l'éloge de ce mariage de raison qu'est, l'entente cordiale en termes contenus, raisonnables, honnêtes (*Sourires*).

Permettez-moi de vous exposer à mon tour les réflexions que cette combinaison politique me suggère.

L'entente entre les deux pays provient de la dissemblance des deux tempéraments. On s'aime d'un amour fait du contentement de soi-même.

L'Anglais est pour nous un perpétuel objet d'étonnement et lorsque nous passons le « Canal » nous ne cessons d'admirer le caractère froid et mesuré de la race britannique.

Et lorsque l'Anglais en a assez de porter le poids de ses vertus, il aime à venir déposer son austérité dans notre pays accueillant.

Pour les Français, l'Anglais apparaît un peu comme un oncle sévère dont les bonnes grâces sont d'autant

[1] Discours prononcé par M. René Millet le 15 avril 1907.

plus précieuses que nous l'avons connu grondeur.

Les rapports actuels entre les deux pays passent par une période de détente agréable dont je me félicite. Les temps ne sont pas bien loin, où mes fonctions en Tunisie m'obligèrent à prendre des mesures graves pour parer à des dispositions bien différentes. C'était après Fachoda : la modestie de notre attitude ne satisfaisait pas l'orgueil de M. Chamberlain. La politique a ses vicissitudes, et la nation la plus hostile aujourd'hui sera peut-être l'amie de demain.

Même aujourd'hui, n'oublions pas qu'aux yeux des Anglais, l'entente cordiale a ses limites.

M. Ed. Dicey par exemple écrit, dans son livre sur *l'Avenir de l'Égypte* :

« Je suis persuadé qu'aucun membre du dernier ministère, pas plus qu'aucun homme politique de quelque autorité n'a jamais admis que l'Angleterre put s'exposer à une guerre à seule fin d'aider la France à établir sa domination au Maroc »; et la *National Rewiew* de février 1905 (p. 934), — qui, elle, ne peut être taxée de francophobie, — après avoir admis que l'entente cordiale est la pierre augulaire de la politique anglaise en Europe, s'exprime ainsi à propos du tunnel sous la Manche : « Quelque prix que nous attachions à l'amitié française, ce serait la payer trop cher que de lui sacrifier la force de notre position insulaire et l'indépendance que cette position assure à la Grande-Bretagne, vis-à-vis de toute autre puissance ; nous devons rester les maitres dans notre propre maison ».

Si la politique anglaise paraît quelquefois contra-

dictoire dans ses manifestations successives, elle ne l'est jamais dans ses visées, qui tendent uniquement à la grandeur de l'empire. Elle va au plus pressé par le chemin le plus court et change parfois d'amis, mais jamais de maxime.

Vous semblez surpris, mon cher de Caix, de la voir tour à tour anti-française, anti-russe, anti-allemande. Il est difficile, dites-vous, de dégager les mobiles d'une évolution aussi brusque. Ils sont cependant assez simples si l'on considère la fin plutôt que les moyens, et si l'on admet que l'Angleterre ait eu successivement à redouter les progrès des Français en Afrique, les prétentions des Russes en Extrême-Orient et la concurrence des Allemands dans le monde entier. Les Anglais pratiquent l'indépendance du cœur parce qu'ils tiennent à l'indépendance des intérêts. Je reconnais d'ailleurs avec vous qu'ils sont, en général, fidèles à leurs paroles : en quoi ils se montrent, une fois de plus, négociants avisés ; car le respect des engagements pris est l'âme du commerce et de la politique.

Disons d'un mot qu'en face d'une Europe sentimentale et passablement romantique, alors même qu'elle est armée jusqu'aux dents, les Anglais seuls font une politique vraiment réaliste.

Car il y a deux méthodes en diplomatie. L'une est la politique de système : les alliances sont le but ; les questions particulières le moyen. Dans la politique réaliste au contraire, les alliances sont le moyen, les questions nationales, le but.

En France, vous savez trop, Messieurs, de quel côté penche le génie national. Au XVIII[e] siècle nous avons eu tour à tour le système Prussien, qui après une longue guerre, ne nous a même pas valu la Belgique conquise par les armes de Maurice de Saxe, puis le système autrichien, qui nous a menés à Krefeld et à Rosbach. A cette époque l'Angleterre n'avait aucun système. Elle volait des bras de Marie-Thérèse dans ceux de Frédéric II au gré de ses intérêts; et pendant que ses rivaux s'épuisaient en Europe, elle fondait son empire colonial.

Au XIX[e] siècle, on a connu successivement, en France, le système de la Sainte-Alliance sous la Restauration ; le système de l'entente cordiale (1[re] édition) sous Louis-Philippe ; et avec Napoléon III, tous les systèmes combinés, y compris la politique ruineuse des nationalités. Pendant ce temps-là, un Cavour, un Bismarck exploitaient les systèmes des autres au profit de leur politique réaliste.

Et voyez ce que, nous-mêmes, nous avons su faire, après les désastres de 1870 : comment nous nous sommes relevés avec une admirable énergie, et comment, isolés devant l'Europe, nous avons ouvert à l'expansion française la Tunisie, le Tonkin, le Congo et le Soudan. Remarquez en effet que cette grande période d'activité politique a été précisément celle où nous n'avions ni alliance ni amitié d'aucune sorte.

Mais notre isolement nous tenait en éveil et rendait notre diplomatie vigilante. Ainsi, Messieurs, sous l'aiguillon de la nécessité, nous fîmes alors de la

politique réaliste presque sans le savoir, comme M. Jourdain faisait de la prose.

Remarquez que je ne médis pas des alliances. Quand l'alliance franco-russe fut conclue il y eut, pendant plusieurs années, une période qu'on pourrait appeler d'équlibre; l'alliance franco-russe eût cette valeur inestimable de nous donner une garantie supplémentaire contre les dangers qui menaçaient notre frontière de l'Est. A cette époque, nous eûmes la coquetterie de notre armée que nous montrions au tzar dans des fêtes célèbres et les spécialistes s'accordent à dire que les années 1890-96 marquent l'apogée de notre préparation militaire.

Mais cette quiétude même semble avoir affaibli notre virilité politique. Bientôt le peuple français, flatté de fréquenter les rois, lâcha la proie pour l'ombre et la politique des résultats pour celle des relations brillantes.

Pour gagner les faveurs de l'Italie nous lui permettions de s'installer sur la frontière ouverte de la Tunisie, cette Tunisie déjà peuplée de colons italiens. Pour nous rallier l'Espagne, nous lui faisions une place au Maroc à nos côtés, c'est-à-dire que nous lui accordions ce que nous avions précisément refusé à l'Italie à Tunis, lors des événements de 1881.

Au prix de nos droits sur l'Égypte et à Terre-Neuve, nous obtenions les bonnes grâces de l'Angleterre. Elle nous donnait au Maroc un blanc-seing dont nous n'avons pas profité. En revanche nous livrions à la première puissance maritime du monde les deux clefs de la Méditerranée, Suez et Gibraltar,

rendant de la sorte inefficace notre œuvre à Bizerte !

Et tout cela pour un système de sentimentalité politique qui partant de l'entente cordiale, passe par l'amitié espagnole, et va jusqu'à ce sentiment pour l'Italie que je ne sais comment définir ni qualifier, tant il réunit les plus subtiles nuances de la carte du Tendre diplomatique (*Applaudissements*).

Prenant au sérieux toute cette préciosité galante, nous négligions les devoirs essentiels de la diplomatie, nous oubliions de causer quand il le fallait, et nous nous laissions prendre à toutes ces belles apparences, perdant de vue le portrait du parfait diplomate que La Bruyère traçait d'après d'illustres modèles : « Il ne parle que de paix, que d'alliance, que d'intérêts publics ; et en effet il ne songe qu'aux siens, c'est-à-dire à ceux de son maître ou de la République. »

Qu'en est-il résulté ? Il y avait au Maroc deux difficultés à éviter : que le Maroc devînt une sorte d'Empire ottoman surveillé par l'Aéropage européen ou qu'une grande puissance s'y installât menaçante à nos côtés. Or, par un chef-d'œuvre de paradoxe, nous avons combiné ensemble ces deux dangers qui semblaient contradictoires ! On ne pouvait gâcher de plus admirable façon la question marocaine.

Mais précisons l'effet de nos nouveaux accords en Europe : peut-être, si nous avons beaucoup donné ailleurs, recueillons-nous là le fruit de notre désintéressement.

Je ne nie point la valeur de l'entente anglaise ; mais qui ne voit d'abord que cette valeur est uni-

quement défensive ? En cas d'une guerre, que j'estime improbable, jusqu'où irons les navires anglais et que feront-ils si la marine allemande se renferme dans ses ports, si, les Belt et les passes défendues ne les laissent peut-être même pas avancer jusqu'à Kiel? Le seul avantage réel que nous tirions des bonnes dispositions de l'Angleterre, c'est que l'Allemagne hésite à se jeter tête baissée dans une guerre qui ruinerait son commerce.

Aussi bien avons-nous l'épreuve des faits : si en 1905, nous avons accepté d'aller à Algésiras, n'est-ce point parce que nous avons senti que l'absence de la Russie en Europe nous laissait en tête à tête avec l'Allemagne et que l'entente anglaise n'était qu'un très insuffisant appui ?

On a prétendu que l'accord de 1904 était l'ébauche d'une grande politique de coalition. Laissez-moi dire que je suis sceptique à cet égard. Je me rappelle les illusions que la diplomatie impériale conçut en 1870 sur le concours de l'Autriche et de l'Italie ; et je me demande si l'avenir ne nous réserve pas quelques surprises du même genre. L'Italie fait toujours partie de la Triple alliance ; ses liens avec l'Allemagne, quoi qu'on en ait dit, ne sont pas modifiés ; et j'admire infiniment cette merveilleuse adresse qui lui permet de paraître la meilleure amie de la France, en restant la fidèle alliée de l'Allemagne ; cette aisance à concilier des contradictoires m'étonnerait, si je ne savais les traditions de subtile diplomatie léguée à l'Italie de nos jours par le Piémont d'autrefois.

Une politique de coalition n'aurait des chances de succès que si l'Allemagne prétendait entreprendre des conquêtes en Europe ; mais en vérité est-il utile de faire à l'avance de si savantes combinaisons? C'est alors d'elle-même et sans grand effort que cette coalition se formerait contre elle, comme jadis contre Louis XIV ou Napoléon.

En résumé, nous devons, avant toute chose, respecter notre signature. En politique, on peut combattre, comme je l'ai fait, un accord avant qu'il ne soit conclu ; mais ensuite la France est engagée ; elle doit être fidèle à sa parole ; la diplomatie procède au moyen de paliers successifs, qui sont les faits et les traités. Il serait puéril de n'en pas tenir compte.

Je dirai plus : pour rester fidèle à l'esprit de ces pactes, nous devons, même pour les affaires non réglées, servir nos amis, mais dans les limites de l'intérêt national. Sachons surtout bien distinguer la politique continentale, politique surtout défensive, et la politique coloniale, qui doit être active ; et faisons accepter cette distinction à l'Allemagne. Si on ne peut pas mettre en question certains problèmes en Europe, s'en suit-il que nous ne puissions causer sur les autres affaires? Qu'est-ce que cette diplomatie, qui serait faite pour ne pas causer, pour se terrer et se renfermer en elle-même ? prêtons-nous à toute conversation compatible avec nos engagements antérieurs : soyons de bons négociants, qui traitent avec un client, puis avec un autre.

Enfin combattons sans relâche la politique systématique : c'est elle qui a causé dans les affaires extérieures le mal que vous savez ; c'est elle qui, par ses dehors pacifistes, par sa logomachie sentimentale, entretient en France ces détestables illusions antimilitaristes. Profitons de la grande leçon que nous donne la politique anglaise : faisons de la politique réaliste. Ce sera la meilleure manière de remplir les vues de nos maîtres, des Boutmy et des Taine, fondateurs de cette maison. (*Applaudissements prolongés.*)

II

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'ALLEMAGNE

CONFÉRENCE DE M. ANDRÉ TARDIEU

PREMIER SECRÉTAIRE D'AMBASSADE HONORAIRE,
RÉDACTEUR DU BULLETIN DE L'ÉTRANGER DU « TEMPS »

DISCOURS DE M. A. RIBOT

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE, ANCIEN MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES, DÉPUTÉ

Messieurs [1]

Je crois, dès le début de cette étude, nécessaire d'indiquer dans quel esprit je me propose d'étudier ici la politique extérieure de l'Allemagne. Forcé, pour être bref, de simplifier, il m'a paru que la meilleure façon de concentrer les faits que nous allons examiner, autour d'une idée centrale, était de nous placer, pour les considérer, au point de vue français.

Aussi bien, c'est répondre à l'idée d'où est sortie l'École des sciences politiques, c'est répondre à l'idée d'où sont sorties les conférences que nous y organisons que de chercher à dégager, de l'étude impartiale des questions actuelles de politique étrangère, ce que j'appellerai les conclusions nationales. Puisqu'il me fallait faire, dans mon exposé, certains sacrifices, j'ai donc retenu surtout ce qui nous intéressait directement. Il faut avouer, d'ailleurs, que la politique allemande, de quelque point de vue qu'on l'envisage, finit toujours par nous intéresser. J'ai donc l'espoir que la méthode que j'ai choisie ne nous fera rien négliger d'essentiel des questions très vastes que nous allons étudier.

La politique allemande, sous le règne de Guillaume II, est une politique personnelle. Sans doute,

1. Conférence faite par M. A. Tardieu le 22 février 1907.

elle tient compte, comme doit le faire toute politique, des intérêts permanents de l'Allemagne. Mais ces intérêts sont réfractés, pour ainsi dire, à travers la pensée de la personnalité puissante — le mot est, vous le savez, du prince de Bülow — qui préside aux destinées de l'empire. Si nous nous occupions de pays véritablement parlementaires, comme l'Angleterre ou la France, ce serait un contre-sens que de ne pas analyser d'abord les grands courants d'opinion qui font et qui défont la politique. Je crois, au contraire, que, quand il s'agit de l'Allemagne, ce serait un contresens égal que de ne pas placer au premier plan l'homme qui mène le pays et que le pays jusqu'ici — les dernières élections en sont la preuve — a toujours suivi.

La politique extérieure de l'Allemagne, c'est donc la politique de Guillaume II. Pour être à même de la juger, il est indispensable de remonter à son origine et d'étudier les formes diverses qu'elle a tour à tour adoptées. Donc, dans notre étude, deux parties distinctes : d'abord, étude des origines et des évolutions successives de la politique extérieure de l'Allemagne ; ensuite, étude de l'état présent.

I

Lorsqu'on parcourt, comme je l'ai fait avec une curiosité qui n'a pas été déçue, les sept cent quatre-vingts et quelques discours, actuellement publiés, de l'orateur disert qui préside aux destinées de l'Empire allemand, on y retrouve très souvent exprimée

une idée qui figure dans les premiers comme dans les derniers et qui est celle-ci : garder intégralement à l'Allemagne la situation matérielle et la situation morale que lui a conquise la guerre victorieuse contre la France en 1870.

Je n'abuserai pas des citations. Je vous demanderai pourtant d'en écouter quelques-unes. Le 16 août 1888, c'est-à-dire à une date de très peu postérieure à son avènement, Guillaume II disait :

Il y a des gens qui ne craignent pas d'affirmer que mon père voulait abandonner ce qu'il a, avec mon grand-père, conquis par l'épée. Nous avons trop bien connu l'empereur Frédéric pour admettre sans colère, ne fût-ce qu'un instant, un tel outrage à sa mémoire. Il avait, comme nous, la conviction que rien ne doit être abandonné des conquêtes de l'époque héroïque. Nous ferions donner nos 18 corps d'armée et nos 42 millions d'habitants plutôt que de laisser tomber un seul moellon de l'édifice élevé par Guillaume Ier.

Depuis dix-neuf ans, cette pensée est exprimée dans trois sur quatre environ des discours de Guillaume II. Il s'agit donc, à la fois, de ne rien abandonner des conquêtes territoriales réalisées à nos dépens en 1871, et il s'agit aussi de conserver, non seulement vis-à-vis de la France, non seulement vis-à-vis de l'Europe, mais vis-à-vis du monde — car, avec Guillaume II, la politique allemande est devenue ce que Bismarck ne voulait pas qu'elle fût, une politique mondiale — il s'agit, dis-je, de conserver vis-à-vis de l'Europe et du monde cette prépondérance morale que les succès de 1870-1871 et

la fondation de l'Empire ont incontestablement créée.

Pour cela, deux conditions sont à remplir : la première, c'est que l'Allemagne soit toujours en état de repousser une agression française, si d'aventure cette agression se produisait ; la seconde, c'est de s'assurer que la France ne soit pas capable de pratiquer, je dirai même de concevoir, un plan d'action de nature à mettre en cause la situation dominante de l'Allemagne.

A la première de ces nécessités, Guillaume II a pourvu par le souci constant, et à son point de vue infiniment louable, qu'il a toujours marqué de la force militaire de l'Allemagne ; à la seconde, il a pourvu de la seule façon qui fût en son pouvoir, diplomatiquement.

Bismarck, longtemps, avait été enclin à penser que, pour que la France ne fût pas à craindre, il suffisait qu'elle fût en république. La République ayant duré, il fallut trouver autre chose. Qu'est-ce que Guillaume II a trouvé ? A-t-il complètement réalisé le plan que nous révèlent ses premiers discours ? Nous voici, avec ces deux questions, au cœur même du sujet que nous devons traiter aujoud'hui.

Le règne de Guillaume II a commencé par une déception, l'alliance franco-russe. Et j'entends bien qu'en Allemagne tout le monde vous dira que personne n'a jamais pris ombrage de l'alliance franco-russe. Mais si je prouve qu'on n'a pas toujours dit cela ; si je montre comment on a été amené à le dire,

vous admettrez, sans doute, que mon interprétation n'est pas abusive.

Nous sommes en 1888. Des indices encore faibles, mais chaque jour plus nombreux, révèlent que, malgré des difficultés de toutes sortes, sur lesquelles je n'ai pas à insister, à Saint-Pétersbourg comme à Paris on se rend compte de l'utilité, de la nécessité de l'alliance franco-russe, à laquelle, trois ans plus tard, en 1891, présidera M. Ribot, qui a rendu ce jour-là, à notre pays, le plus grand service qu'il eût reçu d'aucun homme d'Etat, depuis 1871.

Dès l'année précédente, en 1887, l'attitude du gouvernement français, au cours de la crise bulgare, nous avait valu la sympathie de la Russie.

En 1890, le concours prêté par le gouvernement français au gouvernement russe, pour l'arrestation de nihilistes qui conspiraient à Paris contre la vie de la famille impériale, avait accru cette sympathie.

Il suffisait, d'ailleurs, de regarder une carte pour se rendre compte que la puissance isolée par le traité de Francfort avait besoin de l'alliance de la puissance isolée par le traité de Berlin, et réciproquement.

C'était la vieille politique de la monarchie française, quand elle recherchait l'alliance de la Suède, de la Pologne et de la Turquie, la politique aussi de Pierre le Grand lorsque, rencontrant à Paris, en 1717, le régent Philippe d'Orléans, il lui offrait son alliance en lui disant : « Je vous tiendrai lieu de Turquie, de Pologne et de Suède. »

C'était la politique du bon sens, la politique qui

résultait, suivant le mot de Bismarck, de la nature des choses.

Dès 1889, après la crise boulangiste, l'alliance franco-russe, non encore conclue, inquiète l'Allemagne. Bismarck est congédié en mars 1890, et dès ce moment il suit les progrès de cette combinaison diplomatique avec une ironie cruelle pour ses successeurs, car il se flatte qu'il aurait empêché ce qu'ils vont être obligés de subir.

Le 14 mai de la même année, le maréchal de Moltke, en déposant au Reichstag un projet militaire, paraît déjà considérer l'alliance comme faite :

> Les assurances pacifiques que nous donnent nos voisins de l'Est et de l'Ouest, dit-il, nous sont précieuses; mais c'est en nous-mêmes que nous trouverons nos sûretés.

Dix mois plus tard, c'est Guillaume II lui-même qui avoue, dans un discours, ses inquiétudes :

> Les temps où nous vivons sont sérieux et peut-être, dans les années qui viennent, aurons-nous du fil à retordre.

Cinq mois après, le 15 juillet 1891, l'escadre de l'amiral Gervais est reçue à Cronstadt, avec quel enthousiasme, vous le savez. L'alliance, qui sera signée au mois d'août suivant, est dès ce moment considérée comme une chose acquise, comme un fait définitif, par l'opinion européenne. L'Allemagne, tout aussitôt, prend de nouvelles mesures militaires, et en les défendant à la tribune, le chancelier de Ca-

privi, habituellement optimiste, ne cache pas que la situation est changée :

La France, dit-il en substance, a des corps d'armée nombreux et organisés, des places fortes, des camps retranchés. Nous ne trouverions plus en Russie les mêmes prévenances qu'au début de la guerre de 1870... L'empereur de Russie est un puissant facteur de paix. Mais le sentiment populaire russe est contre nous. La mobilisation russe prouve, d'autre part, qu'on croit à Pétersbourg que la prochaine guerre sera à l'Ouest. Nous sommes donc tenus de compter avec une guerre de ce côté... Il est hors de doute qu'un rapprochement intime entre la France et la Russie s'est produit. Il date de loin, mais aujourd'hui tout, y compris Cronstadt, donne à croire qu'il s'agit d'une alliance... Nous ne voulons pas attaquer. Mais nous voulons pouvoir faire front des deux côtés.

Dira-t-on que c'était un procédé oratoire destiné à obtenir le vote des crédits militaires ? Oui, sans doute ; mais c'était aussi l'expression sincère de préoccupations réelles.

La France, grâce à l'alliance russe, n'est plus dans l'état d'immobilité forcée où, vingt ans durant, elle était restée. Le mot de Schouvaloff à Bismarck : « Vous avez le cauchemar des coalitions », semble prendre, au contact de ces événements diplomatiques, une allure de prophétie. L'équilibre européen se trouve rétabli au profit des deux victimes de Bismarck, la victime de 1871 et celle de 1878. Ce rétablissement met fin, pour l'Allemagne, à la situation d'arbitre inconstestée, qu'elle avait occupée depuis vingt ans.

Par conséquent, dans l'édifice diplomatique élevé par Guillaume Ier, dans cet édifice dont Guillaume II

s'est déclaré le conservateur intransigeant, il y a une fissure, et par suite aussi, il faut que la politique allemande détermine son attitude et ses directions, en raison de ces circonstances nouvelles.

A ce moment, l'empereur Guillaume II eut un très grand mérite : ce fut de faire de la politique positive et réaliste.

Quelque désagréable que lui eût été l'alliance franco-russe, il se demanda, n'ayant pu l'empêcher, ce qu'il en pouvait tirer. Tout d'abord, il se préoccupa de définir exactement le caractère pratique d'une combinaison dont l'opinion avait surtout considéré l'effet moral. Il fut, en cette occasion, plus clairvoyant que beaucoup de Français. Il comprit que l'alliance russe n'était pour nous, à aucun degré, un encouragement à une politique offensive ; que si, contre une agression éventuelle, elle nous serait une garantie précieuse, en revanche, elle ne nous poussait pas à engager contre l'Allemagne une guerre offensive, soit pour reprendre l'Alsace et la Lorraine, soit pour quelque autre raison que ce fût. Or la paix, qu'est-ce autre chose que le *statu quo* ? et le *statu quo*, c'était le traité de Francfort. L'Allemagne pouvait, sans embarras, s'accommoder de l'alliance, puisque cette alliance apportait une garantie de plus aux éléments conservateurs d'un ordre européen, tout à son bénéfice.

Dès ce moment, le parti de l'empereur est pris. Il se résigne à l'alliance franco-russe, d'abord parce qu'il ne peut pas faire autrement, ensuite parce qu'il

espère pouvoir en profiter. Plus de propos amers, d'allusions à la guerre probable ou possible, comme pendant les années précédentes. Au contraire, une continuelle amabilité à l'égard de la France, et de la Russie aussi, bien entendu.

En même temps, le dessein très accusé, très caractérisé, toutes les fois que l'occasion s'en présente, d'engager soit la France, soit la Russie, et le plus souvent toutes les deux ensemble, dans une collaboration extra-européenne avec l'Allemagne, qui aura, au regard de la politique allemande, le double avantage de nous détourner des préoccupations continentales et de nous pousser plus avant dans cette politique coloniale qui, depuis Tunis, nous a brouillés avec l'Italie, et depuis les affaires d'Egypte, avec l'Angleterre.

De cette façon, l'Allemagne est appelée à bénéficier de l'alliance franco-russe. Si, en effet, maîtresse, comme elle l'est à cette époque, de la Triple alliance, en bonnes relations avec l'Angleterre — car de 1888 à 1893, des accords coloniaux ont été conclus entre les deux puissances — l'Allemagne réussit encore à s'intercaler à un titre quelconque dans la Double Alliance, il est évident que Guillaume II, sans avoir tiré l'épée, se trouve en possession, en Europe, d'une situation supérieure à celle de Napoléon, après dix ans de victoire. Non seulement il conserve, mais il étend l'œuvre de son grand-père. Il s'en rend compte et il agit en conséquence.

Du côté russe, l'opération ne comportait pas de grandes difficultés. On sait quels liens personnels

unissaient alors, n'ont pas cessé d'unir et unissent plus encore maintenant qu'autrefois — car Alexandre III était certainement plus anti-allemand que Nicolas II, — les dynasties des Hohenzollern et des Romanoff. On sait aussi combien l'Allemagne compte de sympathies, tant à la cour impériale que dans le personnel administratif russe. Ce n'est donc pas de Saint-Pétersbourg que viendront les difficultés.

Du côté français, c'est plus délicat. Mais Guillaume II très adroitement, prépare la campagne de rapprochement politique, par une campagne de rapprochement sentimental. Cela lui est facile, car, comme beaucoup de ses compatriotes, il éprouve à notre égard un sentiment d'intérêt qu'il appelle sympathie, et que je me contenterai d'appeler curiosité.

Quoi qu'il en soit, le travail de rapprochement, sous sa double forme sentimentale et politique, va nous apparaître à chaque pas de 1892 à 1901.

Sur le premier point, rapprochement sentimental, je pourrais citer des exemples très nombreux. Je choisirai les principaux.

Et d'abord, toutes les fois, — et Dieu sait si c'est fréquent ! — que l'empereur célèbre un anniversaire de 1870, il ne manque pas, en rendant hommage aux soldats allemands, de rendre également hommage aux « soldats français, luttant avec le courage du désespoir », à « l'ennemi chevaleresque, toujours si utile à la cause de la civilisation ».

Mais ce ne n'est pas tout. Et il sait trouver d'autres occasions d'être aimable et prévenant pour notre pays.

Le maréchal de Mac-Mahon meurt en octobre 1893 : M. de Münster va rendre aussitot visite à la duchesse de Magenta.

M. Carnot est assassiné : l'empereur envoie ses condoléances à sa veuve. A cette occasion, et malgré une assez vive résistance de l'opinion allemande, il fait mettre en liberté deux officiers de marine français arrêtés quelques semaines plus tôt pour espionnage.

Puis, ce sont des démarches analogues à la mort du maréchal Canrobert en 1895, à la mort de Jules Simon en 1896, au lendemain de l'incendie du bazar de la Charité en 1897, du naufrage de la *Bourgogne* en 1898 ou encore aux obsèques de Félix Faure en 1899, où il délègue, pour le représenter, l'un des généraux allemands le plus proches de la France par ses relations de famille, le prince Antoine Radziwill.

Le 6 juillet de la même année 1899, se trouvant dans les eaux norvégiennes, Guillaume II visite le navire-école français *Iphigénie*. Il télégraphie à M. Loubet et se félicite, « comme marin et comme camarade », de l'aimable accueil qui lui a été réservé.

En 1900, il veille à ce que la participation allemande à l'Exposition soit aussi brillante que possible.

En 1901, il invite le général Bonnal aux manœuvres allemandes et le comble d'égards.

Plus récemment enfin, la catastrophe de la Martinique lui est une occasion nouvelle de nous adres-

ser un de ces télégrammes où il excelle et qui entretiennent l'atmosphère de sympathie qu'il a désiré créer.

Au point de vue politique, l'occasion s'offre toujours à qui la cherche. C'est dire que les occasions n'ont pas manqué à l'Allemagne.

C'est d'abord la guerre sino-japonaise, au terme de laquelle le Japon est arrêté, par la triple action russo-franco-allemande, au seuil de ses victoires, subissant un sacrifice analogue à celui infligé à la Russie au lendemain de San-Stefano.

Puis c'est l'inauguration du canal de Kiel où la présence simultanée des escadres française et russe est la preuve visible d'une détente, qu'il semble bien certain que Pétersbourg avait conseillé à Paris. Un débat a lieu en France, à ce sujet (31 mai et 10 juin 1895). M. Hanotaux est interpellé au Sénat d'abord, à la Chambre ensuite, par les socialistes et par la droite. Il défend sa politique et le Parlement lui donne raison. C'est une nouvelle preuve que l'alliance russe, au lieu de rendre la France plus intransigeante, la rend, au contraire, plus conciliante.

En 1897, M. Mourawieff, ministre des Affaires étrangères de Russie, vient à Paris. Au retour, il s'arrête, non sans quelque affectation, à Berlin.

Le 23 juillet 1897, l'accord relatif à la délimitation du Togo est signé entre la France et l'Allemagne, et en même temps des ouvertures plus générales en vue d'une entente africaine, — ouvertures dont le

détail n'est pas connu, mais dont l'existence est certaine, — sont faites à Paris par Berlin.

Les événements de Fachoda sont un nouvel atout dans le jeu de l'Allemagne, atout tellement fort qu'on voit à ce moment des nationalistes comme M. Jules Lemaître nous conseiller contre les Anglais une entente avec nos voisins de l'Est.

L'affaire Dreyfus éclate, il est vrai ; mais elle n'a de résultat qu'au point de vue de l'opinion. Elle n'influe pas sur les relations des deux gouvernements. M. de Bülow peut même se féliciter, un peu plus tard, que cette affaire, « qui a soulevé tant de poussière, n'aient pas troublé les rapports corrects de la France et de l'Allemagne ».

En 1900 surviennent les événements de Chine ; le maréchal de Waldersee, on s'en souvient, est commandant du corps international. De là, une confraternité d'armes entre les vainqueurs et les vaincus de Sedan, confraternité que Guillaume II ne manquera pas de saluer, quand il recevra l'année suivante le général Bonnal. De son côté, le chancelier, deux mois plus tard, insistera sur ce fait que, entre la France et l'Allemagne, il n'y a plus, sur la plupart des points du monde, de conflits réels d'intérêt.

On est donc autorisé à conclure que, de plus en plus, vers 1901, l'Allemagne s'accommode d'une combinaison diplomatique qui a augmenté, à son profit, les garanties du *statu quo* européen et qui, en même temps, lui permet de faire mouvoir hors d'Europe, soit ses alliés, soit les nôtres, soit nous-mêmes.

Nous sommes, je le disais à l'instant, à la fin de 1901 et à ce moment la scène va changer. Elle va changer par une suite de transitions dont je vais essayer d'indiquer les principales. Ce changement aboutira, en 1905, au coup de théâtre marocain, au voyage de l'empereur à Tanger, qui notifiera à la France l'hostilité de l'Allemagne. Qu'est-ce que ce revirement ? Comment s'explique-t-il ?

Pour répondre à cette question, ce n'est plus en Allemagne qu'il faut regarder, car, à ce moment, la politique allemande est une politique de réaction et non plus d'action ; c'est vers la France qu'il faut se tourner.

A cette date, en effet, notre politique abandonne l'attitude d'observation où elle s'était tenue longtemps et passe à l'action. Elle part de cette idée très juste que l'alliance avec la Russie, n'ayant ni pu ni dû être pour nous un instrument de revanche, doit nous permettre, du moins, de poursuivre avec plus de liberté nos propres affaires, nos propres intérêts. Et elle entreprend, avec l'Italie d'abord, avec l'Angleterre ensuite, avec l'Espagne enfin, une triple campagne de rapprochement.

L'Italie dans la Triple alliance avait joué, au temps de Crispi, le rôle d'une pointe offensive. Profitant à la fois de ses intérêts et de ses aspirations, — car les deux éléments sont engagés dans l'affaire — nous élaborons une entente qui s'inscrit dans les accords de décembre 1900 et novembre 1902 et permet, le 2 juillet 1902, à M. Delcassé de dire que « l'Italie ne peut en aucun cas et sous aucune forme devenir

l'instrument ou l'auxiliaire d'une agression contre la France ».

A quelques mois de là, le 8 avril 1904, une liquidation analogue nous amène à conclure un accord avec l'Angleterre, et cet accord le 3 octobre suivant, est complété par un accord avec l'Espagne.

Le résultat de ces arrangements, c'est de nous donner les mains libres au Maroc. Mais ce n'est là que le petit côté de la question. Au point de vue européen, au point de vue général, au point de vue allemand aussi, le résultat de cette politique est de nous assurer, dans l'Europe occidentale, une indépendance, une autorité, une importance morale, qui font de nous un centre attractif.

C'est l'heure précisément où la Triple alliance, longtemps indiscutée et tenue pour intangible, laisse entendre quelques craquements. C'est l'heure où, malgré les gouvernements qui restent fidèles à l'alliance, l'opinion, en Autriche et en Italie, se laisse aller à des manifestations de méfiance que soulignent des armements symétriques.

L'Allemagne n'a plus à Rome son prestige d'autrefois. On échange encore des visites et dans ces visites on prononce toujours des discours. Mais les discours des Italiens sont plus froids que ceux des Allemands. Au cours de cette même année 1904, M. Loubet et Guillaume II sont reçus, presque simultanément, en Italie. Et l'accueil fait au président de la République est sensiblement plus chaud que l'accueil réservé à l'empereur.

C'est aussi le moment où l'Angleterre est de plus

en plus la rivale de l'Allemagne. Nous sommes loin de l'époque où, au début de son règne, Guillaume II, se trouvant à Portsmouth, se félicitait de la puissance de la flotte britannique. Entre temps, « le rat de terre allemand » s'est mis à vouloir naviguer : l'empereur lui a dit que son avenir était sur l'eau. Les succès commerciaux de l'Allemagne, qui n'ont pas cessé de se développer, ont suscité des rivalités économiques. Il y a, semble-t-il, certains dissentiments, un manque de sympathie, tout au moins, entre le roi Edouard VII et son neveu. On se rappelle d'autre part les discours violents où les ministres anglais et allemands échangent des propos désagréables, à la façon des héros d'Homère, les dialogues de M. Chamberlain et de M. de Bülow, le télégramme à Krüger. L'Allemagne, dès cette époque, considère l'Angleterre comme sa rivale la plus dangereuse. Elle la rencontre partout sur les chemins de la politique mondiale. La question se pose de savoir si elle va, sur ces mêmes chemins, rencontrer unies la France et l'Angleterre.

L'opinion française a été frappée et surprise de l'explosion soudaine de l'hostilité allemande en 1905. Elle n'a pas noté, et malheureusement le gouvernement d'alors n'a pas noté non plus, les signes d'impatience et d'irritation qui auraient pu nous renseigner sur l'état d'esprit de l'empereur et nous auraient permis, peut-être, d'éviter certains à-coups, auxquels nous nous sommes trouvés ensuite exposés.

L'accord franco-anglais est du 8 avril 1904. Or, le

28 avril, trois semaines après, Guillaume II, dans un discours à Karlsrühe, disait :

Pensons à la grande époque où fut créée l'unité allemande, aux combats de Wœrth, de Weissembourg et de Sedan. Les événements actuels nous invitent à oublier nos discordes intérieures. Soyons unis pour le cas où, dans la politique du monde, nous serions contraints d'intervenir.

Le 1er mai, trois jours après à Mayence, à l'inauguration d'un pont, dans une circonstance, par conséquent, où l'allusion militaire ne s'imposait pas, il dit :

Ce pont, destiné à développer les relations pacifiques, pourrait servir à des fins plus graves.

Quinze jours après, le 14 mai, à Sarrebrück, même note. Il se loue, sans nécessité apparente, d'avoir, au cours de son voyage, visité « Metz, boulevard de l'Allemagne », qui est prête « à se défendre contre tous ».

Nous voilà loin, avec ces discours inquiets et menaçants, des allusions flatteuses par lesquelles, quelques mois plus tôt, on rendait hommage à l'adversaire de 1871.

Nous sommes loin aussi des discours ironiques et cavaliers par lesquels M. de Bülow avait accueilli le rapprochement franco-italien, au moment où il le qualifiait de « tour de valse » en attribuant à l'Allemagne le rôle élégant du mari indulgent. M. de Bülow est alors attaqué par les socialistes. On l'accuse

d'avoir isolé l'Allemagne. Toutes les fois qu'un gouvernement est accusé d'avoir compromis le pays, il est forcé de répondre que non. M. de Bülow dit donc que les accords conclus par la France n'inquiètent personne. Et nous avons l'imprudence de le croire sur parole. Nous n'aurions pas dû cependant négliger de remarquer qu'au même moment l'empereur, plus libre de ses propos, exprimait très nettement son mécontentement, ce mécontentement d'où sortiront bientôt le voyage de Tanger et tout ce qui s'en est suivi.

Pourquoi cette année d'attente? Pourquoi, pendant un an, la politique de réserve, comme a dit un jour M. de Bülow, a-t-elle précédé la politique d'action ? A cette question les dates répondent avec une netteté lumineuse. Il suffit de les rapprocher.

C'est en septembre 1904 que les armées russes ont subi leur premier échec grave à Lyao-yang. C'est en mars 1905 qu'elles sont définitivement battues à Moukden.

En même temps, la France, sous le ministère Combes, paraît, à Berlin, être la proie des socialistes et des pacifistes. Je ne conteste pas que, pendant cette période de notre histoire récente, la suprématie de M. Jaurès ne fût réelle. Mais je sais qu'elle était tenue à Berlin pour plus complète encore et plus durable qu'elle n'était en réalité.

L'Ambassade d'Allemagne à Paris était naturellement tentée de recueillir ces bruits qu'elle savait agréable à l'empereur. Un de ses membres en faisait

des rapports qui ne passaient pas toujours par la voie hiérarchique.

C'est sous cette impression, et dans cette atmosphère, qu'on se décide à tout risquer. On exerce une violente pression, et M. Delcassé quitte le ministère. M. Rouvier lui succède. Nouvelle pression. On exige la conférence. La conférence se réunit.

Est-ce du Maroc qu'il s'agit ? Oui, dans une certaine mesure, parce qu'il y a en Allemagne un parti colonial bruyant et aussi qu'à certains membres du gouvernement, l'appétit colonial a pu venir en mangeant. Mais le grand dessein, ce n'est pas dans l'empire chérifien qu'il faut le chercher.

Il s'agit de prendre une revanche sur la politique « isolante » de M. Delcassé, il s'agit de nous prouver que nos accords avec l'Angleterre, si l'Allemagne n'en veut pas, sont impuissants, caducs, nuls et non avenus. En un mot c'est de politique générale qu'il s'agit. Le Maroc est une occasion.

J'aurais scrupule à formuler une affirmation aussi tranchée, si c'était mon opinion seule que j'exprimais. Mais qui a dit que le Maroc était une occasion ? Est-ce un Français partial, passionné ? Non, c'est M. de Bülow lui-même qui, le 4 octobre 1905, à Baden-Baden, dans une conversation dont j'ai publié la plus grande partie, me disait :

Il y a dans les incidents auxquels a donné lieu depuis bientôt six mois l'affaire marocaine, deux choses distinctes à considérer. Le Maroc est la première, la politique générale est la seconde. Au Maroc, nous avons des inté-

rêts commerciaux importants : nous avons tenu et nous tenons encore à les sauvegarder. Sur le terrain général, nous avons été obligés de répondre à une politique qui tendait à nous isoler et qui, à cette intention avouée, empruntait, vis-à-vis de nous, un caractère nettement hostile. L'affaire marocaine était la manifestation la plus récente et la plus caractérisée de cette politique ; elle a été pour nous l'occasion d'une riposte nécessaire.

Cette riposte nécessaire, l'Allemagne, en 1905 et 1906, a voulu qu'elle fût complète, décisive. Les inquiétudes commerciales qu'elle affichait, les convoitises territoriales qu'on lui a attribuées à de certains moments, sont peu de chose, à côté de la leçon qu'elle entend nous infliger. Et c'est au point de vue de la politique générale qu'il faut se placer, si l'on veut comprendre la diplomatie allemande pendant cette période troublée.

Supposez qu'il s'agisse seulement du Maroc, vous ne comprendrez ni l'année d'attente 1904-1905, ni la violence soudaine de la presse officieuse, ni l'intervention personnelle de l'empereur dans une affaire qu'il eût été si simple de régler par une conversation diplomatique amicale et correcte.

Voyez au contraire, dans le discours de Tanger une notification très réfléchie de l'hostilité de l'Allemagne à notre politique nouvelle ; voyez-y une sorte de déclaration de guerre diplomatique dirigée contre les ententes que la France a conclues pendant les années précédentes. Notez que cette politique s'est réservée au moment où la situation en Extrême-Orient était incertaine, qu'elle se précise quelques

mois après Lyao-yang, et vous tiendrez les mobiles réels auxquels a obéi la politique allemande, au début de la crise marocaine.

Je n'ai pas l'intention de faire le récit des treize semaines de la conférence. Aussi bien j'envisage ici la conférence comme la transition dernière, qui nous amène à étudier la situation actuelle de la politique allemande en Europe, et pour emprunter une expression au langage des ingénieurs, je la considère comme un essai de résistance auquel se sont trouvés soumises, pendant une période de trois mois, toutes les combinaisons diplomatiques dont l'Europe était le théâtre.

Du moment que les puissances étaient consultées, il allait de soi que celle-là finirait par avoir gain de cause qui réunirait de son côté le plus de sympathies, qui aurait, en d'autres termes, la majorité. Cette majorité, nous l'avons eue deux fois, une fois le 3 mars sur une question de procédure, mais où le vote permettait néanmoins de se rendre un compte exact de la situation; une autre fois encore, sous une forme plus officieuse, lorsque, après la crise ministérielle qui avait, à tort, fait croire à l'Allemagne que les nouveaux ministres seraient plus faibles que les anciens, celle-ci voulut reprendre l'avantage en forçant ses exigences.

A ce moment l'Allemagne dut se rendre à l'évidence, quand l'Autriche elle-même prit l'initiative utile, infiniment appréciée et dont nous lui devons être reconnaissants, de transactions honorables pour tout le monde, qui ont fini par prévaloir.

L'entente se fit donc, et le 7 avril 1906, l'Acte général fut signé.

II

Nous sommes ainsi à pied-d'œuvre pour étudier dans son état actuel la politique extérieure allemande.

Ce détour historique a été long et je m'en excuse. Mais si, comme je voudrais y avoir réussi, j'ai bien marqué les deux phases de l'histoire de cette politique — première phase, assurer à l'Allemagne la suprématie en Europe et dans le monde, en ajoutant aux avantages de la Triple alliance des relations continues et intimes avec la Double alliance ; seconde phase, défendre cette suprématie, en brisant ou en relâchant le système nouveau de rapprochement, conçu et réalisé par M. Delcassé, — si j'ai bien marqué ces deux phases, l'une d'action et l'autre de réaction, nous n'aurons que peu de peine à indiquer quelle est, après la crise marocaine, la situation exacte de l'Allemagne. Il nous restera ensuite à voir ce que nous, Français, nous pouvons tirer de cette situation.

Il n'entre pas dans mon esprit de vouloir forcer la note et, moins encore, de nous parer des succès diplomatiques très réels que nous avons obtenus à Algésiras. Mais il faut dire les choses comme elles sont. Il est certain que, si nous nous reportons aux desseins de Guillaume II, qui étaient originairement d'avoir une sorte de haute main sur l'Europe, de

faire marcher l'Europe à sa suite, on constate que ce plan n'a pas été couronné de succès.

D'une part, les alliés et amis de la France ne l'ont pas abandonnée ; d'autre part, les neutres et même les alliés de l'Allemagne lui ont marqué qu'ils entendaient ne pas permettre que prévalût la politique autoritaire qui depuis quelques mois était la sienne.

Je commence par la Russie. Sans doute, je n'entends pas dire que, au cours de la crise marocaine, l'Allemagne s'en soit prise spécialement à l'alliance franco-russe. Du moins, il est certain qu'elle espérait que, par suite des relations personnelles existant entre Pétersbourg et Berlin, par suite aussi du désir que le gouvernement russe, aux prises déjà avec de graves difficultés intérieures, pouvait avoir d'être en bons termes avec le plus conservateur des gouvernements voisins, elle empêcherait la Russie de marquer publiquement qu'elle était avec nous.

Or, à Algésiras, la Russie a été pour nous une alliée parfaite. Sa fidélité s'est affirmée quand le comte Lamsdorff a dit au comte Cassini de marcher jusqu'au bout avec la France. Pour s'assurer que cette fidélité provoqua à Berlin une surprise désagréable, il suffit de remarquer la colère qu'elle déchaîna en Allemagne, colère de la presse officieuse, colère du gouvernement qui se manifesta par le refus de participer à l'emprunt russe d'avril, colère qui fut pour quelque chose, en même temps

que son état de santé, dans la retraite du comte Lamsdorff, au mois de mai suivant.

L'alliance franco-russe a donc parfaitement satisfait aux essais de résistance qui lui étaient imposés. Et nous devons d'autant plus nous en féliciter qu'un certain nombre de nos compatriotes ont compris, à voir le synchronisme des défaites russes et de l'hostilité allemande, ce que représentait pour nous de sécurité et d'indépendance l'alliance franco-russe.

Du côté anglais, la politique allemande n'a pas obtenu un meilleur résultat. Elle n'a pas réussi à détacher la France de l'Angleterre. En 1905, le prince Henckel de Donnersmarck vint à Paris, où il tint des propos comminatoires : « Vous ne pouvez pas, disait-il, rester en relations correctes avec Londres et Berlin à la fois. Il faut choisir, ou vous serez des otages. » — Or, ni l'Angleterre n'a abandonné la France ni la France n'a abandonné l'Angleterre. La solidarité franco-anglaise, d'abord localisée, s'est généralisée. Rien n'unit mieux deux politiques que la communauté de péril. A Algésiras, la France et l'Angleterre ont trouvé l'occasion de cette union devant le danger. Le sentiment populaire, d'abord assez froid pour l'entente cordiale, s'est éveillé peu à peu, et la consécration qu'elle en a reçue s'est trouvée d'autant plus éclatante qu'elle avait été plus réfléchie.

Mais ce n'est pas tout. Cette amitié franco-anglaise n'a pas été seulement conservatrice. Elle a été attractive. Quand on étudie les choses de près, on s'aperçoit que c'est la solidarité franco-anglaise qui a été,

d'une façon continue, le gage de la fidélité italienne et espagnole.

L'Italie, en voyant qu'au bloc de la Triple alliance, on pouvait opposer le bloc, tout aussi solide, de la Double alliance, a mieux compris l'intérêt de ce rapprochement avec la France, que M. de Bülow qualifiait dédaigneusement de « tour de valse ».

L'Espagne, de son côté, a trouvé dans cette solidarité la force de résister à la pression violente de l'Allemagne. Elle a compris que le traité de 1904 n'était pas seulement une liquidation pour le passé, mais un principe politique d'avenir, que les deux puissances unies par ce traité étaient et resteraient unies, qu'on pouvait compter sur elles et qu'il fallait compter avec elles.

L'Allemagne avait dit très haut, à Rome et à Madrid, que la combinaison anglo-française était trop fragile pour résister. En somme, c'est à l'avantage de l'entente cordiale et au désavantage de l'Allemagne que se termina la crise.

Enfin, — et ceci est capital, — à Algésiras, pour la première fois, on a vu se dessiner les linéaments d'une conversation politique entre l'Angleterre et la Russie. Assurément, la réconciliation anglo-russe est loin encore de s'inscrire dans un traité. Mais si jamais elle se réalise, il est hors de doute qu'elle aura pris naissance dans les conversations du comte Cassini avec sir Arthur Nicholson, et sir Donald Mackenzie Wallace, interprètes fidèles de la pensée d'Edouard VII.

Sur un autre point encore, l'Allemagne trouva une

résistance à son action. Ce fut du côté des Etats-Unis. Les Etats-Unis ont été, pour nous, très discrètement, mais très activement sympathiques. Non point, certes, par suite d'une inclination désintéressée, mais parce qu'ils trouvaient que la politique allemande pouvait être inquiétante, le jour où prendrait corps l'idée, chère à Guillaume II, des Etats-Unis d'Europe. Ce jour-là, il y aurait péril pour les Etats-Unis d'Amérique.

Or ce péril, ce n'est ni de Londres ni de Paris qu'il viendra. Le gouvernement américain était irrité, d'autre part, par l'allure autoritaire de la politique allemande. Aussi l'Allemagne a-t-elle dû constater que, de ce côté, encore, sans avoir contre elle de mauvais desseins, on n'entendait pas être mené par elle.

Même constatation auprès des puissances de second ordre : toutes, — sauf le Portugal qui, dès le commencement, s'est prononcé nettement pour la France, — ont affirmé la volonté qu'elles avaient d'être et de rester neutres.

Si donc, pour l'Allemagne, l'isolement consiste à n'être pas suivie, elle était, à l'issue de la conférence, isolée de tous ceux qui n'étaient pas liés à elle. Sur ces derniers, du moins, son autorité s'exerçait-elle sans partage ?

Vis-à-vis de l'Italie d'abord, ses prétentions avaient tout de suite trouvé une limite, le jour où le gouvernement italien avait envoyé à Algésiras, au lieu de M. Silvestrelli, le marquis Visconti-Venosta. Par ce

seul fait, il avait nettement marqué qu'il entendait n'être pas le « second » que, paraît-il, l'Allemagne cherchait parmi ses alliés, mais un médiateur, un arbitre, qu'il entendait, en un mot, jouer un rôle indépendant.

M. Visconti-Venosta s'est tenu à ce rôle malgré les difficultés de la situation. Il estimait que, autant la Triple alliance était nécessaire à l'Italie, autant l'amitié de l'Angleterre et de la France lui était indispensable. Livrée pendant vingt ans à la Triple Alliance, sans contrepoids, l'Italie a fini par comprendre que c'était une sûreté un peu opprimante, écrasante même. Elle a cherché un contrepoids. C'est la tradition de la maison de Savoie qui, de tout temps, a joué cette politique de bascule entre la France et les puissances de l'Europe centrale.

L'Italie a réussi. Elle s'est assuré, dans la Méditerranée, les garanties que l'Allemagne lui avait refusées, garanties analogues à celles qu'elle reçoit de l'Allemagne pour ses frontières continentales. Elle a voulu que le second contrat fût aussi respecté que le premier. Elle n'a pas sacrifié la Triple Alliance à ses accords avec l'Angleterre et la France. La Triple Alliance subsiste assurément et subsistera pour beaucoup de raisons, dont l'une est que l'Italie estime qu'elle est pour elle une sauvegarde contre l'Autriche. Mais dans la Triplice même, l'Italie est devenue indépendante. Elle a su faire accepter le principe des engagements limités et de la liberté relative des contractants.

Reste l'Autriche. L'Allemagne comptait absolu-

ment sur elle. Le télégramme de félicitations de l'empereur au comte Goluchowski semble indiquer que cet espoir n'a pas été déçu. Nous n'avons pas à discuter la satisfaction de Guillaume II, mais nous sommes obligés de noter que, dès que l'Autriche put se faire une opinion personnelle, elle ne se résigna pas à être simplement l'agent de l'Allemagne.

Elle prit l'initiative de formuler elle-même des transactions, qu'elle eut quelquefois de la peine à faire accepter mais qui finirent par triompher.

Par conséquent, là encore, l'Allemagne était obligée de reconnaître qu'elle n'était plus, au sein de la Triple Alliance, une souveraine absolue et que cette alliance, naguère despotique à son profit, devenait, si j'ose ainsi m'exprimer, parlementaire. Je veux dire que chacun des contractants y revendique et y exerce désormais le droit de penser, de parler et d'agir.

Je crois donc qu'on peut conclure qu'à l'issue de la crise marocaine, l'Allemagne a vu se resserrer le champ de son action.

Cela est si vrai, que l'opposition au Reichstag et le gouvernement lui-même l'ont également reconnu. Ecoutez ce que disait, le 14 novembre 1906, M. Bassermann, député national-libéral :

Nous sommes entrés dans une ère de voyages, de discours, de télégrammes et d'avances aimables prodiguées de tous côtés. Aujourd'hui, la Triplice n'a plus d'utilité pratique. La presse et la population italiennes penchent de plus en plus vers la France. L'Autriche a été trop louée pour ce rôle de « brillant second » qu'elle-même

déclina. L'alliance franco-russe reste intacte et les dispositions de la France sont plutôt moins bonnes qu'autrefois pour nous. L'explication de Cronberg entre les deux souverains anglais et allemand n'empêche pas l'Angleterre de suivre son ancienne politique qui tend à nous isoler. Nous vivons à une époque d'alliances entre les autres nations ; l'entente anglo-russe est pour nous particulièrement grave, et Bismarck avait déjà le cauchemar des coalitions. Notre politique manque de tranquillité et de suite, et on voit des mains brutales déranger les plans bien préparés. L'étranger suit ces choses avec attention et méfiance. Nous ne voyons pas de danger aigu de guerre, mais bien le danger d'un dénouement brusque après une tension.

Le même jour, le chancelier a prononcé un discours, qui constitue l'acceptation pure et simple de la situation nouvelle que l'Allemagne avait discutée les années précédentes :

Je fais remarquer ici expressément que nous ne pensons nullement à vouloir nous glisser entre la France et l'Angleterre.

Nous ne pensons pas à faire de la rupture de l'amitié entre les puissances occidentales l'objet de nos efforts, avoués ou secrets.

L'alliance franco-russe depuis son origine, n'a pas été un danger pour la paix ; au contraire, elle s'est montrée comme un poids qui coopérait à la marche régulière de l'horloge du monde. Nous espérons que l'on pourra dire la même chose de l'entente cordiale anglo-française. Les bonnes relations entre l'Allemagne et la Russie n'ont nullement rompu l'alliance franco-russe ; les bonnes relations entre l'Allemagne et l'Angleterre ne peuvent non plus être en contradiction avec l'entente cordiale, si celle-ci poursuit des buts pacifiques.

Lisez tout ce discours, vous ne trouverez pas un mot contre les combinaisons diplomatiques, contre lesquelles depuis deux ans s'était exercée l'hostilité de l'Allemagne. Relations correctes entre la France et l'Allemagne, acceptation non seulement de l'alliance franco-russe, mais aussi des ententes franco-italienne et franco-anglaise : c'est un programme excellent, et c'est, je le répète, l'acceptation de la situation nouvelle, créée en Europe par la politique de M. Delcassé et contre laquelle, en 1905, l'Allemagne avait estimé que l'affaire du Maroc devait être l'occasion d'une « riposte nécessaire ».

Et sans doute, je sais que M. de Bülow nous a appris à n'accorder qu'un crédit relatif à ses affirmations, car il professe que le langage d'un diplomate varie suivant les circonstances. Néanmoins, cette acceptation nous est précieuse, car si elle est spontanée et sincère, tout est pour le mieux ; si elle n'est que résignation, c'est encore quelque chose. Nous n'avons pas à scruter les intentions, nous n'avons qu'à considérer les résultats. Si l'Allemagne reconnaît que nous avons le droit de choisir nos alliés où et comme nous voulons, c'est un succès qu'il serait maladroit de prétendre forcer.

J'arrive ainsi à la dernière partie de cette étude.

Il a pu paraître, — bien que, à mon sens, les choses soient certainement telles que j'ai essayé de les indiquer, — que j'exagérais peut-être l'échec diplomatique que fut pour l'Allemagne la crise marocaine. Je n'en ai que plus de liberté pour ajouter que,

étant données les garanties de liberté et d'autonomie européenne que nous a values l'issue de cette crise, il serait absurde, maladroit et même coupable de vouloir nous parer de notre victoire et garder vis-à-vis de l'Allemagne, si elle est correcte à notre égard, une attitude, je ne dirai pas d'hostilité, mais de raideur et de silence.

Nous n'avons aucun intérêt à souhaiter que la situation européenne reste ou redevienne tendue. M. Hanotaux exprimait la vérité quand il écrivait, il y a quelques mois.

> La France peut et même doit, conformément à sa situation, à ses tendances manifestes, à son tempérament sociable et modérateur, devenir le principal intermédiaire de la réconciliation et de l'apaisement.

Du moment que l'Allemagne ne discute plus notre politique, qu'elle reconnaît que cette politique est et demeure purement pacifique, nous n'avons aucune raison de ne pouvoir vivre avec elle sur le pied qu'implique notre situation de peuples voisins.

Les combats diplomatiques sont comme les combats des armées. Lorsque vient l'heure de la paix, chacun des adversaires se trouve en face de devoirs nouveaux. Ces devoirs, la France doit les remplir avec loyauté, à condition qu'on les remplisse à Berlin avec la même loyauté.

Sans doute il y a pour les peuples des partis pris qu'ils doivent conserver, car ils sont leur honneur et leur force. Mais il y a aussi des nécessités courantes dont il faut tenir compte. La Prusse, après

Iéna, a donné un admirable exemple de cette indispensable prudence. Elle a préparé de longue main la revanche, mais jamais elle n'a oublié que, d'abord, il fallait vivre et que, pour vivre, il fallait négocier, causer avec les uns et avec les autres.

Cette nécessité est plus impérieuse encore en notre temps, où, le champ de la diplomatie s'étant élargi, on ne peut espérer exclure aucune puissance, soit par action, soit par omission, d'une négociation quelle qu'elle soit.

C'est une absurdité de se faire représenter, comme nous l'avons fait naguère, auprès de ceux dont on croit avoir à se plaindre ou à se défier par des ambassadeurs de second ordre.

Il ne suffit pas non plus d'être convaincu qu'on a raison, il faut s'expliquer et communiquer ses convictions au Parlement et à l'opinion d'où émane toute autorité.

Le silence et la maussaderie sont la pire des méthodes politiques. Il est grand temps de leur substituer la publicité, la bonne grâce et la bonne humeur.

En se plaçant à ce point de vue, nous n'avons pas à désirer que les surfaces de friction, comme disait M. de Bülow, soient nombreuses en Europe. Nous n'avons jamais pris ombrage des bonnes relations de la Russie et de l'Allemagne, relations qui n'ont pas empêché la Russie d'être ce qu'elle devait être pour nous. Il en est de même de la détente qui paraît se dessiner entre l'Angleterre et l'Allemagne. Car, si l'amitié anglaise est pour nous une garantie de

paix très précieuse, au cas où la guerre éclaterait, cette amitié, qui serait désastreuse pour l'Allemagne isolée sur mer, n'écarterait de notre pays pas un seul soldat, pas un seul canon allemand.

Même avec l'Allemagne, il n'y a aucune raison pour refuser de régler amicalement telle question qui pourrait se présenter. Sans doute, il existe entre elle et nous un ordre de questions réservées. Ce sont celles dont Gambetta disait qu'il y fallait penser toujours et n'en parler jamais. Dans son discours du 14 novembre 1906, M. de Bülow a bien voulu reconnaître la légitimité de cette fidélité du souvenir. Notre patriotisme n'avait pas besoin de cette permission.

Sedan est un fait qu'il n'est au pouvoir de personne d'effacer. La carte de l'Europe sera-t-elle remaniée dans l'avenir, soit par la paix, soit par la guerre ? Nous n'en savons rien. Les peuples ont un premier devoir, c'est de vivre, c'est-à-dire de s'accommoder aux contingences, et un second devoir qui est d'avoir un idéal. Il serait aussi coupable de découronner cet idéal par des renonciations, d'ailleurs sans valeur, que de compromettre le présent par des espérances à court terme.

Mais sur d'autres points, sur la plupart des points du monde, comme disait M. de Bülow, il y a des intérêts que les deux pays pourraient avoir avantage à régler d'un commun accord. L'Allemagne a déployé un magnifique effort industriel et commercial. Mais comme toutes les croissances rapides, sa croissance économique n'a pas été sans connaître des crises,

qui, dans la pensée d'excellents juges, se renouvelleront.

L'Allemagne a besoin de capitaux, et quand on a besoin de capitaux, c'est en France qu'on vient les chercher. Elle s'adressera donc à nous nécessairement, fatalement. Il en sera ainsi tôt ou tard pour l'affaire du chemin de fer de Bagdad. L'Allemagne a le firman. Elle a commencé les lignes. Mais toutes les sections où se trouve les travaux d'art sont à faire, et elle n'a pas d'argent pour les faire. Comme l'écrivait M. Victor Bérard :

> En chiffrant à 300 millions les dépenses nécessaires entre Boulgourlou et l'Euphrate, les prévisions resteraient de beaucoup inférieures à la réalité. En chiffrant à 80 millions la seule traversée du Taurus, on aurait encore des mécomptes.

Or, de cet argent les Allemands, quoi qu'ils en disent, n'ont pas le premier sou.

A cet égard et sous la condition expresse que nous soyons, au préalable, d'accord avec l'Angleterre et la Russie, que l'arrangement à conclure soit équitable, qu'il n'impose ni à nous ni à nos alliés un préjudice ni matériel, ni moral, ni local, ni général, nous n'avons aucune raison de nous refuser à cet arrangement pourvu, bien entendu, que nos concessions soient compensées par ailleurs.

Où faut-il chercher cette compensation ? Je crois qu'il n'y a pas d'hésitation à avoir sur ce point et que c'est au Maroc.

Vous savez que les dispositions prises à Algésiras

sont valables pour cinq ans. L'Acte général ne contient aucune clause de tacite reconduction. Dans moins de quatre ans, par conséquent, il faudra recommencer la conférence. Je ne crois pas que ce soit une partie de plaisir à laquelle l'Europe soit très disposée.

Or, pas plus dans quatre ans qu'aujourd'hui, nous n'aurons intérêt ni à conquérir, ni à annexer, ni à monopoliser le Maroc. Mais, dans quatre ans comme aujourd'hui, nous aurons un intérêt de commodité à revenir à la forme première de notre politique et à supprimer, entre le Maghzen et nous, l'intermédiaire de la conférence et du corps diplomatique.

Nous aurions donc avantage à ce que la seule puissance qui ait discuté notre politique en 1904 la reconnaisse aujourd'hui légitime, à ce que le protocole franco-anglais d'il y a trois ans reçoive la signature de l'Allemagne.

Cet accord est-il probable ? Je n'en sais rien. Je dis seulement qu'il est théoriquement possible et qu'il est désirable.

Je précise ma pensée en ajoutant qu'une entente sur Bagdad serait mauvaise, si on s'occupe de Bagdad seul, car les Allemands ayant le firman dans leur poche, la situation ne sera jamais égale. Au contraire, si l'entente est à deux termes ; si elle vise le Maroc et Bagdad, je la crois, je le répète, possible et désirable.

Mais, pour qu'elle se réalise, il faut encore une dernière condition. Personne (et les Allemands

moins que personne) ne traite à égalité avec une puissance qu'on juge affaiblie ou anémiée. Pour que les négociations franco-allemandes, si elles doivent s'engager, s'engagent dans des conditions d'équité et d'égalité, il faut que nous ne cessions pas d'avoir la certitude, et de produire l'impression, que nous sommes une puissance militaire de premier ordre.

Pour faire utilement de la politique pacifique, soit coloniale, soit continentale, il faut être fort, et réputé fort : faute de quoi, on ne nous offrira que des marchés de dupes ou des pactes léonins. Si, au milieu des querelles byzantines qui occupent le Parlement, ces vérités étaient quelquefois exprimées, ce serait un bénéfice durable pour notre pays.

M. Clemenceau, dans sa déclaration ministérielle, disait qu'avant de philosopher, il faut être. Je crois que nous pouvons nous approprier ce mot, en le modifiant et dire qu'avant de négocier, surtout avec l'Allemagne, il faut être. (*Applaudissements prolongés*).

MESSIEURS[1],

Je tiens à remercier en votre nom M. André Tardieu, qui nous a tenu sous le charme dans cette conférence si substantielle.

Il a passé en revue les événements des dernières années et ses analyses ont été aussi fines que sûres. Il nous a montré comment l'alliance franco-russe avait été, il y a quinze ans, dans les nécessités de la politique française. Il nous a montré, en même temps, les évolutions qu'elle a subies, comme toutes les choses qui ne sont pas des choses mortes, mais des choses vivantes.

Le rapprochement entre la France et la Russie n'était pas une alliance offensive et ne menaçait pas la paix de l'Europe. Il était une condition de l'équilibre européen, un moyen pour nous de respirer plus librement, de traiter nos affaires avec plus de dignité.

Nous avions, en même temps, la préoccupation de ne pas inquiéter l'Angleterre, et d'agir comme si une fois les difficultés qui nous séparaient disparues, nous devions revenir à une ancienne amitié. On ne sait jamais ce qui arrivera, a dit M. Tardieu. C'est bien le mot de la sagesse diplomatique *(Sou-*

1. Discours prononcé par M. Ribot, le 22 février 1907.

rires). Il ne faut pas s'enfermer dans le présent et fermer la porte à l'avenir.

En 1891, c'était presque une témérité de regarder, non pas seulement du côté de la Russie, mais aussi de l'Angleterre, qui restait cependant un facteur puissant de l'équilibre Européen. Mais nous avions le sentiment profond que ce ne serait pas la manière la meilleure d'assurer notre avenir que de nous faire une ennemie de l'Angleterre.

Or, à ce moment, on a été jusqu'à accuser quelques ministres d'être eux-mêmes des anglais, parce qu'ils permettaient à la flotte française de rendre des politesses à la reine qui s'était montrée d'une courtoisie parfaite vis-à-vis de nous, parce que, peut-être, ils prévoyaient ce qui s'est passé depuis avec plus d'éclat. Évidemment, la visite du roi Édouard VII à Paris et les ovations qui lui ont été faites, ne pouvaient être pressenties à cette époque. Mais nous avons voulu ne pas nous brouiller à fond avec l'Angleterre et nous considérions ce qui nous séparait d'elle comme des difficultés contingentes, transitoires, passagères.

Bismarck avait une politique qui consistait, d'une part, à empêcher autant qu'il le pouvait, notre rapprochement avec la Russie, à conserver avec cette puissance les liens qui avaient toujours uni les Romanoff et les Hohenzollern ; et, d'autre part à nous fournir toujours des griefs, en même temps que des motifs d'ambition, capables de nous séparer de l'Angleterre et de l'Italie.

Il y avait réussi. L'affaire de Tunis et la question

d'Égypte ont été pendant vingt ans une pierre d'achoppement à toute conversation amicale entre les cabinets de Londres et de Paris.

Tout change aujourd'hui, et notre alliance, en restant intacte, évolue dans un milieu un peu différent de celui de 1891. L'Allemagne a eu tout de suite la préoccupation, non pas d'ébranler l'alliance franco-russe, mais d'entrer en tiers le plus souvent possible dans les conversations.

En 1895, c'est elle qui s'est jetée en avant et à poussé la Russie à prendre ses positions pour détruire le traité de Simonosaki. Il n'a pas dépendu de nous que l'Angleterre fût associée aux pourparlers. Nous l'avons pressée, suppliée et peut-être eût-on évité la guerre russo-japonaise si à ce moment l'Europe tout entière avait agi de concert.

Mais enfin, si l'alliance franco-russe n'est plus tout à fait ce qu'elle était à l'origine, l'Allemagne n'a pas réussi à séparer définitivement l'Angleterre de la France. Le rapprochement franco-anglais s'est opéré. De sorte que la situation de l'Allemagne, aujourd'hui, améliorée d'un côté, se trouve de l'autre, n'être pas fortifiée et que, si elle voulait avoir une politique d'aventure, peut-être n'aurait-elle pas les mains plus libres qu'elle ne les avait en 1891.

Elle reste néanmoins une puissance forte, singulièrement forte, qu'il ne faudrait ni provoquer, ni traiter avec trop de désinvolture. Elle a pour elle non seulement sa situation diplomatique, mais aussi sa situation intérieure. Il y a chez elle un grand

développement de population, de richesse industrielle et surtout, cette force qui résulte du maintien de la discipline militaire, sociale, nationale, dans un temps où tant d'influences démocratiques travaillent, dans toute l'Europe, et chez nous plus rapidement peut-être qu'ailleurs, à dissoudre, ou tout au moins, à affaiblir ce que nous avons considéré, de tout temps, comme le soutien nécessaire de la puissance des nations. (*Applaudissements*).

L'Allemagne est très forte par son développement intérieur ce qui ne veut pas dire qu'elle n'a pas aussi ses difficultés et que ces difficultés ne grandiront pas.

En ce moment, la défaite, ou plutôt le temps d'arrêt, marqué dans le développement du Socialisme par les dernières élections, peut donner une confiance plus ou moins grande. Mais je crois que le Socialisme est malgré tout — et c'est l'avis des hommes d'État allemands — aussi dangereux, plus peut-être, dans l'Allemagne, telle que nous la connaissons, qu'il ne l'est chez nous.

Seulement, ne nous figurons pas que nous sommes dans une Europe pacifiée, democratisée, ne voulant plus faire la guerre, n'étant plus capable de la faire. Ce serait la plus dangereuse, la plus criminelle des illusions.

Comme vous l'a marqué avec éloquence notre conférencier, notre politique doit être une politique de franchise, de loyauté et sinon de bonne humeur — car il ne dépend pas de nous d'être tous les jours de bonne humeur — du moins une politique exempte

de cette raideur qui n'est pas l'accompagnement nécessaire de la dignité.

Nous pouvons causer avec tout le monde, avec l'Allemagne comme avec les autres nations. Seulement, il faut être deux pour causer. Je me défierais un peu des conversations qui s'engageraient à la tribune. Nous voyons, dans d'autres affaires, comment ces négociations indirectes, comme on les appelle, avancent les choses et suppriment toutes les difficultés ! Non causons, causons diplomatiquement, comme il convient à deux grandes puissances. Disons-nous sur toutes les affaires en cours, ce que nous avons à nous dire. Nous l'avons fait dans le passé, nous pouvons le faire dans le présent et dans l'avenir. Nous avons des ambassadeurs très capables de porter notre pensée, qui est une pensée de loyauté, de franchise, de dignité. Nous n'abandonnons rien de nos regrets, de nos sentiments intimes. Nous avons une politique pacifique qui peut s'expliquer au grand jour et qui ne craint rien, car elle s'appuie chez nous, sur le sentiment national et, sur la grande force du patriotisme, qui, je l'espère ne s'affaiblira jamais (*Applaudissements.*)

Je souhaite, Messieurs, qu'il y ait parmi vous beaucoup de futurs députés. Je les invite à étudier maintenant les questions diplomatiques. Quand ils seront à la Chambre, ils n'apprendront plus grand' chose. Depuis trente ans je suis au Parlement. Le peu que je puis savoir de politique étrangère ce n'est pas à la Chambre que je l'ai appris.

Il ne faut pas trop en vouloir aux députés. Peut-

être ne peut-on pas traiter ces questions dans un Parlement comme le nôtre, avec toutes les nuances qu'il faudrait, que vous apprenez ici, mais que tous les députés ne sont pas venus y apprendre.

Laissez-nous à nos querelles byzantines, c'est le mot que vous avez employé (*Sourires*). Il est un peu dur. Si byzantins que nous soyons, cela ne nous empêche pas d'apprécier une conférence comme celle que nous venons d'entendre et d'y applaudir de toutes nos forces (*Applaudissements prolongés.*)

III

LA QUESTION D'AUTRICHE-HONGRIE

CONFÉRENCE DE M. GABRIEL LOUIS JARAY

AUDITEUR AU CONSEIL D'ÉTAT,
CHARGÉ DE MISSIONS EN AUTRICHE-HONGRIE
PAR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS, LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE
DE PARIS ET LE MUSÉE SOCIAL

DISCOURS DE M. FRANCIS CHARMES

DIRECTEUR DE LA « REVUE DES DEUX MONDES »,
MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, SÉNATEUR

MESSIEURS[1],

Qu'est-ce que la question d'Autriche-Hongrie ? C'est la question de la vitalité ou de la transformation de la monarchie habsbourgeoise. L'observation des faits politiques et sociaux conduit-elle à penser que l'état dualiste est destiné à se perpétuer sous sa forme actuelle ? ou qu'au contraire il est destiné, — dans un avenir prochain, — soit à se transformer, soit à se dissoudre ? C'est tout le sujet de cette étude.

Il y a sept ou huit ans environ, à la suite du grand bruit mené en Autriche par la querelle des Tchèques et des Allemands, par les ordonnances Badeni sur les langues et par la chute des ministères successifs comme châteaux de cartes, est née, en divers pays et particulièrement en France, la légende de la dissolution spontanée de l'Autriche.

Cette légende, crée par des publicistes, est arrivée à s'exprimer et à se graver dans les cerveaux sous la forme simpliste suivante : l'Autriche est une mosaïque de peuples, l'empereur en est la clef de voûte, tout l'édifice ne subsiste que grâce à lui ; à la mort de François-Joseph, il croûlera de lui-même

1. Conférence faite le 15 mars par M. Gabriel Louis Jaray.

et les morceaux tomberont de toutes parts ; ce sera la fin de l'Autriche.

Voyez cet empereur tel que nous le montre M. Charles Benoist dans un article plein de verve écrit en 1897, « las à la fin d'être l'unique point « d'attraction de tant de forces centrifuges, las de « retenir et de soutenir cette brassée d'États qui « s'échappent ! Il souffre de sentir qu'entre ses « peuples il n'y a que le lien magnétique du respec- « tueux amour que tous indistinctement lui ont « voué[1] ». Écoutez ce qu'écrit en 1899, M. Alfred Rambaud : « L'éventualité du partage de l'Autriche « ne tient qu'à un fil, c'est-à-dire à la vie d'un « monarque âgé de soixante-dix ans. » Dans un article de 1900, M. Camille Pelletan lui fait écho : Cela « pourrait bien se compliquer à bref délai d'une « question autrichienne... une crise et une liquida- « tion pourraient ajouter à l'Empire de Berlin toutes « les provinces allemandes de l'Empire austro-hon- « grois... Ce sont là de terribles problèmes : ils ris-

1. *Revue des deux Mondes*, 15 octobre 1897, p. 790 : *La monarchie austro-hongroise et l'équilibre européen.* Et ailleurs : « Il n'y a d'Autriche qu'en la personne de l'empereur » (p. 781) ; « comme c'est un lien personnel plus encore qu'un lien dynas- « tique qui rattache à François-Joseph tous ces royaumes et « pays que rien ne rattache l'un à l'autre, il se peut qu'un « changement d'empereur n'aille pas sans changement de l'Em- pire » (p. 790). Nous ne donnons ces citations de M. Ch. Benoist que comme exprimant avec force et originalité cette théorie de la dissolution spontanée. Mais, dans la série de ses articles, sa pensée dernière s'exprime avec bien plus de réserve: non seulement il estime l'Autriche nécessaire à l'Europe, mais encore il ne précise ni l'époque, ni la forme d'une transformation de la monarchie.

« quent de se poser à bref délai[1] ». Les étrangers font chorus et le Russe qui écrit en 1901 dans la *Revue politique et parlementaire*[2] est plein de pitié en songeant au « monarque vénérable et vénéré de « tous auquel le sort a réservé le rôle de Romulus « Augustule ».

Cependant d'autres publicistes, qui ne croyaient point à cette dissolution spontanée[3], poussaient un cri d'alarme d'autre sorte : ils entendaient l'écho des hurlements poussés au Reichsrath autrichien par les Schönerer et par les Wolf; ils apercevaient le mouvement prétendu religieux du « Los von Rom », qui correspondait au mouvement politique du « Los von Osterreich » ; ils en décelaient les origines à Leipzig, à Munich, à Berlin, d'où brochures et argent se répandaient en Autriche; ils constataient en Allemagne un sentiment national impérialiste et terriblement ambitieux, et ils concluaient, — j'emprunte ces lignes à un ouvrage de M. Chéradame[4] : « Il

1. *Matin*, octobre 1899; *Éclair*, 16 sep. 1900 ; ces deux citations sont faites d'après A. Chéradame : *l'Europe et la question d'Autriche*, Plon, 1901, p. 395.

2. Février 1901, *Le rapprochement des races latine et slave et l'Autriche-Hongrie*, p. 258 : « L'Autriche a cela de commun « avec l'Empire ottoman que l'intérêt dominant qu'elle évoque « se concentre essentiellement sur les États futurs qui devront « sortir de ses éléments. »

3. M. Chéradame, dans son livre cité, expose en effet les différentes raisons que l'Autriche a de durer : « C'est cet « ensemble qui permet de conclure, dit-il ; l'Autriche a en « elle-même des sources de réelle vitalité ; l'évolution naturelle « des choses ne tend pas à sa dissolution ; son démembre- « ment ne saurait résulter que d'un coup de force extérieure » (p. 169 ; cf. la même pensée p. 11 de la préface et p. 425).

4. *Loco citato*, p. 260.

« serait dangereux désormais de ne pas se rendre à
« une évidence qui devient chaque jour plus cer-
« taine. Guillaume II favorise la politique panger-
« maniste, qui n'est elle-même qu'une fraction de
« la *Weltpolitik*, de la politique mondiale. Il a foi
« en son étoile. Il se croit la mission de restaurer
« l'Empire germanique des anciens jours. L'idée de
« joindre Hambourg à Trieste le hante. Il connaît
« l'imprévoyance de ses adversaires et il compte
« sur sa volonté indomptable pour réussir l'entre-
« prise audacieuse qui fera de lui l'empereur des
« Germains, le Charlemagne des temps modernes ».

Quelques années passent ; les querelles nationales en Autriche perdent un peu de leur acuité sous l'ère des ministères dit « supra-nationaux » ; aucun fait nouveau ne paraît confirmer la prochaine éventualité des fâcheux pronostics ; aussi voit-on apparaître des livres aussi optimistes que les anciens étaient pessimistes : dans un ouvrage historique fort remarquable, écrit en 1904, sur « le compromis austro-hongrois de 1867 [1] », qui servit de thèse de doctorat à un professeur de l'Université de Dijon, l'auteur examine les prétendus dangers qui menacent l'existence de l'Autriche-Hongrie : le séparatisme-hongrois ? « 1849, dit-il, a guéri les Magyars de leurs illu-
« sions... la séparation, même si les Magyars la
« voulaient, sera d'ailleurs impossible tant que la
« dynastie conservera une ombre de pouvoir » ;
le pangermanisme ? « le pangermanisme intérieur

1. De M. Louis Eisenmann, p. 670-672.

« n'existe pas... les Allemands d'Autriche, en réa-
« lité, louchent vers Berlin, comme les Slaves vers
« Pétersbourg, pour taquiner le gouvernement
« autrichien ou pour l'avertir de ne pas aller trop
« loin. Mais le vrai pangermanisme n'existe pas
« chez eux. Existe-t-il davantage comme pangerma-
« nisme extérieur? M. Fort, délégué tchèque, a
« déclaré à la dernière délégation autrichienne
« (27 mai 1904) que le péril pangermanique est un
« fantôme. » L'auteur conclurait volontiers par le
mot de comédie : Beaucoup de bruit pour rien.

Il m'a semblé que pour se reconnaître au milieu de ses opinions contradictoires une seule méthode était valable, la méthode d'observation ; mais aussitôt que j'ai commencé à l'employer, j'ai senti toute la difficulté de la tâche : qui, même en Autriche-Hongrie, — à certains égards, on pourrait dire, *surtout* en Autriche-Hongrie — pourrait se flatter de connaître avec exactitude les sentiments réels, et non point seulement apparents, des différentes classes sociales de chaque nationalité? une telle constatation commande la réserve. Celle-ci est d'autant plus nécessaire que je parle à la fin d'une période de l'histoire autrichienne : les quarante premières années du dualisme ont été en Autriche l'époque de la monarchie représentative et censitaire ; en mai 1907, le suffrage universel, égal, secret et direct, sans condition de cens, sans autre condition qu'une année de résidence, remplacera le régime du suffrage par curie, dans lequel, sur

425 députés, 72 seulement étaient élus au suffrage universel et 16 au suffrage universel direct. C'est une nouvelle Autriche qui apparaît.

De toute manière le moment serait donc bien mal choisi pour jouer le rôle d'augure. Aussi je veux seulement présenter un tableau raccourci des tendances et des forces qui se heurtent et travaillent *actuellement* à la consolidation ou à la transformation de l'Autriche-Hongrie.

Pour arriver à cet égard à des conclusions, — du reste toutes *provisoires et transitoires*, — il me paraît nécessaire et suffisant de répondre aux trois questions suivantes qui seront les trois parties de cette étude :

1° L'État autrichien (l'Autriche proprement dite) est-elle menacée de dissolution spontanée? en d'autres termes, parmi les forces intérieures qui tendent soit à unir, soit à dissocier les divers peuples de l'Autriche, quelles sont celles qui tendent à prévaloir? c'est la question des nations irrédentistes en Autriche;

2° L'Autriche-Hongrie est-elle menacée de dissociation ? en d'autres termes l'État autrichien et l'État hongrois sont-ils ou non disposés à continuer leur union et sous quelle forme? c'est la question du séparatisme hongrois ;

3° L'Autriche-Hongrie est-elle menacée de partage? en d'autres termes, existe-t-il chez ses voisins un esprit de convoitise à l'égard de certaines parties de son territoire et, si un tel état d'esprit existe, est-il capable de faire de ses désirs des réalités ?

c'est la question de la politique de conquête des États voisins[1].

1. La carte jointe à cette étude à la fin du volume indique l'*extension géographique des principales nationalités* d'Autriche-Hongrie : Elle a été dessinée d'après la carte de Kiepert, *Uebersichtskarte der Verbreitung der Deustchen in Europa* (1887), la carte de D. Aïtoff, *Carte d'extension du peuple ukrainien* (dans le livre de R. Sembratovytch, *le Tzarisme et l'Ukraïne*, Cornély, 1907), et celle de J. Perths. Elle donne les lignes générales de la répartition géographique mais nous faisons toute réserve sur l'absolue exactitude de ces documents, particulièrement sur la limite des Allemands et des Polonais, des Russes et des Ruthènes. — Les autres croquis sont empruntés au livre excellent de M. Auerbach sur les nationalités en Autriche-Hongrie (F. Alcan, 1897), fait d'après les statistiques de 1890.

A titre d'indication sur la *force numérique des nationalités*, nous donnons d'après les statistiques officielles les tableaux suivants, sur les chiffres desquels nous faisons toute réserve (*österreichisches statistisches Handbuch*, 1903, p. 4 ; *Annuaire statistique hongrois*, 1905, p. 18).

AUTRICHE

POPULATION INDIGÈNE D'APRÈS LA LANGUE DE RELATION (*Umgangssprache*).

(Recensement du 31 décembre 1900)

Allemands	9.170.000	35	p. 100
Tchèques	5.955.000	23	—
Polonais	4.252.000	16	—
Ruthènes	3.381.000	13	—
Slovènes	1.192.000	4,6	—
Serbo-Croates	711.000	2,7	—
Italiens et Ladins	727.000	2,8	—
Roumains	250 000	0,9	—
Population totale	25.632.000	100	—

HONGRIE

POPULATION CIVILE DE LA HONGRIE PROPREMENT DITE, D'APRÈS LA LANGUE MATERNELLE

(Recensement de 1900)

Magyars	8.588.000	51,4	p. 100
Allemands	1.980.000	11,8	—
Slovaques	1.991.000	11,9	—
Roumains	2.784.000	16,7	—
Ruthènes	423.000	2,5	—

I. — LA QUESTION DES NATIONS IRRÉDENTISTES EN AUTRICHE

Qu'il existe dans l'État autrichien des tendances séparatistes, ce n'est pas douteux. Mais le problème est de savoir si, à l'heure actuelle, les forces intérieures de désagrégation tendent à prévaloir sur les forces contraires. Quelles sont donc ces forces et quelle paraît être leur importance?

Quand on parle de séparatisme en Autriche, on évoque aussitôt la trinité devenue classique du pangermanisme, du panslavisme et de l'irrédentisme proprement dit. Pour ne pas s'illusionner sur l'extension et la portée de ces mouvements, il est indispensable de se rappeler la condition nationale de l'Autriche : l'État autrichien est caractérisé par ce fait qu'il est traditionnellement un amalgame de nations, unies avant tout par des nécessités politiques ; dès lors, il est inévitable que l'idée patriotique, telle qu'elle se retrouve dans les États unitaires, n'existe pas au même degré en Autriche.

Croates	188.000	1,1	—
Serbes	434.000	2,6	—
Population totale	16.721.000	100	—

CROATIE-SLAVONIE

POPULATION CIVILE, D'APRÈS LA LANGUE MATERNELLE

	(Recensement de 1900)		
Croates	1.482.000	61,6	p. 100
Serbes	607.000	25,4	—
Magyars	90.000	3,8	—
Allemands	134.000	5,6	—
Population totale	2.400.000	100	—

Aussi, quand vous observez les sentiments nationaux en ce pays, vous ne pouvez pas simplifier à l'excès et ranger les nations simplement en deux catégories : les fidèles et les révoltées, les loyales et les séparatistes. Il faut employer au moins trois termes pour qualifier avec exactitude ces sentiments nationaux, qui ont été jusqu'à présent les éléments les plus actifs de transformation : il existe en premier lieu des citoyens qui nourrissent à l'égard de l'État autrichien des sentiments irrédentistes ; ce sont des révolutionnaires au point de vue national, comme on peut l'être au point de vue social ou constitutionnel; ils aspirent à une dislocation de l'État autrichien, ou tout au moins ils désirent sortir de cet État pour entrer dans des formations politiques nouvelles.

Il y a, en second lieu des populations qui ont pour leur pays des sentiments d'attachement vraiment patriotique, comme nous le comprenons en France.

Enfin, entre les unes et les autres, il y a lieu de placer une autre catégorie. La qualifier m'embarrasse; faute de mieux, j'emploierai le terme de loyalisme; chez ces nations, on ne trouve pas cet élan sentimental, cette attache profonde et innée de l'être pour sa patrie, qui constitue la base essentielle du sentiment patriotique; elles acceptent l'État autrichien avec plus ou moins de bonne grâce, par intérêt, par nécessité, par loyalisme dynastique, par toutes sortes de bonnes raisons, *mais par raison et pas par sentiment*. Pour me servir d'une expression de

notre jargon politique, ce sont des nations en quelque

CROQUIS DU TYROL



Fig. 1.

mesure « ralliées ». Si donc vous causez avec un

Viennois ou un Tyrolien et qu'il vous dise le plus sincèrement du monde : « Voyez-vous, le malheur « chez nous, c'est que nous sommes trop peu nom- « breux à aimer l'Autriche ! » il faut bien comprendre ce que cette pensée exacte exprime ; cela ne veut point dire que ces nations, qui n'ont point pris leur place dans l'État autrichien par une attraction sentimentale, aspirent à se dissocier. Cela veut dire seulement qu'elles restent au foyer commun non par amour, mais par raison. Et l'on dit quelquefois que les mariages de raison sont les plus solides...

On voit donc la parcelle de vérité — M. Ollé-Laprune disait que dans toute erreur est enfermée une âme de vérité — qui se trouve dans ces affirmations. « Il n'y a pas d'Autriche » ; ce n'est pas même une expression géographique, « ce n'est qu'une « expression diplomatique » ; il n'y a ni langue commune, ni foi commune, ni littérature commune, à peine une histoire commune[1].

En réalité, ce qui manque aux peuples d'Autriche, c'est de communier tous dans un amour commun qu'ils porteraient à l'État autrichien.

Mais doit-on aller plus loin et croire qu'ils aspirent à s'échapper de cet assemblage forcé ?

*
* *

S'il n'y avait en Autriche que le pangermanisme tapageur et amateur de scandales du chevalier de Schönerer et de M. Wolf, je passerais sans plus

1. Charles Benoist, *loco citato*, p. 774.

Croquis général de la Bohême.



Fig. 2.

m'arrêter, en disant que dans tous les pays il y a des exaltés, aux manifestations desquels il n'y a pas lieu de s'attarder.

Mais il existe chez un nombre important d'Allemands autrichiens un sentiment particulier qu'il importe d'analyser ; il est dû à deux causes : l'Allemand d'Autriche ne peut oublier l'histoire, et quand il se la rappelle, le passé écrase le présent; d'autres pays, hélas ! connaissent ce sentiment. Mais en Autriche, la jeunesse, qui aspire à ce que sa patrie joue dans le monde un grand rôle, craint l'avenir : l'avenir, c'est peut-être l'Autriche-Hongrie affaiblie par la politique magyare; aussi se demande-t-elle parfois s'il n'est pas désirable d'essayer de rentrer dans la fédération allemande voisine. Être le second, pense-t-elle, dans une association forte et fraternelle, est mieux qu'être le premier dans une association affaiblie et divisée.

Et voici qu'on conteste aux Allemands même ce premier rôle que traditionnellement ils jouaient en Autriche; le développement remarquable des peuples slaves menace leur hégémonie; dans le prochain Parlement, le Reischsrath aura une majorité slave de 2 voix — du reste purement nominale[1]. Voilà où en est arrivée l'Autriche de Marie-Thérèse et de Joseph II !

Ainsi, ce qui me paraît la base profonde de ce sentiment diffus en Autriche, c'est une appréhension pour le « Deutschtum », pour le germanisme autri-

1. Sur 516 députés, 259 seront Slaves (108 Tchèque, 37 Slaves du Sud, 81 Polonais, 33 Ruthènes), 257 Allemands ou Romans (233 Allemands, 19 Italiens, 5 Roumains).

chien menacé dans son hégémonie intérieure et affaiblie dans son action internationale.

Aussi est-ce sur les fronts de bataille du germanisme que cet état d'esprit est le plus développé, en Styrie et Carinthie, où les Allemands luttent contre les Slaves du Sud ; à Innsbruck, où les Italiens prétendaient créer des cours italiens à l'Université ; en Silésie et surtout dans la Bohême du Nord, où le combat est le plus vif contre les Tchèques.

Si l'on cause familièrement avec les Allemands autrichiens de ces régions, on se rend compte de ce qu'ils éprouvent ; à Brünn, à Troppau, à Graz, l'impression est identique : avec qui est la bataille quotidienne? Avec le Slave. Le Slave veut l'égalité de sa langue avec l'allemand, selon la constitution. En pratique, ce sera la municipalité slave qui, à l'imitation des majorités allemandes, imposera dans les services municipaux la langue tchèque ou slovène, du conducteur de tramways jusqu'aux plaques des rues ; ce sera pour le fonctionnaire, la nécessité de connaître les deux langues, c'est-à-dire, en fait, l'éviction des Allemands, qui ne connaissent que l'allemand et souvent ignorent le tchèque ou le slovène ; ce sera le lycée slave, l'Université dédoublée, le boycottage réciproque ; ce sera ce peuple de serviteurs, comme ils étaient considérés il y a encore cinquante ans, se haussant jusqu'à ses anciens maîtres ; c'est le combat quotidien, minuscule et grandiose, de deux traditions, de deux langues, de deux sentiments, parfois de deux classes sociales, pour tout dire de deux nations.

Dès lors, vous comprenez que l'Allemand devient plus allemand, le germanisme lui est plus cher ; il glorifie tout ce qui est allemand, il vibre au son de toutes les victoires allemandes, il vénère tous les grands hommes de sa race ; dans la culture allemande, il met en lumière tout ce qui est le commun patrimoine de tous les Allemands, il rejette dans l'ombre de tout ce qui différencie les divers milieux allemands, leur culture, leur esprit, leur tendance, leur histoire. Le sentiment plus ou moins vif de la solidarité allemande, de la solidarité intellectuelle, linguistique, pour tout dire et employer leur mot favori, « culturelle », naît et grandit.

Est-ce du pangermanisme ? Pour répondre d'un mot, je dirai : ce n'est pas toujours du pangermanisme véritable ; souvent, c'est seulement le chemin qui pourrait y mener, mais jusqu'au bout duquel vraisemblablement on n'ira pas, si le gouvernement sait continuer habilement sa politique d'équilibre et d'entente.

Mais, me direz-vous, que faites-vous donc de ce mouvement d'opinion qui a porté le parti pangermaniste, de 2 membres en 1891, à 5 en 1897 et à 21 en 1901 ; que faites-vous donc des 51 députés qui appartiennent au *Deutsche Volkspartei* et qui ont dans leur programme le Zollverein, l'union douanière avec l'empire d'Allemagne ? Il me paraît que ce que je viens de dire l'explique suffisamment. Le sentiment de solidarité allemande en face de l'adversaire et de germanisme exaspéré a fait souvent

élire le candidat allemand le plus coloré et le plus violent : c'est un moyen de défense ; j'ai vu un président de chambre de commerce dans le Nord de la monarchie, qui, pour rien au monde, n'aurait voulu passer sous le joug prussien, et faisait cependant campagne electorale pour un *alldeutsch ;* c'était une manière et de peser sur Vienne et de proclamer son germanisme : le candidat fut plus élu pour la violence de son nationalisme allemand que pour ses sentiments séparatistes.

Quant à l'union douanière avec l'Allemagne, qui est dans le programme des populistes allemands, vous surprendrez plus d'un électeur, et même plus d'un élu, en lui disant que cela s'y trouve. Et c'est encore une pensée de nationalisme et non de séparatisme qui l'y a fait mettre. Je ne discute pas sur les conséquences de la mesure, si elle était appliquée ; mais en ce qui touche le mobile auquel le parti a obéi en introduisant cette clause dans son programme, je dis seulement que ce n'est pas une pensée de séparatisme qui l'y a fait introduire. Veuillez remarquer, d'autre part, que des esprits éminents et nullement suspects, — tel M. de Philippovitch, le célèbre professeur à l'Université de Vienne, — désirent en Autriche cette union douanière de l'Europe centrale dans un dessein purement économique. Qu'ils n'aperçoivent pas toutes les conséquences d'un pareil accord, c'est une autre question ; mais en le prônant, ils croient servir simplement les intérêts matériels de l'agriculture et de l'industrie autrichiennes.

J'en ai assez dit, je crois, pour avoir le droit de conclure qu'actuellement le pangermanisme intérieur, — s'il n'est pas niable, — n'a pas encore acquis cette force de dissolution que d'aucuns lui attribuent.

*
* *

En serait-il autrement du panslavisme intérieur? Et d'abord, qu'est-ce que le panslavisme? Est-ce ce que l'on a appelé d'un mot terriblement barbare : « le panrussisme », l'attraction vers la Russie? Je ne connais dans la monarchie entière qu'un seul parti, une fraction d'une nationalité, qui songe à une annexion à l'empire des tsars : c'est le parti vieux-ruthène, les Moscalophiles; mais aujourd'hui, s'ils ont des représentants à la diète de Galicie, ils n'ont pas réussi à envoyer un seul député au Reichsrath.

Que signifient donc ces manifestations, du reste de plus en plus réservées, comme la dépêche de Mgr Strossmayer en 1888, souhaitant que la Russie réalisât la sainte mission que Dieu lui a réservée, comme la résolution du congrès d'étudiants de Prague de 1903 demandant la fondation de chaires de langue russe dans diverses universités d'Autriche et l'enseignement de la langue russe dans les écoles de Galicie? Les manifestations les plus radicales comme celles-ci sont une avance, un espoir, une demande non d'annexion, mais d'appui pour réaliser contre le germanisme les revendications particulières tchèques ou jougo-slaves : on cherche au dehors des alliés pour conquérir une autonomie, on n'y cherche

pas un maître. Je ne sais si la phase prêtée en 1873 à Palatsky est historique, elle exprime en tout cas un sentiment vrai : « Si nous devions un jour cesser « d'être Tchèques, alors il nous serait indifférent de « devenir Allemands, Italiens, Magyars ou Russes. »

Il faut partir de cette idée qu'il n'existe pas en Autriche un bloc slave, une nation slave, il y a des nationalités slaves, chacune avec leur idéal et leur revendication particulière : il y a des Tchèques, des Polonais, des Ruthènes et des Slaves du Sud, ces deux dernières nationalités obéissant même à des tendances nationales très diverses. Il y a seulement une coalition slave, — combinaison politique transitoire, — contre quelque chose : le germanisme, et pour quelque chose : leurs revendications particulières. Mais s'ils se coalisent parfois contre le germanisme, c'est pour les mêmes raisons et de la même manière que des oppositions se coalisent contre un gouvernement.

Malgré certains courants existant chez la jeunesse intellectuelle, la solidarité slave, de tous les Slaves d'Autriche, est encore très faible : je ne parle même pas des Polonais et des Ruthènes, qui sont terriblement aux prises en Galicie, mais même des Polonais et des Tchèques ; je suis bien convaincu par l'observation qu'actuellement la majorité des Polonais d'Autriche n'éprouve pas d'attraction sentimentale vers les Tchèques plutôt que vers les Allemands autrichiens. Les Polonais s'entendront avec les uns ou avec les autres, selon leurs intérêts politiques, économiques et nationaux particuliers ; si « l'anneau de

fer » des Slaves d'Autriche se formait actuellement, il serait forgé par une coalition d'intérêts bien plus que par un idéal slave commun.

Mais si le panslavisme n'a actuellement pas d'importance, existe-t-il des irrédentismes slaves, des aspirations vers la création d'Etats slaves indépendants? La question est beaucoup plus délicate : les Slaves sont des rêveurs; l'histoire leur redit les fastes des souverains indépendants du royaume de Bohême, du royaume de Pologne, du royaume triunitaire de Croatie-Dalmatie-Slavonie, de l'Etat ukrainien libre, uni en 1654 avec l'Etat moscovite; leur centre national et intellectuel, à la vie duquel ils s'intéressent, ce n'est pas Vienne; c'est Prague, c'est Varsovie ou Cracovie, c'est Zagreb (Agram), c'est Leopol ou Kieff; l'Etat autrichien actuel ne peut être pour eux un idéal, et c'est pour cela que, — peut-être certains Slaves du Sud mis à part, — ce ne sont pas des patriotes autrichiens, au sens que j'attachais à ce mot en commençant.

Mais de là à être, — quand ils reviennent à la réalité, — des séparatistes, il y a loin.

Les Tchèques sont trop convaincus de la nécessité historique à se créer, en Autriche, une place, — aussi confortable que possible. La tactique actuelle du parti dominant — les Jeunes-Tchèques — est même toute réaliste, opportunisme, favorable à un *modus vivendi* avec les Allemands : sans doute l'on n'est pas encore d'accord sur les termes de l'entente ; mais voyez cependant le pas fait depuis quelques

années : le chef des Jeunes-Tchèques, M. Pacak, entre dans le ministère du baron de Beck, en même temps que les deux chefs des populistes allemands, M. Prade et M. de Derschatta ; on arrive à réaliser l'entente sur cette question si importante et si délicate de la répartition des sièges électoraux entre Allemands et Tchèques au parlement du suffrage universel ; en Moravie, on signe, on réalise un compromis pour la composition de la diète et les élections nouvelles qui s'ensuivent ne désavouent pas, ni d'une part ni de l'autre, les auteurs de ce compromis ; ces jours-ci, M. Prade, ministre et chef des populistes allemands, indique dans un discours quel serait le moyen « de trancher définitivement le différend tchéco-allemand », et aussitôt M. Kramarz, chef actuel des Jeunes-Tchèques, de répondre, dans un autre discours électoral, que les Tchèques doivent dans le nouveau parlement adopter une politique gouvernementale, appuyer Vienne contre Budapest et chercher à rapprocher Tchèques et Allemands, sans que cet accord naturellement se fasse en renonçant à certaines revendications tchèques. En même temps, un pacte était conclu entre les Jeunes-Tchèques et les Vieux-Tchèques, — leurs anciens adversaires, accusés jadis d'être traîtres à la patrie bohême, — et c'est la main dans la main qu'ils vont aux élections prochaines. J'ai répondu à la question du séparatisme tchèque.

Combien plus compliqué à caractériser est l'état d'esprit des Polonais. Les anciens révoltés des

guerres de l'indépendance sont devenus en Autriche des politiques merveilleusement diplomates et opportunistes. Ce sont les plus loyalistes sujets de Sa Majesté Apostolique, qui est sûre de leur appui, quand besoin serait. Aussi sont-ils, dans tous les ministères de Vienne, employés à toute fonction, arrivés à tous les postes ; on leur confie le gouvernement de la Galicie où, en fait, Vienne a tout juste conservé le droit de regard : ce grand seigneur polonais, remarquablement intelligent, qu'est le comte Potocki, dont les biens héréditaires, par un phénomène rare, sont inentamés, est en réalité le vice-roi de Galicie ; au Reichsrath, leurs voix ont coutume d'appuyer les ministères; des trois Etats, entre lesquels les Polonais sont divisés, l'Autriche est sans contredit celui non seulement dans lequel ils ont la plus grande autonomie politique, mais encore dans lequel ils jouent le plus grand rôle.

Mais allez en Galicie et voyez quelle est encore, à l'heure actuelle, la préoccupation des esprits : le « délégué au parlement » de Vienne, — car en Galicie on ne dit pas le député, — est chargé d'une mission politique très réaliste : donner son appui au gouvernement et obtenir en échange des avantages pour la Pologne ; quant au reste de la politique viennoise, on s'en désintéresse tout à fait ; la vie politique et intellectuelle ne s'en occupe point; c'est entre les trois tronçons de la Pologne que les rapports existent ; les partis politiques, comme le parti national-démocrate ou panpolonais (un parti conservateur modernisé) ou le parti socialiste polo-

nais s'étendent des deux côtés de la frontière; le parti socialiste, — un parti cependant marxiste, uni aux autres partis socialdémocrates d'Autriche, — a conservé dans son programme, par un fait bien remarquable, un article réclamant l'indépendance de la Pologne. Pour la masse des Polonais, si cet espoir n'est pas prochain, il est vivant dans leurs cœurs ; quoique certains n'y croient pas, il y a encore une question polonaise; mais en gens dont l'esprit est délié et subtil, habile à concilier les contradictoires, sachant se retourner quand profit il y a là, ils sentent que l'heure est au loyalisme. Disons donc, si vous le voulez, que c'est un loyalisme provisoire. Il est vrai qu'il n'y a, paraît-il, que le provisoire qui dure.

D'autre part, l'État autrichien a et aura toujours, sur les Polonais, une action indirecte et cette action résulte de la coexistence, en Galicie, de deux nationalités, les Polonais et les Ruthènes.

Cette division n'est pas seulement une division nationale ; c'est encore une division sociale. Les Ruthènes, en Galicie, font partie de ces nationalités qu'on a appelées « des nationalités décapitées ». C'est un peuple de paysans dont n'est sortie encore qu'une bourgeoisie très restreinte. Si vous parcourez l'Est de la Galicie, vous voyez à peu près partout la même structure sociale. En haut, quelques grands propriétaires, nobles Polonais, — les chevaliers de Podolie ; au-dessous, une classe moyenne assez peu nombreuse, généralement composée d'éléments juifs,

et en bas, tout en bas, la masse des paysans et des journaliers ruthènes.

Cette lutte, issue d'un antagonisme à la fois national et social, est d'autant plus dure pour les Polonais qu'ils avaient espéré jadis faire des Ruthènes, en quelque sorte, l'instrument à l'aide duquel ils pouraient saper l'empire des tsars. Dans ce peuple, qui s'étend en Autriche et en Russie, ils voyaient un agent de dissolution dirigé contre la Russie. L'instrument leur a échappé et aujourd'hui, ils constatent que les Ruthènes veulent se faire par eux-mêmes, « fara da se ».

Le parti actuellement dominant chez ces derniers, c'est le parti « jeune-ruthène ». Quand on cause avec certains de ses chefs, comme le Dr Franko, ou bien quand on lit l'organe qu'il publie à Vienne en allemand, l'*Ukrainische Revue,* il apparait nettement que sa préoccupation est le rétablissement de l'autonomie de l'Ukraine, cet ancien Etat indépendant, qui s'étendait partie en Autriche, partie en Russie. Pour le moment, les rapports des « Jeunes-Ruthènes » avec les Ukrainiens de la Russie, sont assez analogues à ceux que les Polonais d'Autriche ont avec les Polonais de Russie. D'ailleurs, dans l'empire d'Autriche, leur activité se trouve encore entièrement absorbée par la lutte contre le Polonisme; chaque jour en marque un épisode nouveau : hier, c'est l'agitation pour une Université utraquiste, à Lvow (Lemberg); aujourd'hui c'est « la grève de la faim » des étudiants ruthènes arrêtés qui attendent dans leur prison le relâchement de tous les inculpés

CROQUIS DU LITTORAL ADRIATIQUE



Fig. 3.

politiques pour consentir à prendre de la nourriture ; demain dans le Parlement du suffrage universel, la lutte sera plus vive que jamais. Les Ruthènes ont autre chose à faire qu'à devenir un élément sérieux de dissociation pour l'Autriche.

Reste le quatrième groupe slave, les Slaves du Sud. Ici, je demanderai la permission, pour être plus clair dans mes explications, de ne pas me restreindre à l'Autriche et de ne parler en même temps des Slaves du Sud de Bosnie, de Hongrie et de Croatie.

Chez les Slaves du Sud s'observent trois tendances. Une tendance austrophile, que fortifient habituellement les influences catholiques, se note surtout chez les Slovènes d'Autriche et chez les Bosniaques ; chez les Croates de Croatie et de Dalmatie, elle est beaucoup plus faible. A l'autre extrême, les Serbes orthodoxes surtout de Bosnie, malgré la politique du feu ministre de Kallay, et les Serbes radicaux de Croatie ont une inclination marquée du côté de la Serbie. Quant à la masse des Serbo-Croates de Croatie et de Dalmatie, elle a subi ces derniers temps une évolution intéressante. Elle a passé de « l'Austrophilie » à la « Magyarophilie ».

Depuis le congrès de Fiume de 1905, les Croates croient, à tort ou à raison, qu'ils ont plus d'intérêt à être les amis de Magyars que les amis des Autrichiens. Ils espèrent, grâce à cette évolution, recueillir, au moment d'une crise entre l'Autriche et la

Hongrie, un plus grand profit pour leur autonomie nationale [1].

Cette orientation nouvelle du sentiment croate a, sans doute, une importance politique considérable ; elle tend à séparer la Dalmatie de l'Autriche propre, pour recréer l'ancien royaume triunitaire de Croatie, Dalmatie, Slavonie et le relier à la Hongrie ; ce mouvement est donc bien, si l'on veut, un mouvement séparatiste, si l'on entend dire : séparatiste à l'égard de l'Autriche; mais il n'est point séparatiste à l'égard de la monarchie austro-hongroise, car les espérances flottantes de fédération balkanique demeurent dans un très indécis lointain. Même, à l'égard de l'Autriche, les Dalmates ne sont pas irrémédiablement adversaires et une politique adroite, des efforts pour la renaissance économique de la province, l'oubli des traditions de négligence peuvent atténuer très sensiblement ce mouvement de détachement de l'Autriche.

*
* *

L'irrédentisme proprement dit se manifeste chez les Roumains et chez les Italiens.

Les Roumains, en Autriche, sont une poignée, quelques centaines de mille en Bukovine. Ils occupent, en général, une situation aisée, sont bien traités par l'Autriche et leurs sentiments irréden-

1. Cf. notre lettre d'Autriche-Hongrie au *Journal des Débats*, 26 novembre 1905.

tistes sont très faibles. En Roumanie même, on se plaint de leur « dénationalisation ».

Quant aux Italiens, ils ont été comme déposés par la mer sur les rives autrichiennes de l'Adriatique. En Dalmatie, qui fut jadis sous la domination de Venise, vous ne trouverez plus aujourd'hui sur toute son étendue que la capitale, Zara, où la municipalité soit encore italienne. Partout ailleurs, ce sont les masses slaves de l'intérieur qui l'ont emporté et sont arrivées jusqu'à la mer. Au *Küstenland,* Trieste est encore une ville, italienne. Mais jetez un regard à quelques kilomètres de la ville sur les montagnes qui dominent de partout. Vous n'apercevrez que des villages slaves[1]. A Trieste même, les Italiens sentent très bien l'avantage matériel qu'ils ont à demeurer Autrichiens. Quels que soient leurs sentiments intimes, comment commerçants et marins seraient-ils *activement* irrédentistes, pour devenir une nouvelle Venise coupée de son hinterland ? quant au prolétariat fort nombreux, le socialisme en croissance les détache des préoccupations nationales révolutionnaires.

Au Trentin il n'y a guère que les radicaux Italiens qui soient vraiment irrédentistes. Les autres partis, surtout les partis catholiques, extrêmement puissants, dont l'organisation s'étend dans toute la cam-

1. Cf. nos études : les nationalités en Autriche-Hongrie : Italiens, Slaves et Allemands, Levé, 1902 et *Questions Diplomatiques et Coloniales,* 15 juillet et 15 août 1902. — A la conquête de Trieste, *Semaine politique et littéraire,* 12 avril 1902 ; — Les Italiens d'Autriche-Hongrie et leur lutte nationale à Trieste, *Renaissance latine,* 15 décembre 1902.

pagne, demeurent, quels que soient leurs sentiments profonds, sur le terrain loyaliste.

* * *

Après cette revue très rapide des forces de dissolution dans l'Empire d'Autriche, comment ne pas conclure à leur faiblesse, à leur inefficacité actuelle ? Je crois, pour ma part, que l'on se trompe singulièrement, si l'on compte sur elles seules, pour amener la fin de l'Autriche. Surtout, que l'on veuille bien mettre en regard tout ce qui est élément d'union dans l'État autrichien.

Ces éléments, mais ce sont d'abord les traditions dynastiques, maintenus, non pas seulement par la personne de l'empereur actuel, avec son auréole de vieillesse et de douleur, mais par l'empereur quel qu'il soit, objet vivant d'un culte monarchique vieux de plusieurs siècles.

C'est ensuite l'armée, jusqu'à présent fidèle et sûre.

C'est le catholicisme, qui dans toute l'Autriche est austrophile. Sans doute il peut y avoir des exceptions. On me citera l'exemple de Mgr Strossmayer aussi irrédentiste vis-à-vis de l'Autriche, qu'intransigeant au Concile du Vatican, pour condamner la proclamation des nouveaux dogmes.

Mais dans l'ensemble, chez les Allemands, les Italiens, les Slaves, le catholicisme est facteur de cohésion pour l'Autriche. L'auteur qui écrivit, il y a quelques années, un article à ce sujet, en souhaitant

la fin de l'Autriche, ne se trompait donc pas, à son point de vue, en dénonçant ce qu'il appelait dans son jargon « le péril austro-papiste[1] ».

C'est encore le socialisme, le socialisme qui grandit en Autriche et qui détourne des questions nationales, au profit des questions sociales. Le socialisme, au début, paraissait un appui pour le centralisme allemand. Depuis, il s'est modifié et s'est organisé sous une forme fédéraliste; mais il reste toujours sur le terrain du loyalisme d'Etat.

Enfin, pour parler d'une autre force internationale, le Judaïsme même aujourd'hui demeure un élément d'union plutôt que de dissociation. Sans doute, à cet égard, en Autriche, une évolution des plus intéressantes se poursuit : avant quelques années, le Judaïsme, partout dans l'Empire, fortifiait l'élément allemand, pour des raisons diverses, sur lesquelles je n'ai pas le loisir d'insister ici. Depuis deux ou trois ans, sous la poussée des conditions externes et des idées intérieures, le Judaïsme, surtout dans l'Est, où les juifs vivent en masses inassimilées, est devenu un nationalisme sous des formes diverses. Mais même là, il reste loyaliste, en ce sens qu'il ne cherche pas à détruire l'État autrichien, mais à s'y créer la place la plus avantageuse possible.

Enfin les intérêts économiques communs apparaissent plus visibles, plus pressants que jamais, sous l'action de la crise actuelle des rapports austro-hongrois. Cette crise a fait sentir aux différents

1. Un Russe. *Revue politique et parlementaire*, février 1901, p. 257.

peuples de l'Autriche, les dangers économiques qui les menaçaient et c'est là, certainement, une des causes principales qui ont amené la composition du ministère actuel, où s'est réalisée l'union des éléments tchèques et allemands.

Or, remarquez que ces éléments de cohésion, sur lesquels j'ai passé très vite, vont être renforcés et non point affaiblis par le suffrage universel. Je ne sais si le suffrage universel sera, en Autriche un élément de centralisme ou un facteur en faveur du fédéralisme. Il peut amener le centralisme, si le Parlement nouveau imbu de préoccupations sociales et économiques, sachant que dans les *Landtage* dominent encore l'aristocratie et la grande bourgoisie, prétend faire de la démocratie et des réformes sociales. Mais, d'autre part, la démocratie reste nationaliste, témoin l'exemple du socialisme autrichien ; et les forces qui soutiennent actuellement le centralisme vont sans doute être affaiblis par le régime du suffrage universel. Que vont devenir, en effet, avec ce régime, les deux principaux soutiens du centralisme autrichien ? Ces deux soutiens sont les Allemands d'une part, et l'aristocratie d'autre part, du moins l'aristocratie constitutionnelle. L'aristocratie constitutionnelle va voir son pouvoir politique ruiné, ou tout au moins affaibli dans le Parlement par l'établissement du suffrage universel. Or, ce pouvoir subsiste dans les diètes provinciales. Qui nous dit que, précisément, pour conserver son influence, cette aristocratie, comme certains phénomènes le

font pressentir, ne va pas devenir quelque peu fédéraliste ? D'un autre côté, avec le suffrage universel, les Allemands ne vont plus être, au Reichsrath, la majorité.. Peut-être se diront-ils qu'il vaut mieux être le maître chez soi, dans les deux Autriches, au Salzbourg, au Tyrol, etc., que de dépendre des autres nationalités, alors même qu'ils pourraient avoir chez elles une certaine influence. Nous ne pouvons donc pas savoir si, à l'heure actuelle, le suffrage universel, favorisera le centralisme ou le fédéralisme. Mais ce qui paraît certain, c'est qu'il renforcera l'État autrichien.

Il le renforcera en tant qu'État, parce que les préoccupations économiques et sociales vont devenir de plus en plus importantes et que, très probablement, les différents partis catholiques et socialistes, seront fortifiés dans le prochain Reichsrath [1].

Sans doute, les luttes nationales ne seront pas supprimées, elles resteront même prédominantes, mais elles seront peut-être moins exclusives. On peut même espérer qu'on tendra à un état d'équilibre, à un *modus vivendi* dont, il n'y a pas longtemps, nous avons eu un premier exemple en Moravie [2]. Ce n'est ni du centralisme, ni du fédéralisme, c'est quelque

1. Les élections au suffrage universel qui ont eu lieu en Autriche du 14 mai au 15 juin 1907, ont entièrement confirmé les vues ci-dessus indiquées. Le nouveau Reichsrath est plus « autrichien » qu'aucun des précédents et toute la chambre gravite entre 2 pôles très puissants, les chrétiens-sociaux et les socialistes.

2. Cf. notre lettre d'Autriche-Hongrie au *Journal des Débats*, 24 septembre 1906.

chose de nouveau, quelque chose de très spécial que le Dr Karl Renner, un des premiers qui ait lancé l'idée, a appelé « l'autonomie nationale ». Nous en trouvons le premier exemple dans l'établissement du cadastre national en Moravie. Les cadres historiques de la monarchie subsistent et, cependant, dans ces cadres, on donne aux différentes nationalités une espèce d'autonomie « culturelle ». Dans une récente déclaration, le chef des populistes allemands, le Dr Chiari, mû du reste par des mobiles d'autre ordre, réclamait lui aussi l'introduction du cadastre national dans toute l'Autriche, puis « l'imposition « de chaque nationalité par elle-même » et l'emploi par elle-même de ces impôts, du moins en ce qui concerne les besoins culturels de chaque nation [1].

Je crois que ces idées d'autonomie nationale possèdent, à l'heure actuelle, une force d'expansion et qu'elles contribueront à rendre les nations plus loyalistes et, par conséquent, l'Autriche elle-même plus forte.

II. — LE SÉPARATISME HONGROIS

Si mes conclusions touchant les nations irrédentistes en Autriche sont ainsi assez fermes, je serai plus réservé sur la question des rapports entre l'État autrichien et l'État hongrois. C'est là pour le moment, j'en suis convaincu, le point sensible de la monarchie. Si je peux poser les données du problème, la

1. *Neue freie Presse*, 14 février 1907, Morgenblatt, p. 4.

solution m'est inconnue, car le facteur personnel me paraît ici jouer un si grand rôle, qu'il est périlleux de vouloir marquer les forces qui prévaudront.

Quelles sont ces facteurs? C'est d'une part le nationalisme magyar et d'autre part la couronne étayée par certaines forces nationales et sociales.

Le nationaliste magyar, on sait ce qu'il représente. C'est cet état d'esprit des Magyars aspirant à la plus grande autonomie possible de la Hongrie, état d'esprit qui a uni dans une communauté de sentiment, non seulement les partis de la coalition actuellement au pouvoir, mais presque tous les partis magyars. Il faut bien se rappeler que l'ancien parti libéral, qui a été au pouvoir en Hongrie depuis 1867 jusqu'à il y a deux ans, était d'accord avec le parti qui le remplace aujourd'hui sur la fin à poursuivre, à savoir la plus grande autonomie possible de la Hongrie. Ce sur quoi on différait, c'était, entre autres choses, sur la méthode à observer, sur l'opportunité de telles ou telles revendications.

Ce conflit latent, entre la couronne et les Magyars, date du moment où s'est accompli le dualisme. Le dualisme a été considéré par les Magyars comme la première conquête, le premier pas vers l'autonomie complète, tandis que Vienne n'y voyait que l'ultime concession, faite à une province privilégiée de l'Autriche-Hongrie.

Aujourd'hui, le parti de l'indépendance est au pouvoir. On connaît son programme. Il demande la

séparation de l'armée, la séparation douanière, la séparation de la banque.

ETAT HONGROIS



Fig. 4.

La question de l'armée est l'origine de toute la

crise : demande, d'une part, d'augmentation du contingent ; demande, d'autre part, de mesures préparatoires d'une séparation de l'armée, sont les revendications adverses des deux partis. Le roi n'a donné le pouvoir à la coalition qu'après un pacte, qui, dit-on, maintient le *statu quo* jusqu'à la fin de 1907 ; mais après ?... et après, comme avant, la dynastie ne veut pas que son armée soit divisée, parce qu'elle voit dans l'armée commune le moyen de jouer un rôle international, de rester une grande puissance et aussi d'avoir à sa libre disposition ce qui est l'argument suprême dans les dissentions intérieures.

La séparation douanière semble plus aisée à réaliser, d'abord parce que l'union douanière n'est pas dans le dualisme de 1867. L'union douanière résulte des traités, qui sont renouvelés tous les dix ans, de l'*Ausgleich*. Il suffit, par conséquent, que, l'époque venue, les traités ne soient pas renouvelés, pour que la séparation douanière puisse s'accomplir.

D'autre part, la couronne, qui, je le disais, sent le besoin d'une armée commune pour jouer un rôle dans la politique mondiale, ne s'oppose pas d'une façon aussi absolue à la séparation douanière qu'à la séparation de l'armée. Elle ne la désire pas, assurément, elle la regrette, mais elle la considère, en somme, comme secondaire et on sent que, sous une pression vive, elle céderait peut-être. Aussi est-ce de ce côté que pour l'instant portent les efforts des Magyars. Ils réclament très vivement la séparation de la banque et surtout la séparation douanière.

Le spectacle, pour l'observateur, est extrêmement

curieux. Nous voyons au pouvoir, en Hongrie, une grande aristocratie agrarienne. Elle a tous ses intérêts dans la terre. Or, la conséquence inévitable de la séparation douanière, c'est une crise agricole. Au point de vue industriel, il est possible que la Hongrie en tire un avantage. Mais ce qui n'est pas douteux, ce qui est avoué, par les partisans de la séparation douanière, comme le comte Albert Apponyi, par exemple [1], c'est que cette séparation causera, au moins temporairement, une crise agricole.

Voilà donc un pays presque exclusivement agraire, où les agrariens sont au pouvoir et qui demande une mesure dont la conséquence sera une crise agricole. Cela semble contraire et aux intérêts matériels généraux du pays, qui sont presque tous rattachés à l'agriculture, et en tout cas, aux intérêts des partis gouvernementaux. Comment cela se fait-il ? Comment expliquer cette contradiction apparente ?

* * *

Je me suis efforcé de causer avec les partisans de cette politique, d'apercevoir leurs raisons profondes, de découvrir leur mobile d'action.

Je ne sais quelle est leur pensée véritable. On en peut donner plusieurs explications que j'indiquerai, tout en avertissant que je ne suis sûr ni des unes ni des autres, et peut-être est-ce dans un amalgame de ces diverses raisons que l'on aurait le plus de

1. Cf. notre article sur le comte Albert Apponyi, dans les *Quest. Dipl. et Col.* 1er octobre 1906.

chance de trouver les mobiles divers et ondoyants de la politique hongroise actuelle.

Une première explication résulte de ce que, en Hongrie, le nationalisme magyar a été exaspéré. Les partis de l'opposition, en arrivant au pouvoir, ont senti qu'il fallait faire quelque chose. On a fait des promesses pendant la campagne électorale. La séparation de l'armée est impossible, il faut réaliser la séparation douanière qui paraît possible. Dans cette explication, la tactique du gouvernement magyar va être de louvoyer, de dire qu'il y a des traités de commerce en cours avec les puissances étrangères, que la séparation douanière, qu'on désire infiniment, ne peut s'accomplir qu'en 1917, quand ces traités expireront. 1917 ! d'ici là,

Le roi, l'âne ou moi nous mourrons.

D'ici là, on essaiera de contenter l'opinion publique par des avantages formels. On ne dira plus qu'il faut avec l'Autriche une union douanière, on dira qu'il faut un traité de commerce. C'est une autre étiquette sur un même contenu. On espère ainsi faire prendre patience au nationalisme qu'on a exaspéré, auquel on a dit, pendant la dernière campagne électorale, que tous ceux qui ne voulaient pas de la séparation avec l'Autriche étaient des traîtres à la patrie magyare.

Cette tactique est infiniment dangereuse. La coalition au pouvoir risque fort d'être débordée de toute part. Elle va avoir affaire non seulement à des nationalistes extrêmes, qui la somment de réaliser

la séparation douanière intégrale et de refuser toute augmentation de contingent, mais aussi, comme je le dirai plus loin, à des adversaires sur le terrain social. Quand, acculée par son programme, la coalition touchera aux difficultés pratiques considérables d'une séparation douanière *effective*, comment saura-t-elle les surmonter[1] ?

Mais voici une seconde explication, qui suppose encore plus d'habileté et qui découlerait d'un raisonnement de cette sorte : Nous, nobles Magyars, nous voulons avoir l'armée en notre pouvoir, parce que c'est le moyen de résoudre les conflits nationaux et sociaux qui germent actuellement en Hongrie. C'est l'instrument nécessaire pour maintenir l'hégémonie de la race magyare sur les autres nations et celle de notre classe sociale sur la masse peu cultivée des paysans et des ouvriers agricoles, où frémit la révolte quand les années maigres et leur cortège de plaintes succèdent aux bonnes récoltes, comme celle de 1905 et celle exceptionnelle de 1906. Il nous faut l'armée. Si nous la réclamons directement, jamais le roi ne cédera. Pour le faire céder, réalisons la séparation douanière : cette séparation se fera au plus tard en 1917. Elle se fera qu'on le veuille ou non, d'abord, par suite de notre action en Hongrie. Puis en créant un état d'insécurité des relations économiques, les Autrichiens eux-mêmes diront, comme on pouvait le lire dans le manifeste du parti chré-

1. Cf. ma lettre d'Autriche-Hongrie au *Journal des Débats*, 1er avril 1907 : La question sociale et la politique nationale en Hongrie.

tien-social pour les prochaines élections : « Mieux vaut la séparation économique que de maintenir la situation déshonorante de valet ! [1] »

Or, dans cette espèce de mariage qui existe entre la Hongrie et l'Autriche, qu'a donné la Hongrie ? Son débouché ; c'est une colonie pour l'industrie autrichienne. Qu'a donné l'Autriche ? Avant tout, sa quote-part plus forte des dépenses communes, pour l'armée, par exemple. Cette quote-part se monte à environ 70 p. 100.

Mais demain, une fois la séparation douanière réalisée, l'Autriche n'a plus intérêt à maintenir l'union. La Hongrie ne sera plus sa colonie. Comment voudriez-vous que l'Autriche consente à payer encore sa quote-part plus forte des dépenses ? Elle renoncera à la vie commune, tout au moins à l'armée commune pour ne pas continuer à payer à elle seule la plus grande partie des dépenses de cette armée. Alors, d'une part comme de l'autre, en Hongrie, comme en Autriche, il y aura un mouvement pour la séparation de l'armée et il faudra bien que cette séparation s'accomplisse.

Voilà, dans cette seconde explication, quel serait le calcul, le détour pris par les partis magyars pour arriver à leurs fins.

Enfin on peut dire tout simplement que le nationalisme passionné des milieux dirigeants traite toute question, non comme des questions d'économie

1. « Lieber die wirtschaftliche Trennung als weiter entehrende Knechtschaft ! » (Manifeste électoral du parti chrétien social, *Neue Freie Presse*, 11 mars 1907, p. 3).

nationale, mais comme des questions de sentiment, je veux dire d'indépendance politique et nationale. Et en ce cas, si l'on me demande pourquoi les Magyars ont une si grande envie de renoncer à ce dualisme qui dure depuis quarante ans, qui leur a été, semble-t-il, matériellement profitable, tout au moins pour leur agriculture, qui leur donne une situation sûre, qui leur permet de jouer un rôle diplomatique dans le monde hors de proportion avec leur nombre, je ne saurais trouver d'autre réponse que celle-ci : un dicton populaire dit : « Mon verre n'est pas grand, mais je bois dans mon verre. » Les Magyars veulent pouvoir dire : « La Hongrie n'est pas grande, mais elle est à nous. » Charbonnier veut être maître chez soi. C'est ce que le comte Apponyi me traduisait sous une forme plus élevée, en exposant ses revendications de séparation douanière et de nationalisation de la partie hongroise de l'armée et après avoir exprimé sa conviction que la crise agricole ne serait pas si vive qu'on le pense : « Avant « tout, convainquez-vous qu'il y a une destinée his- « torique des peuples : nous sommes en présence d'un « développement organique de notre nation ; l'é- « touffer serait vouloir arrêter la vie [1]. »

* * *

La couronne peut répondre et a répondu a ces revendications en s'appuyant non seulement sur

1. *Quest. dipl. et Col.* 1er octobre 1906, p. 405.

l'armée, mais aussi sur certaines forces nationales et sociales. C'est qu'en effet derrière toutes les querelles politiques qui, depuis deux ans, ont agité la Hongrie, se cache une question sociale, très peu connue à l'étranger, et qui un jour, si l'on n'y prend garde, peut devenir d'une gravité extrême. En France, on a cru et l'on croit d'ordinaire que l'empereur-roi, en se ralliant à l'idée du suffrage universel pour la Hongrie, a voulu s'appuyer sur les nationalités non-magyares contre les revendications militaires magyares. Ce serait donc, avant tout, une question nationale, qui serait en jeu.

En réalité, ce point de vue, s'il n'est point inexact, doit être considéré comme étant secondaire. C'est qu'à l'heure actuelle les nationalités non-magyares sont des nationalités décapitées, inorganisées, pauvres, mal unies les unes avec les autres. Il n'y a quelque richesse que chez certains Serbes et quelque organisation que chez les Roumains de Transylvanie, où les banques, entre autres, jouent un rôle économique et national intéressant. Mais de danger pour l'hégénomie magyare, on n'en peut parler que pour l'avenir, non pour le présent.

La question urgente à l'heure actuelle, c'est une question sociale.

La structure sociale de la Hongrie est très particulière : en haut, une classe aristocratique, possédant de vastes domaines fonciers et tirant d'eux tous ses revenus, — c'est la classe des Magnats — et une petite noblesse terrienne, le gentry, dont beaucoup de membres sont très endettés et qui, depuis 1848,

s'est fortement appauvrie et ne se renouvelle pas par un apport de bourgeoisie. C'est cette classe, qui fournit la masse du personnel parlementaire et administratif de la Hongrie : le régime de feu Tisza consistait pour partie, au point de vue sociale, à s'appuyer sur les membres pauvres de la gentry, en leur fournissant des positions rémunérées par l'Etat.

En regard de ce personnel dirigeant, vivant de la terre et des emplois publics, la masse de la nation hongroise, magyare ou non, se compose de paysans et d'ouvriers agricoles. Cette masse, encore dans l'ensemble inorganisée, comprend à côté de quelques paysans riches ou aisés un grand nombre de paysans qui n'ont qu'un domaine trop petit pour y vivre et doivent s'employer comme journaliers, puis environ 2 millions de gens qui sont simplement des ouvriers agricoles. C'est dans ce milieu que grandissent depuis très longtemps des mécontentements qui se traduisent, les années malheureuses, en troubles agraires ; c'est là qu'on vit dans cet état d'esprit, pittoresquement qualifié la faim de la terre. Ce désir est si vif que le prix des terres a augmenté de moitié et parfois doublé depuis vingt-cinq ans.

Or, quel est le jeu de la politique depuis deux ans ? On a dit au roi : les nobles hongrois ont des aspirations nationalistes et des revendications militaires ; faites alliance avec le peuple contre eux. Le ministère Fejervary fut cet essai, qui peut reprendre demain ; et cet essai est encore gros de résultats, car sous le ministère Fejervary on a travaillé avant tout à l'organisation des paysans et des ouvriers agricoles

contre les nobles. Celui-ci a cherché un appui du côté du parti social-démocrate et du parti socialiste de M. Varkanyi : depuis deux ans, avec cet aide, le premier a organisé les ouvriers agricoles (leur syndicat en un an a recruté 30.000 adhésions) et le second les paysans petits propriétaires. Leur propagande parallèle et jamais ennemie tend au même but : la lutte contre le propriétaire noble par des moyens et des théories différentes. En deux ans, toute la Hongrie a été minée par ce travail souterrain d'un socialisme moitié marxiste et moitié agraire.

La coalition, arrivée au pouvoir, regarde aujourd'hui cette œuvre avec crainte. Hier, elle n'avait pas pour elle seulement son nationalisme, mais elle attirait tous ces mécontents qui venaient à elle comme à l'opposition. Aujourd'hui, ces mécontents se détachent de la coalition. Ils se groupent selon deux tendances diverses, la tendance du nationalisme magyar exaspéré, dont j'ai parlé plus haut, et ces nouvelles tendances sociales. Tout récemment, on me disait que, pour la première fois, l'association des instituteurs d'un comitat, c'est-à-dire d'un département, tout dévoués jusqu'à présent à la coalisation, venait de faire adhésion à la social-démocratie.

La coalition a senti le danger qu'elle court, elle aperçoit les germes répandus dans le pays. Que produiront ces germes? On ne sait. Mais la coalition sent très bien que, dans cette Hongrie travaillée depuis des siècles par des soulèvements agricoles spontanés,

une jacquerie terrible pourrait bien éclater si, demain, les petits paysans affamés de terre et les ouvriers agricoles sans terres s'organisaient.

On comprend alors le jeu terrible que Vienne peut jouer : mettre le marché en main et dire : « Renon-« cez à votre programme, ou nous continuons l'œu-« vre du baron Fejervary et nous introduirons le « suffrage universel que vous avez promis, mais « sans les édulcorants, que nous aurions laissé « appliquer. »

Et la coalition de penser : « Si nous renonçons « à notre programme, ce sont les nationalistes « extrêmes qui vont nous traiter de traîtres et de « vendus à Vienne. »

Devant une pareille situation, on est en droit d'hésiter. On hésite des deux côtés. Du côté du roi, si l'on sent la force que l'on peut déchaîner, on ne peut pas ne pas être effrayé à la pensée du contre-coup qu'un pareil mouvement produirait en Autriche ; du côté de la noblesse magyare, l'hésitation n'est pas moindre : prise entre ces revendications sociales et son programme nationaliste, peut-être se demande-t-elle si une *combinazione* n'est pas possible. Mais les politiques de la coalition seront-ils assez adroits pour savoir tout à la fois apaiser les revendications sociales des paysans et des ouvriers agricoles, résister au travail d'organisation socialiste, faire les réformes qui diminueraient le mécontentement et fortifieraient la situation économique du paysan, en même temps occuper la nation avec des revendications nationales, sans cependant l'exas-

pérer, détourner les esprits d'une séparation douanière effective vers une séparation purement ou surtout formelle, ne pas paraître céder à la Couronne et renoncer pourtant à son programme en la satisfaisant, pour éviter à tout prix la politique ébauchée en 1905 par le roi ? C'est le problème qui décidera de l'avenir de la Hongrie. Si les chefs de la coalition réussissent dans cette entreprise, ils mériteront un brevet d'habileté politique ; mais nécessité rend ingénieux, et ils savent que c'est du sort de leur influence qu'il s'agit : ils savent que le mot d'ordre de l'agitation sociale soulevée sous le dernier ministère dans un but dynastique ne tend à rien moins qu'à la lutte de classes.

Dès lors, vous sentez à quelle réserve est tenu l'observateur qui va en Hongrie, qui voit ces forces en présence et se demande ce que ce sera demain. Les facteurs personnels seront sans doute prédominants et c'est d'eux que paraît dépendre la possibilité d'un accord, d'un *modus vivendi* entre les deux états de la monarchie habsbourgeoise.

III. — LES DANGERS DE PARTAGE EXTÉRIEURS

Si donc le danger de la dissolution spontanée de l'Autriche est improbable, comme je le disais en commençant, si celui du séparatisme hongrois est incertain, quelle valeur convient-il d'assigner à celui résultant des convoitises des états voisins ?

Il ne peut s'agir ici des aspirations de la nation serbe ou de la nation roumaine, qui n'ont point à

leur disposition une force suffisante pour se pouvoir réaliser.

Le courant panslaviste a existé en Russie, mais que les temps paraissent loin, où l'on pouvait donner importance aux visées d'un Skobelef, soutenant ce paradoxe que la Russie ne devait s'arrêter qu'aux rives de l'Isonzo !

En Italie, le parti irrédentiste remue par instant l'opinion, quand des incidents se produisent ; mais si l'*Italia irredente* est chère aux cœurs des patriotes italiens, c'est pour se prémunir contre l'Autriche que le gouvernement de Rome est entré dans la Triplice : puisqu'il l'a recherchée, comme une sorte d'assurance contre le risque de guerre, c'est qu'il ne peut menacer sérieusement l'état ami et rival. L'Autriche-Hongrie semble, au contraire, poser ses conditions et l'on pouvait lire naguère dans les feuilles publiques de Vienne une sorte d'ultimatum à l'adresse de l'Italie, se résumant dans cette formule : Ou allié, ou ennemi.

Seul donc nous intéresse vraiment le pangermanisme extérieur, la politique allemande : peut-on dire que l'Allemagne désire le partage de l'Autriche-Hongrie ? Il me paraît qu'à cet égard, il faut distinguer soigneusement entre l'opinion publique et le gouvernement.

Quiconque est allé en Allemagne, a causé avec des hommes de diverses situations, s'est trouvé surtout en relation avec les milieux intellectuels, avec des professeurs ou des étudiants, emporte l'impression

qu'il existe en Allemagne deux idées ou deux sentiments dans l'opinion publique. C'est, d'une part, que tôt ou tard, qu'on le veuille ou non, par la force des choses, par suite des destinées de la vie, en quelque sorte, les parties allemandes de l'Autriche feront retour à une grande Allemagne : c'est la destinée historique de l'Allemagne, pense-t-on, d'unir aujourd'hui les terres allemandes situées en dehors d'elle, comme ce fut jadis le rôle du Saint-Empire romain germanique. D'autre part, on ne peut admettre qu'un jour ou l'autre les influences slaves prédominent en Autriche : la pensée d'une hégémonie slave est insupportable. Ces deux sentiments se retrouvent fréquemment en Allemagne, non seulement dans les milieux pangermanistes, mais aussi dans les milieux nationaux-libéraux, par exemple, prédominants dans les universités allemandes.

Mais de là, à soutenir que le gouvernement allemand désire le partage de l'Autriche, il y a très loin. Je n'ai pas la prétention de connaître la politique profonde de Berlin. Je sais que c'est la politique du secret et ce n'est point moi qui le découvrirait. Je veux donc seulement examiner en raison ce que peut être cette politique.

Pour l'Allemagne, le *statu quo* paraît excellent. La Triplice, quand on y songe, est la réalisation modernisée du Saint-Empire romain germanique. C'est ce Saint-Empire avec ses avantages et sans ses inconvénients. Avec ses avantages, parce que l'Allemagne y trouve la force militaire et diplomatique dont elle peut avoir besoin. Sans ses inconvénients,

parce qu'elle n'a pas à craindre ainsi de rompre en faveur du catholicisme sa politique d'équilibre entre les religions ; parce qu'elle n'a pas à redouter que Vienne ne fasse à nouveau contrepoids à Berlin dans l'intérieur d'un nouvel empire et ne soit en tout cas un centre de ralliement pour les mécontents ; parce qu'elle évite d'introduire dans l'Etat de nouveaux concurrents économiques aux *Junkers,* aux agrariens, si influents dans la Prusse orientale ; enfin et surtout, parce que de pareilles ambitions seraient grosses de guerre européenne, peut-être mondiale, et qu'on ne déchaîne pas pareil fléau, qu'on ne joue pas pareille partie sans les plus puissants, les plus décisifs motifs. Donc, en raison, il me paraît que la politique du cabinet de Berlin ne peut que désirer s'en tenir à la Triplice, sans poursuivre le partage de l'Autriche-Hongrie.

Cependant, je suis obligé de faire certaines réserves : d'abord parce qu'il se produit même dans la politique des grands états des impulsions qui ne relèvent pas purement de la raison ; mais surtout parce qu'il faut, pour que ce raisonnement vaille, que l'Autriche-Hongrie reste une force diplomatique et militaire sur laquelle le cabinet de Berlin ait l'impression et le sentiment qu'il peut compter.

Or ce sentiment, cette impression peut se modifier peu ou prou dans au moins trois hypothèses, dont je ne discute pas ici les chances de réalisation.

Première hypothèse : les éléments slaves devenant plus forts en Autriche, et même formant dès le pro-

chain Reichsrath une majorité nominale de deux voix, ils pourraient un jour ne plus laisser le Parlement donner le même assentiment à l'alliance austro-hongroise et devenir capables d'influer sur la politique étrangère de l'Empire.

Deuxième hypothèse : si à Berlin l'esprit autoritaire de la politique prétendait faire de l'Autriche-Hongrie un second trop docile ou une amie toujours prête à accepter tous les mots d'ordre, celle-ci pourrait refuser de suivre servilement l'impulsion donnée.

Enfin, troisième hypothèse : la politique hongroise pourrait arriver à vouloir et à pouvoir modifier l'équilibre de l'Europe centrale. Etant donnés les faits récents, c'est actuellement la plus digne de considération[1] : les discours prononcés à la dernière tenue de la délégation hongroise, dont j'ai présenté ailleurs l'analyse, montrent que la coalition ne suit plus la même politique étrangère que le gouvernement libéral : elle est sans doute encore dans sa grande majorité favorable à l'alliance allemande, mais avec réserve et retenue et avec des conditions telles qu'on peut se demander si le cabinet de Berlin se déclarera satisfait.

Les orateurs du parti de l'indépendance, comme M. Paul Hoitsy, n'hésitent pas à dire que « s'ils ne « trouvent pas en Allemagne une considération éga- « lement loyale, le nombre des adversaires de l'al-

1. Cf. nos études : Lettre d'Autriche-Hongrie au *Journal des Débats*, 26 nov. 1905 : Les alliés de la Hongrie contre l'Autriche. — La politique étrangère de l'Autriche-Hongrie et la Hongrie, *Questions Diplom. et Coloniales*, 1er août 1906, p. 129-150.

« liance augmentera » ; dans une espèce d'ultimatum que celui-ci, un des principuax membres du parti, prononçait il y a quelques mois, il indiquait que, pour que les Hongrois pussent rester partisans de l'alliance, il fallait que le gouvernement allemand se montrât favorable au gouvernement national hongrois et il s'écriait : « Qu'on le comprenne enfin à « Berlin ! Si nous, Hongrois, nous cessons d'être par- « tisans de la Triplice, la question se posera de « savoir quelle nation pourra jouer le rôle que nous « avons tenu jusqu'ici et si même le lien pourra « subsister contre notre volonté [1]. »

Et un autre orateur, le comte Batthyany, vice-président du parti de l'indépendance, ajoutait : « L'opinion publique en Hongrie vit dans la croyance « que les grandes dépenses de l'armée sont dues « en grande partie à la Triplice et nous trouvons « que le *Wacht am Rhein* sonne trop haut de ce « côté-ci de la Leitha [2]. »

Comment, dès lors, ne pas approuver les commentaires de l'organe Viennois, la *Neue Freie Presse* : « C'est déjà certainement un signe que, malgré « toutes les assurances officielles, les bases fermes « comme du granit sur lesquelles cette alliance « repose dans le monde des idées politiques de la « Hongrie sont sensiblement ébranlées [3]. »

Concluons donc, si vous le voulez, qu'une modification de la politique allemande est improbable,

1. Séance du 26 juin 1906 de la Délégation hongroise.
2. Séance du 25 juin 1906 de la Délégation hongroise.
3. *Morgenblatt*, 27 juin 1906.

mais qu'elle n'est pas impossible. Cela seul suffit pour que notre politique soit active et vigilante.

*
* *

Que doit donc être, en cette matière, la politique française ? Répondre à cette question, c'est redire des lieux communs. Nous avons aujourd'hui, à l'égard de l'Autriche-Hongrie, une politique que la jeune école diplomatique peut qualifier de classique. Nous sommes singulièrement revenus de 1866 et des folies du second Empire. Nous savons la nécessité d'une Autriche-Hongrie forte et de son rôle nécessaire dans l'équilibre européen. Nous connaissons la commune doctrine de ceux qui se préoccupent de cette question. Relisez les discours de M. Ribot ou de M. Deschanel [1], les livres et les articles de M. Hanotaux ou de M. Anatole Leroy-Beaulieu, et vous y verrez tracer la ligne de conduite nécessaire d'une politique française.

Je ne suis donc qu'un écho en concluant après eux « pour qu'il y ait une Europe, il faut qu'il y ait une Autriche en Europe » [2] ; que, si l'Autriche-Hongrie

1. Certains organes de Vienne ont prétendu que M. Deschanel ne partageait point cette commune doctrine. On la retrouve cependant et dans son livre *Politique intérieure et étrangère* et dans son discours de réception à l'Académie française (1er février 1900), où il approuve les pensées de Hervé : « Une « Autriche unie et forte est nécessaire pour arrêter l'ambition « prussienne, l'unité allemande... La France elle aussi, venait « d'être vaincue (à Sadowa) sur ce champ de bataille d'où elle « était absente ».

2. Ch. Benoist, L'Europe sans l'Autriche, *Revue des Deux Mondes*, 15 nov. 1899, p. 260.

n'existait pas, il faudrait l'inventer; que la nécessité politique l'ayant créée, nous n'avons qu'à demeurer en bonne amitié avec cet Etat et chacune des nationalités qui y vivent, à resserrer cette amitié, si elle le désire, à la témoigner par des faits, s'il en est besoin. Aussi ai-je le droit de dire en finissant que l'Europe sans l'Autriche ce serait pour la France un nouveau Sedan (*Applaudissements prolongés*).

Messieurs [1],

Je serais certainement votre interprète fidèle, en remerciant et en félicitant M. Louis-Jaray de la remarquable conférence, où plutôt de l'étude substantielle qu'il vient de faire devant vous. J'en ai admiré la méthode : j'ai cru y reconnaître les traditions de l'École des Sciences politiques dont M. Louis-Jaray a été un des plus brillants élèves, et aussi la documentation abondante. Cette documentation, M. Louis-Jaray ne l'a pas puisée seulement dans les livres : il l'a recueillie sur place, au cours des missions qu'il a remplies en Autriche-Hongrie. Je prévoyais tout cela, je le savais, ma confiance s'en inspirait; et pourtant je n'ai pas pu m'empêcher d'éprouver pour M. Louis-Jaray quelque appréhension dónt je m'excuse, lorsque j'ai lu sur le programme de vos conférences qu'il devait traiter la question de l'Autriche-Hongrie, car je n'en connais pas de plus complexe, ni de plus délicate. Il faudrait pour l'épuiser, non pas une conférence, mais dix, mais vingt. Aussi M. Louis-Jaray ne l'a-t-il pas épuisée ; mais il n'en a rien omis d'essentiel, et c'est beaucoup. Je n'ai que bien peu de chose à ajouter à ce qu'il vous a dit : je me contenterai de le résumer et de donner, s'il est possible,

1. Discours prononcé par M. Francis Charmes, le 15 mars 1907.

plus de précision encore aux conclusions qu'il en a tirées.

Il vous a très bien montré que l'Autriche-Hongrie n'était pas un de ces pays, d'ailleurs assez rares, — comme la France par exemple, — dont l'unité nationale est achevée et parfaite. C'est un assemblage de races et de nationalités différentes, rarement d'accord entre elles, souvent même en conflit. L'histoire de l'Autriche-Hongrie se compose, en partie, de celle de ces luttes presque permanentes entre les nationalités qui la composent ; mais de ces luttes même est né en fin de compte, par un heureux phénomène, un gouvernement *sui generis*, souple et résistant, s'adaptant aux situations les plus diverses, obéissant à des traditions politiques créés par l'expérience, dans lequel est venue s'incarner l'idée de patrie avec tous les sentiments généreux et loyalistes qu'elle développe.

On pourrait croire au premier abord que c'est là une œuvre artificielle de la politique ; mais on se tromperait gravement si on le faisait, et cela pour deux motifs principaux. Le premier est que l'œuvre de l'histoire n'est jamais artificielle : elle sort lentement parfois, difficilement, douloureusement même, mais toujours logiquement de la nature des choses. Le second est que l'œuvre, cette fois, était nécessaire.

Cette nécessité est de l'ordre intérieur et de l'ordre extérieur.

Toutes ces nationalités que M. Louis-Jaray vous a énumérées, réunies, ou plutôt juxtaposées sur un

territoire dont les frontières lointaines sont quelquefois assez mal définies, avaient besoin, à côté, au-dessus des gouvernements locaux qu'elles entendaient conserver avec un particularisme jaloux, d'avoir un gouvernement central qui leur donnât le sentiment de la solidarité, de l'unité de leurs intérêts, et qui les représentât aux yeux de l'Europe. Et l'Europe, à son tour, avait un besoin non moins impérieux, pour le maintien de son équilibre, d'une Autriche puissante, douée d'un gouvernement fort. M. Louis-Jaray vous a dit comment le gouvernement austro-hongrois avait rempli cette double mission au dedans et au dehors. A mon sens, messieurs, au milieu de mille vicissitudes, il l'a fait à son honneur, de manière à mériter la confiance de ses peuples et les sympathies des autres puissances.

M. Louis-Jaray a terminé sa conférence en répétant un mot connu, à savoir que si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer; et je le répèterais moi-même volontiers, si on inventait un pays, une nation, un gouvernement. L'histoire seule fait de ces miracles et heureusement, ici, elle s'est chargée de ce soin. L'Autriche vit et vivra longtemps. Je me joins à M. Louis-Jaray pour vous mettre en garde contre les prévisions, peut-être devrais-je dire les visions des pessimistes qui annoncent sa dislocation à échéance prochaine. Je vous avoue ne pas croire un mot de leurs prophéties. L'Autriche a assez de ressources en elle-même ; — si certains courants l'emportent, d'autres la retiennent ; il y a en elle des poids et des contrepoids — ; enfin elle possède une

force propre suffisante pour faire face aux dangers dont on la menace, dangers souvent imaginaires et toujours exagérés. Soyez-en sûrs, Messieurs, la nécessité qui l'a faite ce qu'elle est la maintiendra, sinon exactement telle qu'elle est, car l'évolution est la loi de tous les organismes vivants, du moins avec ses éléments et dans son cadre actuel. Il ne pourrait en être autrement que si une agression — sans contre-partie — venait du dehors, et il n'en viendra pas. Il s'en est produit autrefois lorsque l'Autriche étendant au loin son action, sur l'Italie par exemple, pesait d'un poids lourd sur des nationalités en voie de formation, aspirant à l'unité et à l'indépendance ; ou encore lorsqu'elle occupait en Allemagne la grande situation que vous savez, et que d'autres jalousaient. Mais aujourd'hui l'Autriche ne pèse, en dehors de ses frontières légitimes, sur aucune nationalité, et elle n'est plus au centre de l'Europe l'objet des mêmes convoitises ardentes. A des degrés différents, chacun a intérêt à sa conservation. M. Louis-Jaray vous l'a fait sentir. Je n'ajouterai qu'un mot sur l'intérêt que nous avons, nous Français, à ce que l'Autriche reste ce qu'elle est.

Notre intérêt est d'abord, comme pour toutes les autres puissances, celui qui s'attache à leur commun équilibre : il n'y en a pas qui importe davantage au maintien de la paix. L'Autriche ne pourrait pas perdre de territoires, sans que ces territoires vinssent grossir d'autres pays déjà trop grands. Mais ce n'est pas le seul motif que nous ayons de nous intéresser à elle. L'Autriche, Messieurs, depuis longtemps déjà, a été

un élément pondérateur dans les systèmes politiques dont elle fait partie. Elle fait partie de la Triple Alliance: ce n'est pas moi qui lui en ferai un grief. Elle a cru de son intérêt d'y entrer, et personne n'a le droit de demander à une nation de sacrifier son intérêt : tout ce qu'on peut lui demander est de le mettre d'accord, quand cela est possible, avec celui des autres. L'Autriche a rempli cette condition, permettez-moi le mot, honnêtement. Elle est entrée dans l'alliance allemande, soit; mais elle ne l'a pas fait sans prendre quelques mesures pour n'être pas entraînée plus loin qu'il lui convenait d'aller, et c'est sur ce point que je voudrais, en finissant, appeler votre attention.

J'ai feuilleté de nouveau, à votre intention, ce livre très suggestif qui est intitulé : *Pensées et souvenirs* du prince de Bismarck, et voici ce que j'y ai trouvé. Le chancelier allemand raconte ses conversations avec le comte Andrassy au moment de la conclusion de l'alliance. « Nous parvînmes facilement, dit-il, à nous entendre sur la question d'une alliance permanente contre une attaque de la Russie dirigée contre l'une ou l'autre des deux parties contractantes : ma proposition d'étendre notre alliance à des attaques d'autres puissances que la Russie ne trouva par un accueil favorable au près du comte. » Et plus loin : « L'appui de l'Autriche contre la Russie est pour nous plus facile à obtenir que contre la France, maintenant que les frottements de ces deux puissances, dans cette Italie qu'elles courtisaient toutes deux, n'existent plus sous leur ancienne

forme. » Aussi est-ce spécialement contre la Russie qu'à ce moment l'alliance était faite. On était en 1879, après le congrès de Berlin, et on avait quelques raisons de croire qu'on était peu satisfait à Saint-Pétersbourg de ce qui s'était passé dans cet aréopage européen. Cela n'a pas empêché plus tard, et surtout dans ces dernières années, l'Autriche de se rapprocher de la Russie pour le règlement de ces affaires des Balkans qui étaient entre elles la pierre d'achoppement. « Le traité que nous avons signé avec l'Autriche, dit enfin le prince de Bismarck, au point de vue d'une défensive commune contre la Russie, est *publici juris.* » En effet, il a été publié. « Une alliance défensive analogue entre les deux puissances contre la France n'est pas connue. Le traité austro-allemand n'accorde pas à l'Allemagne directement menacée la même protection contre la France que celle qu'il accorde à l'Autriche en cas de guerre avec la Russie. »

Messieurs, j'arrête là mes citations : que prouvent-elles ? Elles prouvent, comme je vous l'ai dit, que, dans ses alliances, l'Autriche a pris ses précautions et marqué ses limites. C'est ce qui lui a permis de jouer dans la politique générale le rôle modérateur que je vous ai signalé, et qui a ressemblé parfois de sa part à une véritable magistrature. M. Tardieu vous a rappelé, il y a quelques jours, ce qu'a été ce rôle à Algésiras. En le qualifiant d'utile, de grandement utile, je crois le définir exactement et lui donner l'éloge qu'il mérite.

Je ne voudrais pas, Messieurs, clore cette séance sans remercier votre section d'histoire et de diplo-

matie de m'avoir confié le soin de la présider. Je me sens rajeuni en me retrouvant dans cette chaire d'où je suis descendu il y a quelque vingt ans. J'avais déjà alors le périlleux honneur d'y succéder à M. Ribot : il y faisait la première partie, et moi la seconde, de l'histoire législative et parlementaire. Depuis, d'autres obligations, d'autres travaux m'ont éloigné de l'École des Sciences politiques ; mais mon souvenir lui est resté fidèle, et j'aime à croire que c'est parce que vous n'en avez pas douté que vous avez bien voulu me rappeler ce soir parmi vous. (*Applaudissements prolongés.*)

IV

LA QUESTION DE MACÉDOINE ET DES BALKANS

CONFÉRENCE DE M. RENÉ PINON

RÉDACTEUR DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE
À LA *Revue des Deux Mondes*

DISCOURS DE M. ALBERT VANDAL

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Messieurs[1],

Je n'ai pas à vous présenter M. René Pinon. Devant un auditoire tel que vous, faire son éloge serait doublement impertinent. Vous savez tous quel rang il tient dans cette pléiade d'hommes jeunes, instruits, supérieurement informés, qui se donnent la mission de nous apprendre ces affaires du monde qui sont aussi les nôtre, car la France ne saurait, sans manquer à son passé et à son rang, se désintéresser de ce qui se passe sur un point quelconque du globe. De sa part, indifférence serait abdication.

C'est ce qu'a si bien compris M. René Pinon lorsque, récemment encore, dans des études remarquables, il nous expliquait les questions engagées sur les bords du lointain Pacifique, la Chine mystérieuse, le continent jaune, la guerre de Mandchourie, le Japon entré par effraction dans l'actualité, les puissants intérêts en jeu et les grandes concurrences. Mais, plus près de nous, à soixante-douze heures maintenant de Paris, des régions jusqu'à ces dernières années restaient à découvrir. La Macédoine, par exemple ! quel nom plus illustre et quelle terre longtemps inconnue, aussi inconnue

1. Allocution prononcée par M. A. Vandal le 3 mai 1907.

que certaines régions de l'intérieur de la Chine ou du centre de l'Amérique !

Il y a une trentaine d'années, les grandes commotions de l'Orient ont appelé l'attention sur la Macédoine, en mettant son sort en question. Des voyageurs, qui étaient en même temps des observateurs, des érudits, l'ont explorée. Le chemin de fer l'a rapprochée de nous ; il fût un temps, pas très éloigné, où les voies ferrées en Orient se réduisaient à quelques tronçons à peine amorcés, où de rares trains partaient quelquefois et n'arrivaient jamais. Aujourd'hui Salonique est tête de ligne, tête de l'une des grandes lignes de communications européennes et mondiales. Enfin, par un phénomène singulier, il semble que toutes les races de l'Orient européen se soient donné rendez-vous en Macédoine, non certes pour y tenir un congrès de la paix, mais pour une lutte âpre, ardente, acharnée. Toutes y sont en lutte, parce que toutes y ont leurs représentants. On dirait une carte d'échantillons, mais d'échantillons violemment disparates.

C'est l'objet actuel de ce conflit que M. René Pinon va nous montrer. Il va le situer dans son cadre, c'est-à-dire parmi les régions et les races de la péninsule des Balkans. Et, comme, en Orient, s'il est intéressant de discerner le mal, il est parfois assez difficile d'indiquer le remède, c'est à ses conclusions surtout que je l'attends (*Vifs applaudissements*).

Messieurs[1],

Le maître éminent et aimé, dont les éloges me couvrent de confusion et me créent une tâche bien au-dessus de mes forces, a cité, à la première page de son livre sur *La mission du marquis de Villeneuve à Constantinople,* un curieux passage des Mémoires du marquis d'Argenson. Le ministre de Louis XV écrit :

« La première grande révolution qui arrivera probablement en Europe sera la conquête de la Turquie. Cet empire devient trop faible par son mauvais gouvernement, par l'impossibilité qu'il devienne meilleur, la sûreté qu'il deviendra pire. Tout se soulève dans l'Empire ottoman. Tous les jours une plume de l'aile est ôtée. »

Combien d'autres, depuis d'Argenson, ont fait la même prophétie ! Pour n'en citer que deux, le tsar Nicolas Ier en 1853, dans sa fameuse conversation avec sir George Hamilton Seymour, et lord Salisbury en 1895, pendant la crise Arménienne, ont repris cette prédiction. Tous ont été mauvais prophètes; et, cependant, à chaque crise ou peu s'en faut, « une plume de l'aile a été ôtée ». En sorte que l'on pourrait poser la question en ces termes, si

1. Conférence faite par M. René Pinon, le 3 mai 1907.

l'on voulait continuer l'image : à quelle plume en sommes-nous aujourd'hui ?

La crise actuelle de la question d'Orient s'appelle la question macédonienne. Elle est la forme actuelle, ou, si l'on veut, la localisation actuelle de la maladie chronique dont l'Europe souffre depuis longtemps. Mais le fait que la plaie est particulièrement vive en Macédoine n'empêche pas que la maladie ne soit générale, qu'elle ne s'étende à tout l'Empire ottoman et qu'elle ne fasse sentir ses conséquences dans toute l'Europe. Étudier la crise locale, uniquement pour elle-même et en elle-même, serait un contre-sens. Il faut d'abord la situer dans l'évolution générale de la politique orientale et, ensuite, la replacer dans la politique européenne actuelle.

Ce n'est point, à la vérité, une tâche aisée, car les conditions naturelles et permanentes qui font l'importance de la question d'Orient dans la politique universelle, font en même temps son extrême complexité.

En Orient, les solutions ne sont jamais simples, encore qu'elles le paraissent parfois, et ceux qui croient découvrir des solutions simples se bercent d'illusions. De Vienne jusqu'à Bombay, on est dans le domaine de la question d'Orient. Le moindre incident qui se produit dans cette immense étendue de pays peut avoir sa répercussion jusque dans nos pays d'Occident.

Telle est la place de la question d'Orient dans la politique générale, qu'on peut dire qu'il n'est pas une des combinaisons politiques, un des grands sys-

tèmes d'alliance qui ont régi l'Europe depuis plus d'un siècle, dans lequel la question d'Orient ne soit entrée comme facteur principal. Être d'accord sur la question d'Orient, sur la politique à suivre dans la péninsule des Balkans, ou, tout au moins, trouver sur ce point un « modus vivendi » a toujours été la condition nécessaire, indispensable, de toute alliance stable et durable. Albert Sorel a admirablement montré comment les monarques, coalisés contre la Révolution française, étaient plus préoccupés des « Jacobins de Pologne » que de venger Louis XVI.

Il a fallu l'injure faite, par le traité de Francfort, à la France et au droit qu'ont les nationalités de disposer d'elles-mêmes, pour faire, pendant quelque temps, prédominer un élément nouveau : la nécessité pour l'Allemagne, de conserver et de garantir ses conquêtes.

Encore pourrait-on dire et il me serait facile de vous le montrer, si j'en avais le temps, que c'est sous leur aspect oriental et en relation avec les événements balkaniques qu'il convient d'étudier les origines, le développement et la décadence de ces combinaisons politiques qui ont suivi 1871, et qui s'appellent l'Entente des trois empereurs, la Triple Alliance, et la Double Alliance. Et si aujourd'hui d'autres combinaisons politiques viennent à se dessiner à l'horizon, je voudrais que vous emportiez de cette causerie l'impression que la question d'Orient est bien loin d'y être étrangère.

I

Je voudrais, avant d'aller plus loin, définir quelques termes, afin que vous vous rendiez bien compte de la contradiction initiale qui pèse sur la politique européenne dans l'Empire ottoman et qui l'oblige, soit à se désavouer sans cesse elle-même, soit à se contenter de demi-mesures. Je veux parler de la coexistence, lorsqu'il s'agit de l'Empire ottoman, de deux états d'esprit contradictoires, dont l'un conduit à la politique d'intervention et l'autre à la politique d'intégrité.

La première, la politique d'intervention, s'inspire d'un idéal abstrait, religieux, philosophique, humanitaire. Jadis elle a fait les croisades, et il en subsiste un sentiment plus ou moins obscur de la solidarité nécessaire, historique, des chrétiens en face des non chrétiens.

A ces survivances du vieil idéal de la chrétienté s'est superposé, depuis la Révolution française, un élément nouveau : le droit des nationalités, les droits de l'humanité, qui ont été souvent, au cours du siècle dernier, un prétexte à brouiller les cartes en Orient et à servir des intérêts très égoïstes.

Le terme de la politique d'intervention serait tout naturellement l'émancipation de toutes les populations chrétiennes soumises contre leur gré aux Turcs.

La politique d'intégrité est plus difficile à définir, car elle ne se réclame d'aucune doctrine. Elle a pour

règle l'utilité et pour fin l'intérêt. Il s'agit de maintenir l'Empire ottoman parce qu'il est nécessaire à l'équilibre européen. Je dirais volontiers, si j'ose employer pareille comparaison, que cette politique n'est cependant pas tout à fait celle du chien du boucher, qui ne peut pas lui-même mordre à la viande, mais qui empêche les autres d'y toucher. Les nations qui l'ont pratiquée, en ont tiré des bénéfices très positifs, soit pour leur commerce, soit pour leur industrie, soit pour leur influence morale et politique.

La politique d'intégrité n'est même pas dépourvue d'idéal puisqu'elle se propose de maintenir l'équilibre nécessaire à la vie des nations, de contribuer à leur grandeur et à leur bonheur et, par là, au bonheur et au progrès de l'humanité.

En pratique, la politique d'intervention et la politique d'intégrité trouvent une conciliation dans la politique des réformes, que l'on pourrait définir : un compromis entre la politique aventureuse d'intervention et la politique terre à terre des intérêts.

Sans doute, il est avéré que les réformes, dans la péninsule des Balkans, sont trop souvent une illusion, un trompe l'œil, mais cependant, si l'on regarde en arrière le cours de l'histoire, on voit que des résultats considérables ont été acquis. Des nations ont été affranchies, le sort de certaines autres est moins précaire et il est à croire qu'une évolution de même nature les conduira à l'émancipation. L'histoire en main on est conduit à se

demander si, en définitive, cette politique des réformes n'était pas la seule réalisable et si elle n'a pas offert la seule conciliation possible entre une justice idéale et d'ailleurs mal définie et la réalité quotidienne des solutions pratiques.

Retraçons maintenant, très rapidement et à grands traits, les principales crises de la question d'Orient, depuis le milieu du XIXe siècle. Il serait impossible, en effet, de comprendre l'attitude des puissances européennes en face de la question Macédonienne, si on n'esquissait pas, au moins depuis le congrès de Berlin, le caractère de l'évolution de la question d'Orient.

La Grande-Bretagne a été, au cours du XIXe siècle, le champion de l'intégrité de l'Empire ottoman. Il semble que ce soit alors un dogme de sa politique; elle s'en sert notamment en 1833 contre la Russie et en 1840 contre Mehemet-Ali et Louis-Philippe. Elle la fait triompher, grâce aux armes françaises, devant Sébastopol en 1854-1855. Malheureusement l'animosité de l'Angleterre contre la Russie se traduit par des clauses trop dures auxquelles la France a le tort de souscrire : l'exclusion de la marine russe de la Mer Noire, etc.

Les fautes commises en Orient se payent cher : c'est nous qui, en 1871, pendant notre douloureux tête à tête avec la Prusse victorieuse, avons payé les conséquences de cette erreur de 1855. Au moment, en effet, où nous subissions la loi de la force, la Russie était occupée à déchirer le traité de Paris.

Quant aux populations chrétiennes, l'Angleterre

ne s'en préoccupait pas, ou si elle s'en préoccupait, c'était pour souhaiter qu'elle fussent absorbées le plus vite, le plus complètement possible, dans une Turquie nouvelle, libérale, parlementaire même. L'Angleterre voyait là le meilleur moyen de supprimer leurs revendications, gênantes parce qu'elles servaient de prétexte à la Russie pour intervenir dans les Balkans et parce qu'elles affaiblissaient l'Empire ottoman.

Au contraire, à la même époque, l'Autriche-Hongrie, exclue des affaires allemandes après 1866, se tournait du côté de l'Orient et, par la voix du comte de Beust, se montrait favorable « au développement de l'autonomie des populations balkaniques et à l'établissement d'un *selfgovernment* limité par un lien de vassalité. »

Survient la crise qui dure de 1874 à 1880. La Russie y représente la politique d'intervention, de libération des populations chrétiennes ; l'Angleterre, en face d'elle, s'oppose de toutes ses forces, de toute sa puissance, à cette libération. Le 19 juin 1877 l'ambassadeur anglais, M. Layard, écrit :

« La politique qui nous a fait soutenir la Turquie pour nos propres fins et notre sécurité, et non pas pour un amour abstrait des Turcs ou de leur religion, n'est pas de celle que les événements des derniers mois, n'ayant aucune relation avec elle, suffiraient pour renverser. Elle est fondée en partie sur la croyance que la Turquie est une barrière aux desseins ambitieux de la Russie en Orient, et que le sultan, chef reconnu de la religion mahomé-

tane, est utile, sinon nécessaire, à l'Angleterre qui a des millions de musulmans parmi ses sujets ».

Il est impossible de définir plus nettement une politique purement utilitaire. A cette politique anglaise du cabinet Derby s'oppose celle des Trois Empereurs, qui est définie dans les documents diplomatiques connus sous le nom de « la note Andrassy » et « le memorandum de Berlin », qui recommandent énergiquement des réformes.

Ainsi, à l'époque de la crise de 1878, les positions sont bien nettement prises : « indépendance et intégrité de l'Empire ottoman », affirme lord Derby. Oui, répond Gortschakoff, mais « subordonnée aux garanties réclamées par l'humanité, les sentiments de l'Europe chrétienne et le repos général ; puisque la Porte est incapable de remplir les engagements qu'elle a contractés, par le traité de 1856, vis-à-vis de ses sujets chrétiens, l'Europe a le droit et le devoir de se substituer à elle, en tant qu'il est nécessaire, pour en assurer l'exécution. »

Mais voici où les choses vont changer. Déjà, avant la guerre, les empereurs de Russie et d'Autriche s'étaient rencontrés le 8 juillet 1876 à Reichstadt et il était sorti de leur entrevue, à l'insu du prince de Bismarck, l'accord du 15 janvier 1877 qui allait assurer en cas de guerre, la neutralité de l'Autriche-Hongrie moyennant l'occupation de la Bosnie et l'Herzégovine. Bismarck, mécontent de Gortschakoff se rapproche de l'Angleterre, il prépare avec lord Beaconsfield le congrès de Berlin et le fait aboutir au traité qui détruit l'œuvre de San Stefano

et annihile, en Bulgarie comme en Arménie, le fruit de la victoire des Russes.

Après le congrès de Berlin, plusieurs faits nouveaux apparaissent dans la politique orientale. D'abord, plusieurs puissances, Roumanie, Serbie, Monténégro, Bulgarie, Grèce, se sont développées dans la péninsule des Balkans et ont pris une importance qui ne fera que grandir : c'est l'élément de l'avenir.

En second lieu, l'Europe en déchirant le traité de San Stefano, qui émancipait presque tous les chrétiens de la Turquie d'Europe, a pris une lourde responsabilité. Elle a replacé les populations de la Macédonie sous le joug turc, mais elle leur a promis, par l'article 23 du traité de Berlin, de leur assurer les réformes nécessaires pour qu'elles puissent vivre et se développer.

Ainsi, — c'est un point que je vous demande de ne pas oublier, — à l'origine de la question de la Macédoine, nous trouvons la responsabilité très nettement établie de l'Europe.

Enfin, en troisième lieu, du congrès de Berlin date l'entrée de l'Allemagne dans la politique orientale. Bismarck, qui, naguère encore, disait que les affaires d'Orient ne valaient pas « la solide charpente d'un grenadier poméranien », a compris ce que pourrait devenir, en Orient, la politique allemande. Il trouve son avantage à pousser l'Autriche dans cette direction qui l'éloigne de l'Europe centrale et lui fait oublier Sadowa ; il entrevoit aussi les avantages que l'avenir pourra offrir à son propre pays, au point

de vue économique et politique, dans la péninsule des Balkans. Ainsi, de même que Cavour et l'Italie avaient été les bénéficiaires du congrès de Paris, de même Bismarck et l'Allemagne sont les bénéficiaires du congrès de Berlin.

Mais la Russie, frustrée du fruit de ses victoires, en garde rancune beaucoup plus à l'Allemagne, son alliée de la veille, qu'à l'Angleterre son adversaire. A l'origine de l'Alliance franco-russe comme à l'origine de la Triple Alliance il y a le congrès de Berlin et les affaires d'Orient.

Quant à l'Angleterre, elle avait fait un faux calcul. Elle avait cru que les populations balkaniques deviendraient l'avant-garde de la Russie vers la mer Egée, et voilà qu'il se trouvait au contraire que, quelques mois seulement après le congrès de Berlin, ces mêmes nationalités devenaient la barrière la plus efficace entre la poussée russe et la Méditerranée. La Roumanie, entrée au congrès de Berlin alliée de la Russie en sort amie de l'Allemagne. La Bulgarie, créée par le traité de San Stefano mais coupée en trois tronçons par le traité de Berlin, va elle aussi se tourner du côté des puissances de l'Europe centrale et occidentale. Rien n'est difficile à se faire pardonner comme un bienfait. Les Russes n'eurent pas cet art délicat. Leurs généraux, leurs soldats se conduisirent en Bulgarie un peu comme en pays conquis. Ils blessèrent le sentiment national des Bulgares si bien que, quelques années après sa délivrance, la Bulgarie était devenue très anti-russe. En 1883 la rupture était

complète entre le tsar et son neveu le prince Alexandre.

Ainsi, jamais la Russie n'avait été plus éloignée de son but qu'après avoir été sur le point de l'atteindre. Quant à l'Angleterre, elle avait dépensé des trésors d'habileté diplomatique pour éloigner la Russie du canal de Suez et, du même coup, elle en avait rapproché l'Allemagne. Dès qu'elle s'aperçoit de cette conséquence, qu'elle n'avait pas prévue, elle modifie sa politique. Elle avait été le champion irréductible de l'intégrité de l'Empire ottoman, elle va devenir le champion des nationalités et travailler à la dislocation de ce même organisme turc qu'elle avait tout fait pour consolider.

Cette orientation nouvelle apparaît dans la crise de 1885. La révolution Rouméliote ayant provoqué un mouvement tendant à la réunion de la Roumélie à la Bulgarie, la Russie s'y oppose tandis que l'Angleterre conseille aux Turcs de reconnaître la réunion des deux Bulgaries sous l'autorité du prince et la suzeraineté du Sultan. Mais le plus curieux en cette affaire, c'est que les mêmes formules, qui avaient servi en 1878, reparaissent, seulement ce n'est plus dans les mêmes bouches. Aujourd'hui, c'est la Russie qui parle du respect des droits du Sultan, et c'est lord Salisbury, — le même lord Salisbury du congrès de Berlin, revenu au pouvoir pour quelques mois, — qui parle « d'améliorer le sort des populations, de consulter leurs vœux, d'examiner leurs griefs. » Tant il est vrai que, dans toute cette politique, il n'y a que des intérêts !

La même politique se développe dans la crise Arméno-Crétoise de 1894-1895. On y voit lord Salisbury, en un langage tout émaillé de citations bibliques, prophétiser le châtiment des méchants et la destruction de l'Empire ottoman. Ses discours, rapprochement singulier, reproduisent presque mot pour mot la fameuse conversation de Nicolas I[er] avec sir George Hamilton Seymour, en 1853, qui fut le prélude de la guerre de Crimée.

Contre l'alliance franco-russe, l'Angleterre cherche à provoquer une crise de la question d'Orient. C'est la manœuvre classique en pareil cas. La politique des deux alliés réussit à l'empêcher, à circonscrire l'incendie. C'est sous des auspices françaises que se fait, à Paris, la réconciliation du prince de Bulgarie avec le tsar. L'Allemagne, dans cette crise, accentue encore sa politique turcophile. C'est elle qui soutient la résistance du Sultan, qui l'empêche de céder aux conseils de la France et de la Russie. La politique franco-russe était une politique d'intégrité, mitigée par une politique de réformes ; la politique allemande est une politique d'intangibilité, presque d'infaillibilité du Sultan.

L'Allemagne recueillit, d'ailleurs, le fruit de son attitude intransigeante et, de la crise soulevée par l'Angleterre, ce fut elle qui tira les bénéfices. Après 1897, l'influence allemande est plus que jamais prépondérante à Constantinople. Désormais le sultan et l'empereur ont partie liée. L'empereur recueillera des bénéfices commerciaux, des commandes pour son industrie, des concessions et aussi toute cette

série d'avantages diplomatiques qui sont attachés à la politique d'intégrité de l'Empire ottoman. Quant au sultan, grâce à ce puissant appui, son gouvernement va devenir plus musulman que jamais, plus Turc.

II

Telles sont, au moment où la crise Macédonienne va s'ouvrir, les positions prises par les différentes puissances qui vont s'y trouver mêlées.

Arrivons maintenant à cette crise elle-même. Et d'abord étudions-la en elle-même. Nous ne pouvons le faire que rapidement.

Qu'est-ce que la Macédoine et qu'est-ce que les Macédoniens ?

Ces simples questions suffisent à soulever les controverses les plus vives, et l'on n'est d'accord ni sur le premier ni sur le second de ces deux points.

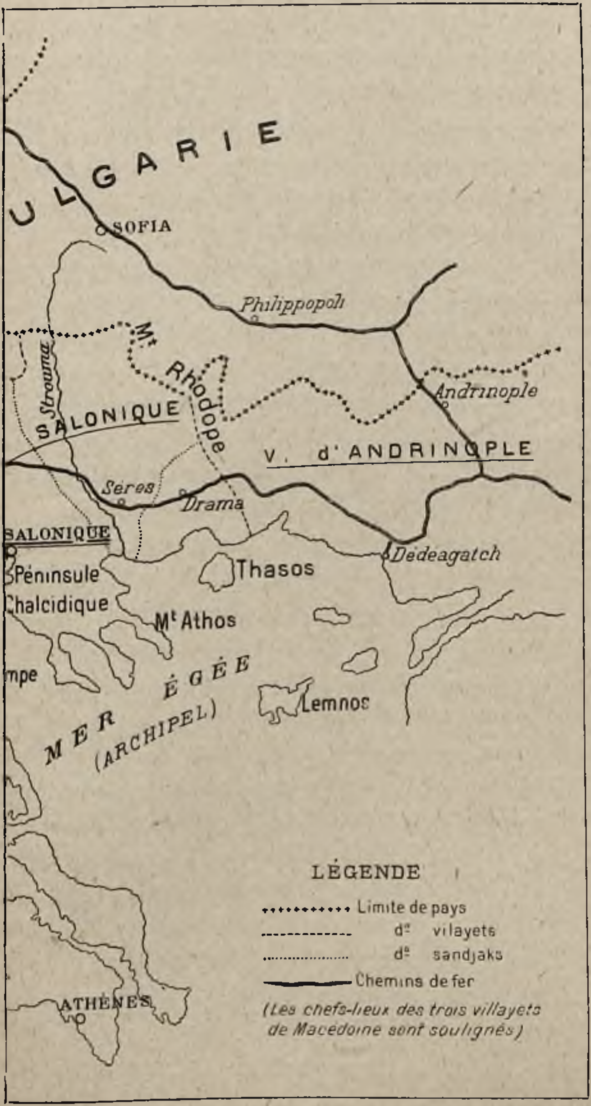
Administrativement, la Macédoine ce sont les trois vilayets de Salonique, de Monastir et de Kossovo (dont la capitale est Uskub).

Mais on admet, généralement, que la Macédoine n'atteint pas les limites des trois vilayets et qu'il conviendrait d'en retrancher, d'une part plusieurs « sandjaks » Albanais, d'autre part la partie du vilayet de Kossovo qui, au Nord du Char-Dagh, appartient à la Vieille-Serbie.

En outre, au Sud, on convient généralement que la vallée de la Bistritza, peuplée surtout de


SERBIE
HERZÉGOVINE
MONTENEGRO
Taslidja
Ancien Sandjak de Novi-Bazar
VILLAYET de KOSSOVO
Novi-Bazar
VIEILLE SERBIE
Mitrovitza
Pristina
Ipek
BU
Prizrend
CHAR-DAGH
Antivari
Scutari
V. de SCUTARI
ALBANAIS
USKUB
Dibre
VILLAYET de MONASTIR
Vardar
Durazzo
Elbassan
Okrida
MONASTIR
(BITOLIA)
VILLAYET de
Florina
V. de JANINA
SALO
Kastoria
Pen
Chalc
Nistritza
Mgne du Pinde
Serfidje
Mt Olympe
Trikala
Corfou
Larissa
Janina
GRÈCE

Fig. 5. — Carte



de la Macédoine.

Grecs, ne devrait pas faire partie de la Macédoine.

Sur cette question géographique on arrive tant bien que mal à s'entendre ; sur la question ethnographique on ne s'entend plus du tout.

Qu'est-ce que les Macédoniens ? Et d'abord y a-t-il des Macédoniens, ou bien seulement des populations chrétiennes habitant la Macédoine ?

Nous nous trouvons sur ce point en présence de controverses passionnées dans lesquelles il ne nous est pas possible d'entrer. Une critique intéressante, et juste sur plusieurs points, de toutes les théories ethnographiques qui ont été émises sur la Macédoine, a été écrite, l'année dernière, dans une revue française [1], par le professeur Cvijić de l'Université de Belgrade. Une partie de ses conclusions critiques peuvent être adoptées. Quant à ses conclusions positives, avant d'y souscrire, il conviendrait, malgré l'impartialité dont il a fait preuve, de se souvenir qu'il est Serbe et patriote.

Notons seulement un certain nombre de points, je ne dis pas indiscutés, — car tout est discuté en Macédoine, — mais généralement admis.

C'est d'abord, l'extrême complexité de la question, et l'enchevêtrement de toutes ces races Grecque, Serbe, Bulgare, Valaque, Turque, Albanaise.

C'est, en second lieu, la présence d'un grand nombre de Turcs, au mois 400.000 peut-être 600.000. C'est là un des caractères qui différencient la question Macédonienne des différentes questions qui se

1. Les *Annales de Géographie*. Tome XV, 1906.

sont posées au fur et à mesure de l'émancipation des nationalités balkaniques.

En troisième lieu, la présence d'une autre population musulmane, les Albanais, habitant les épais massifs de montagnes situés à l'Est de la Macédoine, et dont la présence est également une gêne pour toute espèce de solution de la question Macédonienne fondée sur l'autonomie des nationalités.

Quatrième point : on est d'accord pour dire qu'en Vieille-Serbie, au Nord du Char-Dagh, la population chrétienne est Serbe, et la population musulmane Albanaise.

Cinquième point : la péninsule Chalcidique et la vallée moyenne de la Bistritza sont en majorité peuplées de Grecs ; les Grecs sont également nombreux dans les villes de la côte.

Enfin, sixième point : la grande majorité des chrétiens de la Macédoine est Slave. Je sais bien que les Grecs s'inscriraient en faux contre cette affirmation. Ils invoqueraient des arguments historiques. Si ces arguments ont une valeur, elle ne saurait en tout cas prévaloir contre la volonté actuelle des populations. C'est le seul point de vue auquel il convienne de se placer, lorsqu'il s'agit de l'avenir d'un pays. D'ailleurs, — qu'il me soit permis de le dire en passant — la politique Grecque pourrait obtenir des résultats singulièrement plus favorables si elle se contentait de se réclamer de « l'idée » et de faire rayonner l'influence intellectuelle et religieuse de l'hellénisme dans la Macédoine, au lieu d'essayer de contraindre les populations à demeurer

ou à devenir Grecques. Cette observation s'applique notamment pour ce qui concerne la question Valaque dans laquelle le temps ne me permet pas d'entrer.

Maintenant, ces Slaves de Macédoine sont-ils des Bulgares ou des Serbes? Je serais porté à répondre qu'ils ne sont ni tout à fait l'un ni tout à fait l'autre. Remarquez que la question est extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, à résoudre, étant donné qu'un Serbe et un Bulgare, parlant chacun leur langue, se comprennent, ce qui n'arrive pas toujours à deux paysans français de différentes provinces. A plus forte raison, le Serbe et le Bulgare comprennent le paysan Macédonien, et il est tout naturel que dans la région Nord, plus proche de la Serbie, les populations parlent une langue qui se rapproche un peu plus du Serbe, tandis qu'on note le phénomène contraire dans la région qui se rapproche de la Bulgarie.

Toutefois, je dois noter, pour être impartial, que le plus grand nombre des voyageurs, des linguistes, sont d'accord pour dire que la langue des Macédoniens se rapproche un peu plus du Bulgare que du Serbe, et qu'eux-mêmes sont plutôt bulgares que Serbes. Ces savants conviennent d'ailleurs que les Macédoniens sont plus vifs, plus subtils, plus portés à l'éloquence que les Bulgares de la Principauté : c'est évidemment un effet du mélange avec le sang grec. Mais, encore une fois, ce sont des nuances tellement délicates qu'il ne vaut même pas la peine d'entrer dans ces discussions, car la question est vaine. La nationalité ne se reconnaît pas à des

nuances de langages, ni à des souvenirs historiques. Elle est dans la volonté des peuples. Actuellement ces peuples accueilleraient avec joie celui qui les délivrerait et le jour où ils seraient délivrés, la volonté qu'ils exprimeraient librement serait supérieure à toutes les observations historiques, ethnographiques ou philologiques. C'est la seule vérité qui importe.

Notons seulement ici que les revendications de ces populations ne sont pas ethnographiques, historiques, ni même religieuses — car dans tout l'Orient les religions ne sont que le cadre des nationalités ; — elles sont surtout et avant tout sociales. La question Macédonienne, avant d'être une question de nationalité, est une question sociale. Je veux dire que c'est la misère des paysans réduits, par les beys Turcs, à la condition de serfs corvéables et taillables à merci, qui fait la situation intolérable de la population chétienne de Macédoine. Ces paysans, si malheureux, si pauvres, n'ont pas la liberté d'esprit nécessaire pour entrer dans les discussions ethnographiques et pour se demander s'ils sont Serbes, Grecs ou Bulgares. Ils ne savent qu'une chose, c'est qu'ils voudraient être affranchis, n'être plus Turcs et ne plus vivre sous un régime arbitraire. Les discussions ethnographiques ou politiques sont réservées à une élite plus instruite et plus intelligente dans chacune des races Bulgare, Grecque, Serbe, Valaque. La masse accepterait volontiers d'être Bulgare, ou Serbe, ou Monténégrine pourvu qu'elle ne fût plus Turque. Mais elle serait encore plus heureuse

d'être tout simplement Macédonienne. L'autonomie de fait sous le contrôle des puissances et la suzeraineté du sultan lui donnerait satisfaction.

A cette situation des populations Macédoniennes, quel pourrait être le remède?

Les populations chrétiennes elles-mêmes ont cherché à en trouver un. Depuis longtemps (depuis 1871) l'exarchat Bulgare a multiplié les écoles et les églises en Macédoine. Sa politique a consisté à obtenir de la Porte la création ou la résurrection d'évêchés et la création d'écoles. Malheureusement, cette politique était à longue échéance, et la souffrance des populations n'a pas attendu. Alors, on a vu se créer, en Bulgarie d'abord, une série de comités destinés à provoquer l'insurrection, la révolution, en Macédoine. Je n'entrerai pas dans l'histoire de ces comités, elle m'entraînerait trop loin. Sachons seulement qu'il y a eu, dans ces comités, deux tendances : l'une plus modérée, représentée surtout par MM. Michailowski et Zontchef et l'autre plus révolutionnaire dans ses procédés, représentée surtout par Sarafof. Celui-ci se mit d'accord avec « l'Organisation intérieure, » créée en Macédoine même par Deltchef, et recourut à la méthode terroriste.

La première insurrection éclata en 1902; elle fut dirigée par le comité modéré. On espérait un mouvement unanime, général, comme celui qui avait fait en quelques heures de la Roumélie orientale une seconde Bulgarie. Au lieu de cela, on n'eût qu'une insurrection sporadique, et il y eut désaccord, non seulement parmi les populations chrétiennes, mais

même parmi les insurgés. L'année suivante, l'insurrection, dirigée par Sarafof et l'Organisation intérieure, fut plus dangereuse. Mais, je le répète, ce n'est pas l'histoire des bandes ni celle des comités que j'ai l'intention de retracer ici. Qu'il me suffise de dire que, depuis 1902, la Macédoine est un pays à feu et à sang, parcouru constamment par des bandes, d'abord uniquement Bulgares et ensuite Grecques et Serbes. Les représailles Turques venant s'ajouter à l'action de toutes ces bandes, vous pouvez imaginer l'état d'anarchie, d'insécurité sanglante, dans lequel ce malheureux pays s'est débattu. De représailles en représailles la pacification est devenue impossible; les haines se sont exaspérées. Le remède indigène a été pire que le mal. Il était démontré qu'à lui seul il ne viendrait pas à bout des Turcs.

Restait la responsabilité de l'Europe et son action. J'ai déjà dit que le droit, le devoir même de l'Europe d'intervenir dans les affaires Macédoniennes résulte de l'article 23 du traité de Berlin. Ce texte, solennellement délibéré en Congrès par toutes les puissances, crée pour les chrétiens de la Turquie d'Europe un droit, pour le Gouvernement Turc une obligation stricte et pour l'Europe un devoir. Strictement appliqué, cet article comporterait l'égalité de toutes les religions, une liberté municipale complète et un amoindrissement considérable de l'autorité des fonctionnaires ottomans. Ainsi, tout en se tenant dans la lettre et dans l'esprit du traité, il reste de la marge pour des réformes très complètes.

III

Dans l'histoire des réformes en Macédoine, on peut distinguer trois phases, dont l'étude, au point de vue de l'histoire diplomatique et politique de ces dernières années, est très intéressante et très caractéristique.

Dans la première phase, les réformes sont simplement conseillées à la Turquie par l'Autriche-Hongrie et la Russie, en vertu de leur accord de 1897 et en vertu de leur droit de « puissances les plus directement intéressées » ; — c'est l'expression dont on se sert généralement ; on les appelle aussi les « puissances de l'entente ». — Elles n'agissent pas par elles-mêmes en Macédoine, elles se contentent d'user de leur influence sur la Porte pour obtenir d'elle des réformes, mais sans prendre aucune garantie d'exécution.

C'est la méthode coutumière aux hommes d'État ottomans, lorsqu'ils se rendent compte que l'Europe va se trouver dans la nécessité d'exiger d'eux des réformes, de prendre eux-mêmes les devants en présentant un programme de réformes. Ils n'y ont pas manqué en 1902. Le Sultan, pour parer le coup qu'il sentait venir, se hâta de suivre les conseils des « puissances de l'entente », de rédiger un programme de réformes et de nommer, pour le faire appliquer, un « inspecteur général des trois vilayets de Macédoine » — en disant Macédoine, je me trompe, la Turquie ignore la Macédoine, c'est « des trois

vilayets de la Roumélie » qu'il faut dire. — Cet inspecteur général, était chargé d'appliquer un programme de réformes qui n'apportait aucun changement considérable au régime sous lequel vivaient les Macédoniens. Ce programme, je n'y insiste pas, car, peu de temps après, il fût dépassé et oublié. Mais l'inspecteur général, lui, est resté.

C'est Hussein Hilmi Pacha, le plus haut représentant de l'autorité Turque en Macédoine, dont la figure vaut que nous nous y arrêtions un instant. Hilmi est un ottoman des îles; il joint à la finesse d'un hellène l'énergie d'un vieux Turc. C'est un travailleur acharné, très bien servi par une mémoire extraordinaire et par un tact diplomatique très fin. Il était bien l'homme dont la Porte avait besoin en Macédoine pour s'interposer entre les populations et les agents Européens. Il est, en effet, un merveilleux maître d'illusions, un metteur en scène accompli. Son labeur constant, son souci de tout faire passer par ses mains, de tout voir par lui-même, les nombreuses révocations de fonctionnaires qu'il signe, ont donné l'impression d'une activité réformatrice considérable. De fait, Hilmi a fait tout ce que, dans sa situation très difficile, il lui était possible de faire. Pris entre le Palais et les agents du contrôle européen, il lui était impossible de se ranger soit d'un côté, soit de l'autre. Il s'en est tiré fort habilement et il a donné de lui l'idée d'un homme d'État.

Sa nomination, d'ailleurs, venait trop tard, car, au moment où il arrivait à Salonique, le comte Lamsdorff se mettait en route pour la péninsule des Bal-

kans. Hilmi est à Salonique le 8 décembre; quelques jours après, le comte Lamsdorff, à Sofia et à Belgrade, tenait un langage énergique, engageant la Serbie et la Bulgarie à une politique de calme et d'apaisement. Puis, le comte Lamsdorff se dirigeait sur Vienne et rédigeait, avec le comte Goluchowski, le « programme de Vienne », qui allait devenir le premier programme de réformes appliqué en Macédoine. Ce programme était soumis au sultan, qui l'acceptait immédiatement, sans aucune observation, le 21 février 1903.

Le Sultan pouvait bien en effet l'accepter, car, si ce programme comportait quelques améliorations, il différait peu cependant du programme turc. Ces améliorations, je les cite rapidement : maintien de l'inspecteur général, qui ne pourra pas être révoqué sans le consentement des deux puissances ; faculté pour lui de se servir des troupes sans en référer au Palais ; engagement de spécialistes pour réorganiser la gendarmerie. Mais toutes ces réformes n'étaient garanties par aucune mesure d'exécution. Une fois de plus, on s'en rapportait à la Sublime Porte du soin des réformes. C'était bien toujours la politique d'intégrité et de souveraineté du Sultan. On restait bien en deçà de la politique définie par l'article 23 du traité de Berlin.

Il y eut, pour l'application de ces réformes restreintes, une bonne volonté générale. En même temps que les puissances y travaillaient, la Bulgarie était gouvernée par le ministère Daneff qui, de son côté, faisait effort pour arrêter la propagande des

bandes, prononçait la dissolution des comités et faisait emprisonner les chefs. On pouvait donc espérer un apaisement. Au lieu de la pacification que l'Europe attendait, ce fut la formidable insurrection de 1903 qui éclata et amena en Bulgarie l'avènement du ministère Stambouloviste de MM. Petroff et Petkoff.

Il devenait évident que si on voulait arrêter le mouvement, il fallait des réformes plus complètes, plus radicales. Toutefois, à Saint-Pétersbourg, comme à Vienne, on hésitait avant d'entrer dans cette voie. On se rendait compte que le moment décisif arrivait, le moment où on mettrait le doigt dans l'engrenage d'où il ne serait plus possible de le retirer. En effet si l'on entrait dans la voie des réformes non pas seulement conseillées, mais exécutées sous le contrôle de l'Europe, on ne savait plus où l'on s'arrêterait. Que deviendrait le bon accord de la Russie et de l'Autriche, et aussi quel serait l'attitude de la diplomatie allemande?

Pour s'entendre sur ces questions les deux empereurs de Russie et d'Autriche avaient fixé leur rencontre au 3 octobre 1903 à Mürzsteg. Avec cette entrevue nous entrons dans la deuxième phase des réformes.

Quelques jours avant la rencontre de Mürzsteg, le 25 septembre, se produit un fait capital, caractéristique. Lord Lansdowne, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, écrit à son ambassadeur à Vienne pour lui prescrire de soumettre quelques indications aux deux ministres des Affaires étrangères de

Russie et d'Autriche. Je cite seulement un passage de sa lettre pour en indiquer le ton et l'esprit : « A notre avis, nul projet ne donnera probablement de résultats satisfaisants si son exécution est confiée à un gouverneur musulman entièrement soumis au gouvernement turc et complètement indépendant du contrôle étranger. Nous suggérons qu'il y a deux alternatives à examiner : nomination d'un gouverneur chrétien, sans attache avec la péninsule des Balkans ou avec les puissances signataires du traité de Berlin, ou maintien d'un gouverneur musulman, assisté d'assesseurs européens. Nous nous contenterions de voir ces derniers choisis par les deux Puissances. »

Il suffit, pour comprendre toute la portée de l'intervention anglaise, de confronter le texte de cette lettre avec celui des Instructions arrêtées quelques jours plus tard à Mürzsteg. Le programme austro-russe, sur presque tous les points est conforme au programme anglais. L'Europe cette fois entrait dans la voie de l'intervention directe.

Le programme de Mürzsteg créait deux organes de contrôle : les agents civils, et les officiers de gendarmerie. Les agents civils, un Autrichien et un Russe, sont chargés, non pas d'agir, mais de contrôler l'action du Gouvernement turc. Ils doivent suivre, comme son ombre, l'inspecteur général, s'attacher à ses pas, lui signaler les réformes à faire, écouter les réclamations des habitants, encourager, conseiller, mais non pas ordonner. Ils peuvent cependant envoyer leurs secrétaires ou leurs drogmans pour

faire une enquête, mais cette enquête est toujours faite en présence d'un fonctionnaire ottoman.

L'organisation de la gendarmerie turque étant très défectueuse, depuis longtemps les puissances conseillaient au Gouvernement ottoman de faire appel à des officiers européens pour la réorganiser. Le Gouvernement ottoman y consentit et fit appel à un général Italien qui devint le grand chef de la réorganisation de la gendarmerie, le général Degiorgis Pacha. Au général furent adjoints un délégué de chacune des six grandes puissances et, sous leurs ordres, un certain nombre d'officiers. Mais ces officiers ne commandent pas les gendarmes, ils sont seulement chargés de réorganiser la gendarmerie, de diriger les écoles d'instruction. Ils n'ont pas le pouvoir de donner des ordres, ils sont là seulement pour donner des conseils et diriger l'instruction des gendarmes.

Ces attributions, que je vous résume en quelques mots, ont fait l'objet de longues négociations. Sur chaque mot on a discuté, sur chacune des attributions, soit des agents civils, soit des officiers. On a débattu longtemps les questions d'uniforme, notamment la question de savoir si les officiers porteraient le fez ou le kalpak.

Les officiers, une fois arrivés en Macédoine, se sont d'abord réunis à Salonique, autour de Degiorgis Pacha, puis on leur indiqua les différentes circonscriptions où ils devaient surveiller la réorganisation de la gendarmerie. Les officiers français furent envoyés à Sérès, les Anglais à Drama, les Autri-

chiens à Uskub, les Italiens à Monastir, les Russes à Salonique. Les Allemands refusèrent de se charger d'un sandjak : ils n'envoyèrent qu'un seul officier à qui fut confiée la réorganisation de l'école de gendarmerie de Salonique.

Dans l'esprit du Gouvernement turc, ces officiers devaient s'en tenir uniquement à leur tâche technique, la réorganisation de la gendarmerie. Mais voici qu'intervient un élément nouveau, ce sont les instructions adressées par M. Constans au colonel Vérand, chef de la mission française. Ces instructions sont envoyées le 4 juillet 1904, d'accord avec l'ambassadeur d'Angleterre ; elles prescrivent au colonel de se considérer, au point de vue technique de la réorganisation de la gendarmerie, comme subordonné au général Degiorgis, mais il doit sortir du terrain technique dès qu'il est saisi d'une affaire « touchant l'œuvre générale des réformes, et l'apaisement politique du pays » ; dans ce cas il dépend directement du Gouvernement français par l'intermédiaire de l'ambassade et du consulat de France à Salonique. Ainsi les officiers deviennent un véritable organe de contrôle du Gouvernement turc, en Macédoine.

Nous voici donc bien en présence d'une intervention directe. Sans doute les officiers ne commandent pas directement la gendarmerie ottomane ; mais ils ont un rôle politique indépendant. Le principe de la souveraineté du Sultan est sauf, mais dans l'application des réformes, ses fonctionnaires ne sont plus seuls maîtres.

Nous nous acheminons ainsi, Messieurs, vers la troisième phase des réformes, celle qui dure encore à l'heure actuelle. L'action de la politique anglaise s'y fait de plus en plus sentir. Elle se marque par la multiplication des organes de contrôle du Gouvernement turc en Macédoine et par la part croissante prise dans ce contrôle par les quatre puissances qui n'avaient pas signé le programme de Mürzsteg. Déjà, en 1902, M. Steeg, dans son rapport à M. Delcassé, insistait sur la nécessité de créer un contrôle financier, si on voulait arriver à une réorganisation sérieuse de la Macédoine. La note anglaise du 29 septembre exprimait la même opinion. Les troubles de 1904 étaient la preuve manifeste de l'insuffisance du contrôle exercé par les agents civils et les officiers de gendarmerie.

D'ailleurs, la mauvaise volonté de la Sublime Porte et l'habileté de Hilmi-Pacha, rendaient inefficaces et inopérantes les bonnes volontés des agents civils, Russe et Autrichien, MM. Demérik et de Müller.

Le 17 janvier 1905, les deux « Puissances de l'entente » soumettaient à la Porte un exposé des réformes qu'elles lui recommandaient d'introduire dans l'administration financière de la Macédoine et dont l'application devait être confiée à la Banque ottomane. Elles faisaient de l'acceptation de cette réforme une condition « sine qua non » de leur consentement à l'augmentation de 3 p. 100 des droits de douane que la Porte réclamait pour couvrir les frais des réformes. Il y a dans une lettre de M. Constans au ministre des Affaires étrangères, le 10 mai, un petit membre de

phrase qui en dit long. « Le Gouvernement turc, écrit-il, se sentît servi par les dissidences qui se manifestaient entre les ambassadeurs. » Cela fait évidemment allusion à l'étonnement que manifestèrent certaines puissances, notamment l'Angleterre et l'Italie, quand elles virent que, contrairement au principe suivi pour l'organisation de la gendarmerie, on ne les appelait pas à participer aux réformes financières dont la surveillance était réservée aux seuls agents civils. Le Gouvernement turc profita de ces dissidences latentes pour élaborer, d'accord avec la Banque ottomane, un contre-projet qu'il opposa au programme austro-russe, qu'il communiqua à toutes les ambassades et qui reçut aussitôt l'adhésion de l'Allemagne. M. Constans, à ce moment, rentrant d'un congé en France, se trouva en présence d'une situation difficile ; il s'aperçut de la tension qui menaçait de dégénérer en malentendus graves. Il suggéra à ses collègues d'abandonner le programme austro-russe pour se rallier au projet concerté par le Gouvernement turc et la Banque ottomane, qui bénéficiait déjà de l'adhésion de l'Allemagne, mais en y ajoutant une disposition. Il proposa une transaction instituant un contrôle qui serait exercé non plus seulement par les agents civils des deux « puissances de l'entente », mais par un conseil dans lequel les six grandes puissances intéressées seraient représentées, les unes par leurs agents civils, les autres par des conseillers financiers. Ce programme, la Russie le fit sien. Elle le fit adopter à Vienne et toutes les puissances se trouvèrent d'accord pour en deman-

der l'application au Gouvernement turc (9 mai).

On se trouve alors en présence d'une longue série de négociations qui durent tout l'été de 1905, la Porte faisant une résistance obstinée au programme des puissances, déclarant qu'elle est dans « l'impossibilité absolue » de l'appliquer. Alors un fait nouveau se produit : les puissances, passant outre à son refus, nomment leurs conseillers financiers et leur enjoignent de se rendre à leur poste, à Salonique, de s'aboucher avec les agents civils et de commencer à mettre l'ordre dans les finances macédoniennes, sans tenir compte de l'opposition turque. C'est là un précédent important ; pour la première fois on passe formellement outre à la volonté de la Porte et on exécute malgré elle des réformes. Les conseillers financiers, arrivés à Salonique, se trouvaient fort empêchés pour accomplir leur tâche, Hilmi-Pacha refusant de se mettre en rapport avec eux. Le Sultan, de son côté, le 27 octobre, rejetait une demande d'audience collective des ambassadeurs. L'heure venait où il faudrait recourir à des mesures de coercition. Sur la proposition des ambassadeurs des deux « puissances de l'entente », le comte Zinovieff et le baron Calice, malgré l'opposition de l'Allemagne, qui refusa de participer à la manifestation, on décida d'envoyer, dans les eaux turques, une flotte commandée par l'amiral autrichien Ripper.

L'escadre internationale s'approcha de l'île de Mételin saisit les douanes et les bureaux de poste, et répéta la même opération à Lemnos. La Porte dut céder, elle accepta non seulement l'institution des

conseillers financiers, mais aussi le programme préparé pour eux par les ambassadeurs, le règlement rédigé par la commission pour son propre travail, l'obligation de renouveler, dès cette époque, le contrat des officiers européens, des agents civils, et de proroger de deux ans les pouvoirs de l'inspecteur général. Elle se contentait de sauvegarder, par quelques réserves de forme, la souveraineté du Sultan et sa dignité. Tel est le régime actuellement appliqué et qui a fonctionné pendant toute l'année 1906.

IV

Il nous reste à nous demander quels en ont été les résultats ?

D'abord, constatons que la pacification de la Macédoine n'a pas été obtenue. Les troubles sont peut-être un peu moins sanglants qu'en 1903. Mais le bilan des rencontres, des attentats, des assassinats de cette année, est encore singulièrement attristant.

Quelle a été l'œuvre des agents civils et des conseillers financiers ?

Ils ont certainement beaucoup travaillé, ils ont débrouillé toute cette broussaille des budgets Turcs, et ce n'est pas là une tâche commode. Leur œuvre n'est pas négligeable. Ils ont amélioré des détails dans le fonctionnement de l'administration, mais tant que la pacification ne sera pas obtenue, leur œuvre restera inefficace. Il y a un désaccord profond entre l'idée que l'on se fait dans l'opinion publique, en Macédoine et en Europe, de ce que doit être le

résultat des réformes, et le résultat qu'elles ont en effet produit. En Europe et aussi en Macédoine, on ne voit que la pacification : sur place au contraire on est porté à prêter une plus grande importance à des améliorations de détail. D'ailleurs je dois dire que si l'on interroge les agents civils et qu'on leur demande si l'institution des conseillers financiers était nécessaire, ils répondent volontiers : non. Si d'autre part, on interroge les conseillers financiers et qu'on leur demande ce que les agents civils avaient fait avant leur arrivée, ils sont très portés à répondre : rien. En sorte qu'en définitive on reste assez sceptique sur cette œuvre des réformes. En tout cas, comment les populations Macédoniennes y attacheraient-elles une importance ? Le chargé d'affaires de France, M. Boppe, écrivait le 10 août 1905 à M. Rouvier : « On peut penser que dans cette lamentable situation, les Macédoniens se préoccupent bien peu des réformes annoncées par les puissances. » Et traçant un tableau très noir de la situation, il ajoutait : « On n'aperçoit guère d'issue possible à cette situation que toutes les populations en présence désirent modifier, mais que chacune ne veut modifier qu'à son profit exclusif. »

Je croirais volontiers que l'action des officiers réorganisateurs de la gendarmerie a été plus efficace. Le rôle personnel du général Degiorgis-Pacha a été très effacé. Il s'est occupé uniquement de la réorganisation technique. Comblé de beaux traitements et de décorations, cet excellent homme un peu faible écoute peut-être trop volontiers les sug-

gestions habiles d'Hilmi-Pacha. Il n'en est pas de même de l'action locale des officiers européens. Sur place, en présence des difficultés, des troubles, des crimes, les officiers ont pu remédier à beaucoup d'abus, ils ont pu réparer beaucoup d'injustices. Cependant, comme ils n'ont pas le droit de commander la gendarmerie ni les troupes, ils ont pu faire des enquêtes utiles, ils n'ont jamais pu prévenir les attentats, ou arrêter les représailles sanglantes des Turcs.

Alors, à quelle solution, me direz-vous, pourrait-on se rallier ?

D'abord, il en est une qu'il faut éliminer. C'est le départ des agents européens ou des officiers. Ce serait le signal d'un massacre effroyable. Le résultat serait le même si l'on obligeait les Turcs à quitter la Macédoine et à l'abandonner aux populations qui l'habitent ; les chrétiens se massacreraient entre eux avec la dernière férocité. Il faut donc admettre que les différents organes de contrôle européen resteront en Macédoine.

Peut-on admettre l'hypothèse d'une intervention militaire brusquant la solution ?

Nous répondrons : non, pas pour le moment. Si une intervention de cette nature avait dû se produire, elle serait venue de Bulgarie, probablement en 1903, au moment de la grande insurrection. Du moment où elle ne s'est pas produite à cette époque il n'y a aucune raison pour qu'elle se produise aujourd'hui. La Bulgarie est gouvernée par un prince d'une haute sagesse politique, ami de la paix, conscient

du brillant avenir réservé à son peuple, s'il sait être raisonnable et prudent. Ce n'est pas lui qui jouera, sur un coup de dé, la fortune de son pays et de sa dynastie. Cependant, il y a lieu de craindre l'exaspération du sentiment public en Bulgarie. A la suite de l'action très énergique, cette année, des bandes Grecques et Serbes et du recul réel de la nationalité Bulgare en Macédoine, on peut redouter que l'opinion publique ne se manifeste d'une façon trop violente et n'oblige le Gouvernement à une intervention. Ce jour-là, qu'arriverait-il ? Nul ne peut le dire. Mais n'oublions pas que l'armée Bulgare est une force ; tous ceux qui l'ont vue la jugent bien organisée, bien outillée, bien disciplinée. Le jour où se produirait un conflit dans les Balkans, l'armée Bulgare certainement pèserait d'un poids très lourd dans la balance. Mais pour pouvoir envisager l'hypothèse d'une solution de ce genre, qui aurait l'avantage, en cas de succès des peuples chrétiens, d'être définitive, il faudrait croire possible l'entente des différents peuples Balkaniques. Or, jusqu'à présent, cette hypothèse ne s'est pas réalisée. Les relations entre la Bulgarie et la Roumanie sont bonnes. Les deux pays sont réunis par une commune animosité contre les Grecs. Mais il ne faut pas oublier que la politique Roumaine est souvent influencée par des suggestions venues de Berlin, et qu'à Berlin on est tout particulièrement partisan du maintien de l'intégrité de la Turquie.

Entre Belgrade et Sofia, on avait pu croire, l'année dernière, que le rapprochement s'opérerait.

Cette année-ci a démenti cette espérance. Tout semble aujourd'hui remis en question. Entre ces deux pays peuplés par deux branches très proches parentes de la même race, c'est la Macédoine qui est la pomme de discorde. J'ai causé, là-bas, sur place, avec beaucoup de Serbes et de Bulgares et tous m'ont répété le même argument. C'est Uskub qui est l'objet de leur grande querelle ; chacun veut l'avoir dans son lot en cas de partage. Or, Uskub appartient aux Turcs ; la peau de l'ours est encore parfaitement solide sur ses os. C'est le malheur de toutes ces populations Balkaniques de vouloir toujours se partager cette peau d'un ours qui court encore et qui a ongles et crocs.

Si donc, nous écartons encore comme impossible pour le moment, ou en tout cas comme non souhaitable, cette solution violente, quelle solution reste donc?

En Orient, vous le savez, les choses vont toujours lentement. Voyez plutôt la Crète! C'est un proverbe Turc que le diable se mêle toujours aux affaires pressées. On pourrait appliquer ce proverbe à toute l'évolution de la question d'Orient. Officiers, agents civils, conseillers financiers, continueront donc leurs fonctions. Mais comme il est avéré que les réformes réalisées ne réussissent pas à faire la pacification en Macédoine, on sera obligé d'augmenter les pouvoirs des agents européens, de créer des organismes nouveaux, par exemple, des conseillers judiciaires, qu'il est déjà question d'instituer. Dans le rapport de M. Steeg de 1902, il était déjà question de conseillers judiciaires, ainsi que dans la note

anglaise du 29 septembre. Ce sera probablement l'objet de la prochaine campagne diplomatique qui sera conduite par les puissances. Après les conseillers judiciaires, ce sera autre chose. Il y a des officiers de gendarmerie européens, pourquoi n'y aurait-il pas aussi des gendarmes ? Création d'organismes nouveaux, développement des organismes anciens, ainsi, peu à peu on arrivera à faire vivre en Macédoine toute une série d'institutions contrôlées par l'Europe et capables de donner à ce pays une vie nouvelle et d'y rétablir l'ordre et la paix. Et puis après, quand auront été créés un par un les organes d'un gouvernement particulier, il arrivera peut-être que l'on songera à couronner cet édifice par la nomination d'un gouverneur chrétien, n'appartenant ni à l'une des populations balkaniques, ni à l'une des six grandes puissances intéréssées aux affaires Macédoniennes. Des soldats ou des gendarmes européens pourraient lui être confiés. Ainsi, peu à peu la Macédoine, comme un fruit mûr, se détacherait de l'Empire ottoman, tout en lui restant attachée par un lien de plus en plus faible de vassalité. Ce serait la même évolution qui s'est produite pour la Roumélie et qui s'achève en ce moment pour la Crète. Et, si un jour, bien plus tard, alors que la pacification serait complète, en pleine liberté de se prononcer dans un sens ou dans l'autre, les populations chrétiennes de Macédoine manifestaient, d'une façon indubitable, leur volonté d'être annexées à l'une ou l'autre des puissances balkaniques concurrentes, il n'y aurait plus aucune raison de s'y opposer.

Si les choses se passent comme on peut le prévoir, la puissance du Sultan, la solidité de l'Empire ottoman n'en seront pas diminuées, ou du moins très peu. Les réformes coûtent très cher. Les autres provinces de la Turquie sont lasses de payer des impôts qui sont dépensés pour l'amélioration des seuls vilayets de la Roumélie orientale. Songez que non seulement tous les revenus des trois vilayets sont employés aux réformes, mais qu'encore le trésor impérial doit verser au budget macédonien 80 000 livres turques par mois, c'est-à-dire 25 millions de francs par an, sur un budget qui ne dépasse pas 300 millions. C'est donc une charge très lourde, qui sera certainement diminuée par l'augmentation de 3 p. 100 des droits de douane que les puissances viennent, le 25 avril dernier (1907), de concéder à la Turquie. Malgré tout les réformes de Macédoine resteront encore une lourde charge pour les finances turques, et n'était l'Albanie, pays musulman auquel le Sultan tient particulièrement, parce qu'il est une des meilleures sources de recrutement de l'armée ottomane, beaucoup de Turcs seraient facilement résignés à voir la Macédoine passer administrativement dans les mains des chrétiens. Je me souviens qu'en Macédoine un vieux colonel turc me disait : « Nous n'avons qu'une chose à faire, c'est de quitter ces pays où il y a trop de chrétiens, de nous retirer en Anatolie, de nous y reformer d'après nos propres traditions historiques et religieuses, et alors nous reprendrons notre expansion et, cette fois, nous irons jusqu'à Vienne. ».

V

En définitive, l'avenir de la Macédoine dépendra surtout de l'attitude des puissances, et leur attitude en Orient est conditionnée par leur politique générale. Il est donc impossible de terminer une conférence sur la question Macédonienne sans faire un peu de politique générale, du moins en fonction de la question d'Orient, dont la question Macédonienne n'est que l'un des aspects.

Aux deux antipodes, représentant les deux vieilles politiques que nous essayions de définir en débutant, politique d'intégrité et politique d'intervention, nous trouvons aujourd'hui l'Allemagne et l'Angleterre.

C'est l'Allemagne qui joue le rôle de conservatrice, de tutrice de l'Empire ottoman. Elle y a, en ces dernières années, singulièrement développé ses intérêts. Elle espère faire survivre l'Empire ottoman, le galvaniser, se substituer à lui pour faire ses chemins de fer, exécuter ses travaux publics ; elle compte y développer son commerce et y trouver un débouché pour son industrie. Nous avons vu son rôle dans les affaires de Macédoine. Toutefois je dois noter ici mon impression personnelle. La suprématie allemande à Constantinople ne m'a pas paru aussi solidement établie qu'on nous l'a dit parfois. Elle tient en grande partie aux relations personnelles du Sultan et de l'empereur Guillaume II. Elle peut ne pas leur survivre. Le Sultan disait derniè-

rement à un homme politique français : « Il est tout naturel que je sois bien avec l'Empereur, puisque seul il m'a tendu la main, alors que tout le monde me tournait le dos. » C'est le bénéfice de cette attitude que l'Allemagne recueille actuellement. Il serait trop long d'étudier dans le détail l'activité économique des Allemands à Constantinople, et d'en montrer les points forts et les points faibles. Disons seulement que, si le chiffre de leur négoce s'accroît, ils sont loin d'avoir absorbé toutes les bonnes affaires et que la France notamment a encore à Constantinople sa très large part. Et quant au chemin de fer dont on nous a parfois montré, sur des cartes sensationnelles, l'inquiétant déroulement depuis Hambourg jusqu'au Golfe Persique, avec embranchement sur Salonique, j'avoue qu'il m'a toujours paru assez inoffensif. D'abord, il est très loin d'être fait. En second lieu, s'il était fait, il ne serait pas allemand, car, pour qu'il le devînt, il faudrait d'abord que l'Allemagne commençât par supprimer l'Autriche, la Hongrie, les Slaves des Balkans et les Turcs. Enfin, il n'est pas démontré que beaucoup de marchandises se serviraient de cette voie longue et coûteuse, pour venir de la vallée de l'Euphrate jusqu'en Europe.

A l'antipode de la potitique Allemande nous trouvons la politique Anglaise.

L'Angleterre qui fut, nous l'avons montré, si longtemps conservatrice de l'intégrité de l'Empire ottoman et de la souveraineté du Sultan, dont elle avait fait l'une des assises foudamentales de sa politique, est devenue la protagoniste de la politique

d'intervention, on peut même dire d'une politique nouvelle de dislocation de l'Empire ottoman. « Qu'il soit fort ou qu'il disparaisse » disent les Anglais. Nous avons vu les conséquences de cette politique en Macédoine. Mais c'est surtout en Asie qu'il conviendrait de les étudier, si nous en avions le temps. Établie en Égypte, l'Angleterre favorise, secrètement mais efficacement, la révolte Arabe au Yémen. Elle a des intelligences à la Mecque ; elle espère faire du chérif un chef religieux quelle pourrait opposer, au besoin, au Sultan de Constantinople. Elle encourage la propagande Arabe en Syrie, en Mésopotamie, où les Turcs ne possèdent plus que les villes fortifiées. Un comité arabe siège au Caire sous la haute protection de lord Cromer. L'incident de Tabah, l'année dernière, a été caractéristique de ces tendances. Dans la Turquie d'Europe, l'Angleterre se désintéresse des affaires, elle refuse d'y prendre part, ce qui est un symptôme grave, quand il s'agit d'une nation aussi commerçante. Dans les Balkans, elle entretient des relations excellentes avec la Bulgarie et la Roumanie; à Belgrade, elle a, depuis un an, rétabli son ministre, et elle a soutenu la Serbie dans sa résistance à l'Autriche. Enfin on sait comment, aujourd'hui, l'Angleterre cherche à se réconcilier avec la Russie. Après l'avoir fait battre par le Japon, elle croit le moment venu de liquider toutes les vieilles querelles. Si cette entente se fait, ses conséquences en Orient pourront être considérables. La Russie peut-être amenée à laisser se relâcher le pacte de 1897 avec l'Autriche et, dans ce cas,

si la dislocation de l'Empire ottoman venait à se produire, elle réclamerait, sans doute, sa part. Si au contraire elle maintient le pacte avec l'Autriche, elle peut pencher vers une combinaison politique nouvelle, analogue à celles des Trois Empereurs, qui a régi l'Europe après 1871. En dehors de ces deux attitudes, il n'y a pour la Russie qu'une politique d'effacement ou, comme on l'a dit, de recueillement. Pour le moment elle reste fidèle au pacte de 1897, avec toutefois une tendance, que nous avons eu l'occasion de noter, à entraîner sa partenaire vers les solutions interventionnistes, préconisées par les puissances occidentales. Elle ne ferait probablement pas une opposition irréductible à une indépendance, à une autonomie restreinte, de la Macédoine.

L'Autriche-Hongrie serait probablement moins facilement amenée à cette solution radicale. Mais c'est surtout à une annexion de la Macédoine par l'une des puissances balkaniques qu'elle s'opposerait. Elle préfère en tout cas le « statu quo » qui ne met pas, entre elle et la mer Egée, un Etat nouveau. Je ne crois guère, pour ma part, à une intervention armée de l'Autriche dans les Balkans ni à cette fameuse marche sur Salonique, qu'on nous dépeint depuis si longtemps comme un événement imminent. La politique autrichienne dans les Balkans est en voie d'évolution. Le remplacement du comte Goluchowski par le baron d'Aerenthal est, à cet égard, le signe d'un changement, sinon dans les desseins, du moins dans les procédés. De plus en plus il

faudra, quand il s'agira des questions orientales, distinguer entre la politique de Vienne et celle de Budapest. Il s'est produit, dans ces derniers mois, à Budapest, un mouvement très intéressant de rapprochement entre les Magyars et les populations Slaves des bords de la Save et du Danube. La réconciliation entre Vienne et Belgrade est en bonne voie; entre Vienne et Sofia les rapports sont excellents. En tout cas, ce qu'on peut affirmer, c'est qu'il serait inexact de se représenter, comme on le fait parfois, la politique de Vienne comme un reflet de la politique de Berlin.

Parmi les puissances qui verraient sans déplaisir une dislocation partielle de l'empire Ottoman, il faut ranger l'Italie et c'est, à n'en pas douter, une des raisons de sa bonne entente avec l'Angleterre et de ses difficultés avec l'Autriche. Toute sa politique est en ce moment dans la Méditerranée orientale. Elle rêve d'y succéder à la Turquie en Tripolitaine, et à la France dans le protectorat catholique. Enfin elle cherche à s'établir sur la côte Albanaise de l'Adriatique, pour faire de cette mer une « mare nostrum » comme disaient les grands ancêtres latins. Elle noue des intelligences en Albanie; ses officiers ont obtenu le sanjak de Monastir d'où ils peuvent établir des relations avec les chefs Albanais. Elle a une politique active au Monténégro et en Serbie, pays dont les dynasties sont liées par mariage à la maison de Savoie. Enfin les Italiens rêvent volontiers d'un avenir plus brillant encore en Orient. Il y a eu jadis un empire Latin de Constan-

tinople. L'Italie ne rêve sans doute pas de le reconstituer, mais si la Macédoine affranchie appelait un prince italien à la gouverner, ce prince ne pourrait-il pas devenir le chef de la Confédération balkanique ? Cette solution de la question d'Orient est très nettement proposée dans un livre écrit en 1905, sous le pseudonyme « un latin » qui cache une personnalité roumaine, et intitulé : *une Confédération orientale comme solution de la question d'Orient* [1]. En attendant que ce beau rêve devienne une réalité, l'Italie multiplie ses écoles, qu'elle confie toutes à des congrégations religieuses. Elle a choisi dernièrement, pour l'envoyer à Constantinople, un personnage marquant du monde catholique italien, le marquis Imperiali, et elle profite de la rupture entre le Saint-Siège et la France pour entrer, avec le Vatican, dans une série de « combinazione » extrêmement profitables à sa politique.

Quant à la France, — et c'est par là que je termine, — nous avons vu qu'elle a été sa politique dans la crise Macédonienne. Elle a été attentive à ne pas contrecarrer l'action des deux « puissances de l'entente », dont l'une était son alliée. M. Constans s'est employé utilement à concilier, sur le terrain pratique des solutions, les intérêts russes avec les visées anglaises, nous avons vu en quelles circonstances. L'entente avec l'Angleterre, nous l'avons vue se manifester, mais elle a su n'être jamais en contradiction avec les intérêts russes. Toutefois, nous ferons bien de

[1] Plon, éditeur, in-12.

prendre garde de ne pas nous laisser entraîner en Orient dans une politique qui pourrait devenir dangereuse. Nous n'avons pas, nous, à une dislocation de l'Empire ottoman, le même intérêt que peut avoir l'Angleterre. Au contraire, deux milliards de capitaux français engagés en Turquie, toute une série de grandes affaires appartenant à des Français ou dirigées par eux, à Constantinople et dans tout l'Orient, nous font un devoir de sauvegarder l'intégrité de l'Empire ottoman. Ce serait folie à nous d'aider à la destruction d'une maison où nous avons de si gros intérêts et où les Français font tant d'affaires : banques, quais, chemins de fer, etc. Grâce au dévouement des religieux et religieuses français, notre langue est parlée partout dans l'Empire ottoman ; elle y est la langue de la civilisation et reste encore, malgré tout, celle des affaires. Enfin tout ce que notre politique intérieure ne nous a pas fait perdre de notre protectorat catholique est un héritage précieux, qu'il importe de conserver. Nous avons les sympathies les plus vives pour les vaillantes petites nations Balkaniques, mais, il faut bien le dire, si l'une ou l'autre était installée à Constantinople, à la place des Turcs, nos intérêts s'en trouveraient gravement lésés. Ces puissances, tout naturellement, voudraient faire elles-mêmes leurs affaires, tandis que les Turcs préfèrent les laisser faire par les autres. Nous pouvons donc donner notre concours, en Macédoine, à une politique de réformes efficaces, réelles, même à une émancipation complete des populations chrétiennes, mais nous ne pouvons, sans des raisons

très graves, nous prêter à une politique qui aboutirait à un partage de l'Empire ottoman. La satisfaction, si c'en était une, de nous mettre en travers des entreprises et des intérêts allemands, ne serait pas un motif suffisant de nous prêter à une telle politique. Au contraire, reconnaissons que l'Allemagne a le droit de chercher quelque part dans le monde son expansion et n'essayons pas de lui fermer toutes les issues. Et puisque les fautes trop réelles de notre politique ont fait de la question Marocaine une question Européenne, une question analogue, dans ses grandes lignes, à la question d'Orient, mais où c'est nous qui sommes la « puissance la plus intéressée » ; puisque nos intérêts s'y trouvent en opposition avec ceux de l'Allemagne, cherchons loyalement si nous ne pourrions pas découvrir en Orient la solution vainement poursuivie au Maroc même.

Je crois que nous le pouvons, sans abandonner ni notre alliance, ni nos amitiés, mais à la condition de n'en être ni les esclaves, ni les dupes. (*Applaudissements prolongés*).

Messieurs[1],

Vos applaudissements unanimes me permettent d'adresser à M. René Pinon un grand compliment, en même temps que de cordiales félicitations. Grâce à lui, nous venons d'avoir la satisfaction qu'on éprouve à voir une question obscure, trouble, confuse, se débrouiller à la lumière d'une claire compétence.

C'est que les éléments de la question sont terriblement complexes, et il est intéressant de les voir vivre avec leur individualité nationale et leur caractère bien tranché. Le Bulgare, robuste, solide, visant avec ténacité, à s'emparer de l'avenir; le Grec nerveux et d'un patriotisme exaspéré; le Bulgare tout en muscles, le Grec tout en nerfs ; le Serbe hanté par les souvenirs d'un passé héroïque et d'un impérialisme lointain; l'Albanais, race de proie, de bravoure et de violence ; et cette singulière colonie valaque, ces morceaux de la Roumanie projetés, on ne sait pourquoi, en pleine Macédoine. Et, à côté de la bigarrure chrétienne, les éléments musulmans, les Turcs, car on a peut-être trop oublié qu'il y a des Turcs en Turquie.

Pour se combattre, ces groupements se font arme

1. Discours prononcé par A. Vandal le 3 mai 1907.

de toute chose : la religion avant tout, l'histoire, le passé, la littérature, la langue, l'instruction, tout est prétexte à s'entre-tuer; il n'est pas jusqu'à la statistique, cette science qu'on se figure volontiers comme essentiellement paisible et même réfrigérante, qui ne soit là-bas une arme meurtrière. Les chiffres s'opposent, se heurtent, se combattent, mènent une danse infernale, se font argument de bataille. S'il m'était permis d'ajouter un témoignage à tous ceux qui viennent d'être produits, je vous dirais qu'à ma connaissance, d'après des renseignements positifs, au cours des quatre dernières années, le nombre des assassinats, commis par des chrétiens sur des chrétiens, s'est élevé à 2.500. Voilà la plaie qui saigne au flanc de l'Orient européen. D'un jour à l'autre, elle peut gagner, s'étendre, enfiévrer toutes les passions de la péninsule des Balkans, et vous savez combien toute crise orientale, lorsqu'elle se déclare à l'état aigu, risque de se généraliser en crise européenne.

On a dit que la question d'Orient est surtout une question d'Occident. C'est exprimer, sous une forme paradoxale, une vérité certaine, à savoir que les intérêts, les ambitions, les groupements, les conjonctions des grandes puissances européennes réagissent continuellement sur le sort de l'Orient et réciproquement.

Le jeu de ces intérêts vient de vous être parfaitement expliqué. De cet ensembe, cherchons, après M. René Pinon, à dégager l'intérêt français. A cet égard, nous ne pouvons que nous rallier aux con-

clusions si pleines de sagesse que nous venons d'écouter.

Pour indirect qu'il soit, notre intérêt dans les Balkans me semble évident, c'est d'empêcher que les Balkans et l'Orient ne deviennent la proie des grandes ambitions co-partageantes et qu'il n'en résulte, pour un ou pour plusieurs des empires européens, un accroissement de puissance qui viendrait rompre la pondération des forces et l'équilibre nécessaire. Cet intérêt doit nous conduire à suivre la politique qui nous était indiquée tout à l'heure et qui poursuit deux objets, en tâchant de les concilier : d'une part, maintenir autant que possible la Turquie dans ses limites et dans son cadre actuel ; d'autre part, dans ce cadre procurer autant que faire se peut aux nationalités, aux groupes nationaux, des garanties de sécurité, de progrès pacifique, opérer, en un mot, des transformations, des réformations nécessaires.

Oh ! je sais bien que la réforme de la Turquie c'est, en politique, la quadrature du cercle. Des générations d'hommes d'État s'y sont acharnées, s'y sont usées, en illusionnés inconscients ou parfois volontaires. Néanmoins, l'exemple des résultats obtenus en certains endroits, notamment dans le Lyban, après l'expédition française de 1860, nous permet de ne pas désespérer entièrement. Cet exemple nous permet d'entrevoir dans l'avenir, grâce à un long effort de volonté et d'énergie, la possibilité de doter la Macédoine, d'institutions autonomes, d'institutions constituant un régime d'apaisement, de sécu-

rité, sous une garantie internationale. A cette œuvre, la France peut apporter un concours d'autant plus efficace qu'on le saura impartial et pratiquement désintéressé. Il est à souhaiter que notre diplomatie y apporte un esprit à la fois de fermeté et de mesure, de conciliation et d'indépendance.

Quant à l'opinion française, c'est-à-dire à nous tous, je voudrais qu'elle sentît bien ce qu'est pour elle ce que j'appellerais son devoir de vigilance. Chez nous, en matière extérieure, l'esprit public se compose trop souvent d'engouements momentanés et de distractions. Il y a des questions à la mode, des questions démodées. Celle de l'Orient l'est un peu; l'Extrême-Orient lui fait tort. Bulgares, Grecs, Macédoniens, Chrétiens de Syrie et de Palestine, on a beaucoup parlé de tout cela. Place aux jeunes et places aux jaunes! (*Sourires.*)

On dit aussi, et non sans raison, que la France a beaucoup et de très graves affaires sur les bras, que ses intérêts se sont en quelque sorte déplacés, « occidentalisés », si je puis dire, localisés spécialement dans l'Afrique du Nord.

Certes, plus que personne, je souhaite que la France ait la conscience, la passion de son rôle africain. Je sais aussi que tout dans la politique est affaire de combinaisons et de transactions. Seulement, ce que, selon moi, il faut énergiquement repousser et flétrir c'est la politique d'abandon.

Or, en Orient, nous conservons des intérêts considérables, intérêts matériels et économiques, intérêts moraux. Je ne rechercherai pas ici les répercussions

douloureuses que peuvent avoir eu, sur ces intérêts, les phénomènes de notre politique intérieure. Néanmoins, la France reste en Orient par son commerce, par ses entreprises, par ses industries, par toutes ses initiatives, par ses religieux, ces admirables semeurs de l'idée française, par ses établissements d'instructions, par son expansion intellectuelle. Elle y reste par ses traditions successives : en effet, et c'est là un point à remarquer, si, à l'intérieur, nos différentes traditions se heurtent, là-bas elles s'associent au contraire, pour faire aimer et respecter la France sous toutes ses faces, la France de tous les temps, toute la France, la France, puissance catholique, la France, puissance libérale, nation douée de cette chaleur, de cette générosité de cœur et d'âme qui est le plus pur de son génie ; douée de cette faculté de propagande civilisatrice qui fait d'elle par excellence, la nation missionnaire (*Vifs applaudissements*).

De tous ces éléments, tâchons qu'aucun ne périclite. Je voudrais que l'opinion, par les moyens de publicité dont elle dispose, par un éveil continu, par de persistants rappels, travaillât à garder pour l'avenir ce précieux dépôt de ses traditions. Travaillons à sauvegarder là-bas, en même temps que nos intérêts matériels et économiques, ce quelque chose d'impondérable et pourtant de réel, de lumineux, de rayonnant, qu'on a si bien nommé la grandeur de la France en Orient (*Applaudissements prolongés*).

V

LA QUESTION RUSSE

ALLOCUTION DE M. ANATOLE LEROY-BEAULIEU

DE L'INSTITUT

DIRECTEUR DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

CONFÉRENCE DE M. RENÉ HENRY

Messieurs[1],

Vous connaissez tous notre ami M. René Henry; vous savez quels services il rend chaque jour à votre société. Je ne dirai pas qu'il en est l'âme, ce serait faire tort peut-être à d'autres. Votre société a ce privilège heureux d'avoir plusieurs âmes. Mais assurément, aucun homme n'a apporté à votre œuvre un concours plus actif et, je puis le dire, plus intelligent et plus ingénieux.

Il vous donne aujourd'hui une nouvelle preuve de son dévouement. Il a choisi, peut-être plutôt accepté, — je ne sais comment la répartition des sujets s'est faite entre vous — la tâche la plus ingrate, parce qu'elle est la plus obscure. Il eût pu vous parler, avec non moins de compétence et avec moins de peine, d'autres questions, notamment de l'Autriche-Hongrie ou des Balkans. Il a pris la Russie. Or, à l'heure actuelle surtout, j'en sais quelque chose, par ma propre expérience, il n'est pas d'étude plus malaisée parce qu'il n'en est pas de plus complexe.

1. Allocution prononcée par M. A. Leroy-Beaulieu, le 13 mai 1907.

René Henry saura s'en tirer à son honneur et à notre profit comme il se tire de toutes les difficultés de ce genre (*Applaudissements*).

Messieurs et mes chers camarades[1],

Entre — d'une part — la politique nouvelle de l'Allemagne, cette politique qui dans une première phase aboutit à Algésiras, et aussi les « rapprochements » qui se groupent et se développent autour de l'entente cordiale franco-anglaise et — d'autre part — les événements qui se passent depuis quelques années en Extrême-Orient et en Russie, il est aujourd'hui acquis qu'il existe une relation d'effets à cause.

Les deux discours de M. de Bülow en matière marocaine — l'un discours de laisser-faire, je dirais volontiers d'approbation, l'autre discours d'intervention, presque de *veto*, — ont été prononcés (on l'a dit[2], on l'a répété[3] au Palais-Bourbon) l'un avant, l'autre après la bataille de Moukden et la recrudescence de la crise russe qui la suivit.

Comme en une expérience chimique le rôle d'un élément dans la production de certains phénomènes est démontré par la suppression de cet élément, de même l'utilité de l'alliance franco-russe s'est trouvée pour ainsi dire scientifiquement établie du jour où, paralysée, elle a partiellement cessé de produire ses effets.

1. Conférence faite par M. René Henry, le 14 mai 1907.
2. M. Paul Deschanel.
3. M. Rouvier, président du conseil.

L'alliance géographique, l'alliance conforme à cette « force des choses » par qui Albert Sorel a si souvent montré ici les volontés humaines inclinées vers les décisions, l'alliance traditionnelle de la France et de la grande puissance (à certaines époques : les grandes puissances) militaire — et militaire terrestre — située à l'autre extrémité de l'Europe, va-t-elle continuer, recommencer à jouer, comme par le passé, son rôle dans la politique générale européenne et mondiale? Telle est, me semble-t-il, la question qui s'impose au point où nous en sommes arrivés de ces études de politique extérieure.

Avant de répondre, il faudrait résoudre deux problèmes de politique russe : le premier de politique intérieure, le second de politique extérieure.

Et d'abord : la Russie, qui compte toujours, ne serait-ce que par sa masse, mais affaiblie par la guerre et surtout par les difficultés intérieures qui la forcent à se replier sur elle-même, va-t-elle retrouver bientôt sa force, son équilibre ?

En second lieu : quand la Russie sera pleinement elle-même et présente parmi les puissances, l'alliance française sera-t-elle encore identiquement ce qu'elle était avant la crise russe? Quelque autre combinaison [1] ne l'aura-t-elle pas complétée et fortifiée. Ou bien, au contraire, d'autres alliances [2], ne l'auront-elles pas remplacée?

Mais je ne suis point chargé de résoudre ce

1. L'entente ou l'alliance russo-anglaise.

2. L'alliance allemande ou même l'alliance austro-allemande, l'alliance des trois empereurs.

deuxième problème : je ne m'en occuperai que dans la mesure où ses données sont enchevêtrées avec celles du premier.

La « question russe » à laquelle on me demande de répondre n'est point une question de rapports diplomatiques entre des termes donnés. Il s'agit de scruter la force russe, — comme on s'est demandé ici, au sujet de la monarchie habsbourgeoise, ce qu'il y a de réalité et ce qu'il y a de cauchemar dans les théories à la mode de la dislocation et du partage, comme on s'est demandé quelle menace de guerre résulte actuellement pour l'Europe des aspirations contradictoires des États balkaniques et des injustices et massacres de Macédoine.

La question posée est donc celle-ci : la crise russe sera-t-elle *bientôt* — et j'insiste sur le mot « bientôt » — bientôt terminée? Et d'abord — question préalable — qu'est-ce que la crise russe? Et — avant tout, car il est indispensable d'aller jusque-là — qu'est-ce que la Russie?

Qu'est-ce que la Russie!

Il y a quelques années, M. Karel Kramarsch disait à la « délégation » autrichienne :

Il y a treize ou quatorze ans que j'ai été pour la première fois en Russie. Je l'ai parcourue de Saint-Pétersbourg au Caucase, de Varsovie à la Volga. J'y ai causé avec une foule de gens de toutes les nationalités et de toutes les régions. J'en suis alors venu à m'avouer : « Maintenant, je comprends la Russie moins qu'auparavant. »

Il est d'ailleurs inutile d'aller — comme par une

manie personnelle — chercher jusqu'en Autriche des documents sur lesquels étayer l'observation que je veux placer, et, autant que possible, rendre saisissante au début de cette conférence. Dès la première préface du premier volume de *l'Empire des tsars et les Russes*, n'avez-vous pas écrit, Monsieur le Président et cher maître, vous dont en ce moment la compétence m'effraie en même temps que votre bienveillance me rassure, des lignes comme celles-ci : « L'espèce de mystère qui plane « sur la Russie et ses destinées... Le caractère énig- « matique de ses habitants... La difficulté de la « connaître et de la comprendre. » De même, il y a quelques jours, alors que vous veniez de revenir de Saint-Pétersbourg pour assister à notre avant-dernière conférence et que, cette conférence terminée, nous vous entourions et vous demandions respectueusement ce que vous rapportiez de certain de votre nouvelle enquête, ne nous répondiez-vous pas, avec une ironie un peu triste : « Un point certain, « le seul peut-être, c'est que là-bas personne ne sait « où l'on va, ni comment on y va. »

Quiconque étudie sérieusement et loyalement la Russie éprouve un sentiment assez analogue à celui que ressent un chercheur animé de l'esprit philosophique quand il s'aventure sur le terrain métaphysique. C'est un philosophe français contemporain, je crois M. Liard, qui a dit : « L'âme écrit toujours quelque chose sur la page blanche de l'absolu. » Et nous aussi, sur la grande plaine blanche pendant tant de mois, nous sommes irrésistiblement

poussés à écrire quelque chose ; nous voudrions savoir y tracer la formule qui nous expliquerait la Russie. La curiosité scientifique n'est pas notre seul mobile. Nous sentons que l'Occident et l'Orient de l'Europe sont solidaires : ce que deviendra l'Europe dépend, en partie, de ce que deviendra la Russie. Nous sommes curieux comme Européens, comme Français. Mais sur le seuil de l'Empire des tsars se dresse un sphinx immense et énigmatique. C'est lui qui nous pose la « question russe ».

M. WITTE ET M. POBIÉDONOSTZEFF — FAÇADE INTACTE IL Y A SIX ANS

Lorsqu'en 1904 je me trouvai, pour la première fois, en face du sphinx, la politique russe semblait consister essentiellement dans la lutte de M. Witte et de M. Pobiédonoszteff. M. Witte n'était pas seulement ministre des Finances, il était investi d'autant de pouvoirs qu'en eut jamais Colbert. M. Pobiédonostzeff, jadis successivement précepteur de deux tsars, était procureur de Saint-Synode. M. Witte avait achevé l'œuvre de ses prédécesseurs : le budget russe était en équilibre ; l'or était revenu. M. Witte tenait essentiellement à ce que les réserves métalliques ne fussent pas exposées à s'épuiser à nouveau. Il cherchait à ce que les importations ne fussent pas plus importantes que les exportations qui tendent à faire entrer le numéraire dans le pays. Il voulait que l'industrie se développât à côté de l'agriculture ; il fallait que ni les machines agricoles, ni les rails,

les wagons et les locomotives du Transsibérien ne fussent achetés au dehors. D'où non seulement le développement du centre industriel polonais, mais la création de centres industriels nouveaux en pays russe, dans le bassin du Donetz, dans l'Oural, jusqu'autour de Moscou et de Saint-Pétersbourg, les deux capitales. Je me rappelle une fin d'après-midi passée en tête-à-tête avec M. Pobiédonostzeff, et ses plaintes : « On va trop vite en Asie et on va trop « vite en Europe. On se trompe de direction. On « transforme les moujiks en ouvriers. On méconnaît « les grandes forces russes : l'inertie, la passivité. « On veut faire des Russes des nerveux. On a tort « de copier l'Europe occidentale. On détruit notre « équilibre. On accumule les forces révolutionnaires « jusque dans Moscou. »

Et « le miroir impérial reflétait M. Pobiédonostzeff « ou M. Witte, suivant que l'une ou l'autre de ces « personnalités antagonistes s'approchait de lui [1] ».

Mais toutes ces questions se posaient dans l'autocratie, par l'autocratie, pour l'autocratie. Il fallait observer bien attentivement la façade en apparence encore intacte de l'Empire absolu, bureaucratique et centralisé pour découvrir, avec l'histoire comme guide, quelques fentes : les futures lézardes. Des assemblées provinciales avaient émis des vœux qui n'avaient pas encore eu ces échos retentissants et

1. *Fortnightly Review*, juillet 1901, p. 124, article intitulé *Russia and her problem* et signé *Calchas* (Voir : *Annales des sciences politiques*, mars 1902 : *La campagne de Calchas dans la « Fortnightly Review » contre une entente anglo-allemande pour un accord anglo-russe*).

prolongés qu'allait avoir bientôt la demande de réforme. Des étudiants troublaient systématiquement des représentations théâtrales, empêchaient de jouer une pièce antisémite. Mais n'étaient-ce pas là ces chansons qui si longtemps modérèrent la monarchie absolue en France ?

LE COURANT LIBÉRAL

Et pourtant, le courant libéral minait depuis longtemps les fondations du vaste édifice autocratique et bureaucratique. On l'avait aperçu au XVIIIe siècle. On l'avait revu sous Alexandre Ier. Il s'était étalé au grand jour lors de la guerre de Crimée et pendant les années qui suivirent. Cette époque rappelle, annonce plutôt, d'une façon étonnante, la période actuelle. Alexandre II, avec une claire vision de la situation, fait alors une politique de réformes, jusqu'au jour où l'opinion russe dévie par hostilité pour les revendications polonaises et où le tsar lui-même s'arrête, convaincu que, pour continuer à transformer l'Empire, il faudrait toucher à l'autocratie [1]. Le jour où il se décide à reprendre la marche en avant, une bombe le massacre et détruit toutes les espérances de liberté. L'évolution russe est arrêtée. Alexandre III accumule les barrages et aveugle toutes les voies par où l'eau s'efforce de sourdre ; il charge toutes les soupapes. Et quand éclate une guerre qui n'éveille pas plus le sentiment patriotique russe que telle

1. M. Anatole Leroy-Beaulieu : *Etudes russes et européennes l'empereur Alexandre II.*

campagne tonkinoise ne groupa autour du drapeau certains de nos partis français, le choc japonais fait se précipiter irrésistiblement le courant libéral en torrents, en vagues, en trombes, en colonnes de vapeur. Pour dompter ces flots furieux, pour prononcer le *quos ego*, il faudrait non pas seulement un homme de bonne volonté, mais un homme d'État, qui aurait en même temps la vision politique d'un Alexandre II et la volonté de fer d'un Pierre Ier !

Comment arriver à classer les éléments dont se compose ce chaos ?

Tentons de passer successivement en revue les questions sociales plus particulièrement russes, les questions nationales non russes, les questions religieuses, les unes russes et les autres non russes. Nous comprendrons ainsi comment se sont accumulés les souffrances et les mécontentements et nous arriverons au cœur même du débat, aux problèmes de l'autocratie et de la bureaucratie, à l'examen de la situation actuelle

Il est bien entendu qu'il ne peut s'agir que d'esquisser vaguement des sortes de fresques dont les traits essentiels pourront seuls être quelque peu précisés.

LES QUESTIONS SOCIALES : LE MOUJIK ET LA QUESTION AGRAIRE [1].

Il serait instructif et presque nécessaire d'étudier successivement dans le peuple russe chaque classe,

1. Voir : *L'Empire des tsars et les Russes,* t. I et II. — *La*

chaque profession : la cour, les nobles, les fonctionnaires, les officiers et les soldats, les professeurs et les étudiants, les marchands qui ne sont plus les marchands-moujiks d'autrefois mais bien de véritables et influents personnages, les ouvriers. Mais, obligés de nous limiter, il nous faudra parler seulement de ceux qui forment l'immense majorité de la population russe et même de l'Empire des Tsars : les paysans, les moujiks.

Je les ai vus dans leurs isbas. Je me souviens en ce moment du marché de Moscou. Je revois, dans Notre-Dame de Kazan, à Saint-Pétersbourg, un groupe énigmatique qui priait. Ce n'est plus un énorme sphinx que je crois maintenant apercevoir, mais toute une fourmilière d'êtres mystérieux qui s'agitent, souffrent et luttent dans la partie la plus fertile de la Russie, entre la frontière occidentale et l'Oural, entre la région forestière et la mer ou les steppes desséchées du Sud.

Là vivaient, au temps de l'affranchissement des serfs, quarante millions de moujiks. On leur a donné la terre qu'on a jugé nécessaire pour nourrir quarante millions de bouches paysannes. Or, la population a augmenté : c'est aujourd'hui soixante-dix millions de bouches qui doivent trouver leur sub-

crise agraire en Russie : quarante ans de propriété collective, par M. Georges Alfassa, avec une préface de M. J. Flach. — *La crise russe et la question agraire*, par M. Edouard Blanc (*Correspondant*, 10 nov. 1906). — *La Russie devant la crise agraire*, par M. Alexis Yermolof, ancien ministre de l'Agriculture. — *Le mouvement agraire en Russie*, par M. Maxime Kovalewky. — *Die Grund Probleme Russlands* par M. Marian Zdziechowski.

sistance sur une surface restée à peu près la même. Tout le problème agraire est là, et aussi dans ce fait que 85 p. 100 des paysans n'ont été détachés de la glèbe que pour être englobés dans le mir communiste, libérés de la tutelle seigneuriale que pour être soumis au staroste.

Comment résoudre ce problème agraire?

On a proposé d'amener le moujik à tirer davantage de la terre qu'il possède. Théoriquement, cette solution est excellente. Soixante-dix millions de paysans français propriétaires des terres noires que détiennent les paysans russes y vivraient presque dans l'abondance. Mais les moujiks sont les moujiks, c'est-à-dire des paysans qui ignoreront longtemps encore l'agriculture intensive, l'épargne et le goût de la lutte âpre et méthodique. Rappelez-vous le système de Lévine, fondé sur ses observations de propriétaire exploitant lui-même[1]. Rappelez-vous une anecdote que raconte Sir Mackensie Wallace[2] : la défaite de Karl Karl'ich, intendant allemand aux méthodes rationnelles et supérieures, mais étrangères et suspectes vaincu par l'inertie d'un village de moujiks. Transformer le moujik est une opération à trop longue échéance

1. *Anna Karénine*, trad. française, Hachette, T. I, p. 156-165. — « En dehors de son exploitation et de ses lectures habituelles, Lévine entreprit pendant l'hiver une étude sur l'économie rurale, étude dans laquelle il partait de cette donnée que le tempérament du travailleur est un fait aussi absolu que le climat et la nature du sol. La science agronomique, selon lui, devait tenir compte au même degré de ces trois éléments... »

2. Sir Mackensie Wallace : *La Russie*, ch. III. *Exil volontaire*.

pour qu'on puisse songer à mettre ainsi fin à la crise aiguë actuelle. — Il en est de même de tous les systèmes tendant soit à développer brusquement l'activité du moujik sur la terre du grand propriétaire, soit à créer de toutes pièces d'importantes industries rurales.

On propose l'émigration vers les villes. — C'est là un remède bien dangereux, peut-être pire que le mal. Le moujik absorbe à l'usine les idées marxistes qui se réfractent étrangement dans son cerveau fruste. Toujours attaché au mir, il retourne au village lointain pendant les époques de chômage : il est le véhicule des germes révolutionnaires. D'autre part, les masses ouvrières qui se constituent deviennent des foyers d'insurrection au cœur même de la puissance russe. On l'a bien vu en 1905. L'*Union des Unions*, organe central d'organisations syndicales analogue à notre Confédération générale du Travail, avait organisé dans tout l'Empire des grèves successives jusque dans les chemins de fer et les postes : quand, à la suite de l'arrestation du Comité central de l'Union des Unions, la révolution éclata à Moscou, les *droujinas* de moujiks-ouvriers tinrent pendant trois jours en échec les régiments du tsar, dont certains étaient suspectés par leurs chefs. — Et puis, étant donnée l'immensité du réservoir paysan, le remède serait inefficace. On propose de vider un grand lac avec un seau !

Autrement pratique est la solution par la colonisation en Asie. Bien que l'émigration sévisse, à force de misère, dans plusieurs régions de l'Europe cen-

trale, en Italie, en Espagne, le paysan occidental est fortement attaché au clocher de son village et au paysage natal. Au contraire, le moujik a de tout temps été un migrateur : il a colonisé la Grande-Russie, puis la Russie méridionale. Il sait qu'il va vers une même immense plaine aux horizons infinis. Le climat sera un peu plus chaud l'été, un peu plus froid l'hiver, mais le même. L'isba de bois qu'il construira pourra être identique à celle qu'il abandonne et qui, dans le mir communiste, était tout son bien. Le courant vers l'Asie, interrompu pendant la guerre, reprend plus fort que jamais. La région du Transsibérien commence à être saturée ; mais on aménage plus au Sud les vastes plaines traversées par les longues voies d'Orembourg à Tashkend et bientôt de Tomsk à Samarcande.

Toutefois, la grande masse des moujiks, prolifique, toujours bien supérieure aux quarante millions primitifs, n'en reste pas moins attachée à la terre noire de la Russie d'Europe. C'est là, sur place, que la plupart des moujiks exigent qu'on leur donne la terre dont ils ont besoin. Au temps de l'affranchissement, ils ont reçu plus de cent millions de déciatines, — la déciatine valant un peu plus d'un hectare. Mais quarante millions de déciatines — représentant une étendue supérieure à celle du territoire vraiment productif français — ont été laissées au Tsar, à l'État, aux barines. Ce sont ces quarante millions de déciatines que réclament aujourd'hui les moujiks.

Evidemment, il y a là du socialisme agraire : le moujik a la conviction que la terre est à celui qui la

cultive et seulement à celui-là. Mais il y a aussi autre chose : le moujik réclame la terre comme lui ayant été volée au XVI[e] siècle au profit des ancêtres de beaucoup de ceux qui la détiennent aujourd'hui. Le problème agraire est posé en Russie un peu comme il est posé près de nous en Irlande. Il y a revendication de propriété et discussion historique. Si le moujik obtient gain de cause et si les socialistes d'Occident cherchent à en tirer argument, il ne faudra point oublier cette différence essentielle entre la question agraire posée en Russie et la question agraire telle que certains cherchent à la poser en France.

Le moujik n'est pas seulement convaincu que la terre lui appartient et doit lui revenir. Il se persuade de plus en plus que la terre va lui être donnée au premier jour :

> Une immense espérance a traversé la terre

Il y a quelques semaines, dans la région de la Volga, un grand propriétaire, inquiet de la tournure que prennent les événements, voulait à toute force vendre ses terres, même à perte. Irrité contre les paysans russes des environs, ses ennemis, il fit venir d'un peu plus loin des non-Russes, des Mordves, et leur proposa de leur vendre ses domaines très au-dessous de leur valeur. Les Mordves refusèrent. Après avoir vainement insisté sans les ébranler, il voulut connaître la raison de leur obstination. Il finit par obtenir cette réponse : « C'est que, vois-tu, « barine, on dit qu'on va nous donner les terres

« demain. Alors nous serions bien sots de les ache-
« ter aujourd'hui. »

Les partis de gauche ont tenté de décupler leurs forces en concluant une sorte d'alliance avec les moujiks. Ils ont compris qu'un programme constitutionnel était insuffisant pour passionner les masses. Ils ont fait leurs les revendications paysannes. Les constitutionnels-démocrates ou cadets, maîtres de la première douma, ont tout fait pour qu'elle fût non seulement une constituante et une tribune, mais aussi une assemblée législative : ils voulaient arriver à voter une loi agraire ; mais la douma fut dissoute avant que cette loi eût été élaborée par la commission. Dans cette commission, tous les partis de gauche ont été d'accord pour demander l'expropriation des terres non paysannes. Au profit de qui ? Différents systèmes étaient et sont encore en présence : les uns voulaient donner la terre aux seuls paysans, les autres à quiconque en demandera sa part pour la cultiver. Les uns voulaient créer des petites propriétés ; les autres parlaient de domaines appartenant à la collectivité et perpétuellement mis à la disposition des cultivateurs. L'expropriation se fera-t-elle avec ou sans indemnité ? Les cadets, à la différence des travaillistes et des socialistes, veulent que les propriétaires soient indemnisés. Il est probable que le demi-échec des cadets à la deuxième douma est dû en partie à ce fait que les paysans ont été soigneusement mis au courant des débats par les travaillistes et les socialistes : le moujik a préféré ceux qui voulaient lui don-

ner la terre à ceux qui voulaient la lui faire payer.

En face des partis de gauche et de ceux des moujiks qu'ils ont embrigadés, le ministère Stolypine a tenté, par une série d'oukases rendus après la dissolution de la première douma et avant les élections dernières, de résoudre — autant qu'on lui en laissait la liberté — la question agraire. Il a facilité et accéléré l'émigration vers l'Asie. Il a vendu aux moujiks les quelques terres disponibles : « une fraise dans la gueule du loup ». Il a tenté de développer le crédit foncier et agricole. Il a commencé à desserrer, à détacher, à trancher les mille bandelettes du mir qui enserrent la momie paysanne : excellente mesure prise par un homme d'État qui cherche à préparer l'avenir; mais mesure dont les effets ne se feront vraiment sentir que dans un temps qu'il faudrait, par quelque autre moyen d'efficacité plus immédiate, arriver à atteindre.

En résumé, les moujiks ressentent une telle faim de la terre qu'ils considèrent comme leur que — le gouvernement leur résistant — les sentiments loyalistes traditionnels sur lesquels avaient trop compté les rédacteurs de la loi électorale se trouvent balancés, paralysés, sinon détruits.

LES QUESTIONS NATIONALES

On a souvent dit que les parties orientales non russes de l'Empire avaient été aisément et complètement assimilées : cela était, affirmait-on, fatal, leurs civilisations étant inférieures à celle dont

la machine bureaucratique russe est l'instrument.

Or, les résultats des élections aux deux premières doumas prouvent, tout au contraire, que les éléments finnois, tatars et caucasiens sont mécontents et réclament leur droit à la vie. La plupart de leurs députés siègent à gauche.

Vous savez, en effet, qu'une des hardiesses de la loi électorale russe a consisté à accorder le droit de vote aux indigènes des régions en somme coloniales de l'empire, — comme nous le faisons dans l'Inde et au Sénégal, comme M. Jaurès a proposé de le faire en Algérie pour les Arabes et les Kabyles.

A l'Orient de l'Empire, ce ne sont pas seulement les députés russes de Sibérie qui renforcent la gauche.

A la première douma, si le Turkestan n'avait, je crois, eu le temps de nommer qu'un député, un mollah, tout ceux des députés du gouvernement des steppes qui appartenaient à un parti siégeaient à gauche. Le député des tribus nomades de Kazan et de Stavropol était inscrit au groupe constitutionnel-démocrate.

A la deuxième douma s'est constitué un groupe musulman qui compte trente membres et qui, siégeant entre les cadets et les travaillistes, revendique l'égalité des droits.

Le Caucase est de plus en plus rouge. A la première douma, l'arrivée de ses députés a déterminé la formation du groupe socialiste. Toute cette « Algérie » si difficilement conquise est maintenant en pleine anarchie.

D'Orembourg et de l'Oural au Don, en passant par le Térek et le Kouban, les « fidèles Cosaques » sont surtout les « libres Cosaques ». Sur 18 députés qu'ils ont envoyés à la deuxième douma, 16 appartiennent à la gauche. Comme le groupe musulman, le groupe cosaque siège entre les cadets et les travaillistes.

Les Petits-Russes passent pour être ceux des Russes qui ont l'esprit le plus mobile et le plus indépendant. Ils sont souvent représentés comme des autonomistes, voire même des sécessionnistes. Néanmoins ils ont — proportionnellement — élu à la deuxième douma le plus de députés de la droite. Mais il ne faut pas attacher trop d'importance à ce fait. En effet, la cause n'en est pas seulement et n'en est peut-être pas du tout que l'élément russe, étant là en contact avec des Polonais et des Juifs, a ressenti quelque chose d'analogue à ce que M. Lavisse appelle « la sensation de la frontière ». Il faut tenir grand compte de ce que, dans cette région, et presque dans cette région seulement, la droite et les octobristes se sont alliés. De plus, dans la plupart des gouvernements habités par les Petits-Russes, les représentants des propriétaires étaient plus nombreux qu'ailleurs par rapport aux représentants des villes et des paysans. Enfin, il semble que l'intervention et la pression gouvernementales ont été d'autant plus acharnées qu'une action contraire était exercée par les éléments juifs et polonais [1].

1. Géographiquement, si on étudie les événements compliqués qui ont précédé les élections à la deuxième douma, on

Les Juifs[1] sont 6 à 8 millions. La plupart ont un costume, une langue — le jargon avec sa presse et sa littérature. Il en est — surtout parmi ceux qui sont enrichis et ceux qui occupent des professions libérales — qui sont quelques-uns russifiés et le plus grand nombre polonisés.

Il y a parmi eux des conservateurs, des libéraux et surtout des adeptes des socialistes : une des organisations socialistes, le *Bund*, est exclusivement juive. En religion, les uns sont « orthodoxes », les autres non. Les uns sont sionistes : d'autres sont

constate que le Sud-Ouest s'est laissé gagner par la droite et les modérés tandis que l'Orient, le Nord, et le Nord-Ouest ont défendu la gauche. Le foyer intense de la résistance des gauches est entre Kazan et Astrakan, dans cette région de la Volga qui accueillit jadis Stenko Razine, Pougatchef et tant d'autres agitateurs.

La droite se montra puissante et fut presque partout victorieuse en Bessarabie, à Cherson, en Podolie (dont les députés paysans élus comme partisans de la droite passèrent ensuite aux travaillistes), en Volynie (où le moine Iliodore fanatise et organise les moujiks), à Kiev (où les paysans, qui furent vainqueurs, ne se détachèrent de la droite qu'au dernier moment), à Poltava, à Orel, à Kalouga, à Toula, et, d'autre part, à Minsk, Mohilef, Pskof, Vitebsk, Smolensk, Novgorod. Koursk, Kharkof, Voronège et Tambof furent indécis jusqu'au dernier moment et leurs représentations sont panachées. Penza a fortement incliné à droite. La majorité des députés d'Orembourg siège à droite.

La gauche est puissante en Tauride, à Ekaterinoslav, Stavropol, Astrakhan, Saratof, Samara, Oufa, Simbirsk, Kazan, Nijni-Novgorod, Kostroma, Iaroslav, Tver, Perm, Viatka, Volodga Arkhangel, Olonets, Saint-Pétersbourg, dans l'Esthonie, la Livonie, la Courlande, à Kovno. Vilna est partagé entre les Polonais et les conservateurs russes et Grodno entre la gauche et la droite.

1. Voir : *Angoisses et espérances polonaises* (*Correspondant*, 25 mars 1906, passim).

indifférents à l'idée d'émigration vers le territoire juif à repeupler et aux vieilles coutumes ; d'autres leur sont hostiles.

Ces Juifs sont soumis à un droit spécial et — sauf une petite minorité — parqués à l'Occident de l'Empire, arrêtés par une ligne déterminée par oukases, qu'ils ne peuvent franchir. D'où leurs deux revendications : l'égalité des droits et la liberté d'aller et venir et de s'établir librement partout. Le projet Stolypine accorde l'égalité des droits, mais maintient le territoire spécial. Le gouvernement russe est acculé à ce dilemne : ou refuser de donner satisfaction aux Juifs, et alors la puissance juive continuera à lui être hostile, ou tout accorder aux Juifs et alors les moujiks et les Russes en général seront-ils de taille à lutter contre des concurrents plus prévoyants, plus affinés, plus âpres au gain ? Quel spectacle pour les historiens qui cherchent à montrer dans les événements l'action de la Providence ou l'existence d'une justice immanente ! Jusqu'aux partages de la Pologne, la Russie ne connaissait pas la question juive et les Polonais, nation sémitophile parmi les nations slaves, la résolvaient aisément. La question juive, à laquelle la Russie se montre incapable de répondre, ne peut-elle pas être présentée comme le châtiment tardif mais ineluctable de la politique de Catherine II ?

Vous savez que le tronçon russe de l'ancienne république royale de Pologne est aujourd'hui divisé en gouvernements comme la plupart des autres

régions de l'Empire. Mais on distingue toujours dans le langage courant le « royaume »[1], où l'immense majorité de la population est polonaise, et les « gouvernements de l'Ouest »[2], où les Polonais sont en minorité parmi les Lithuaniens, les Russes-Blancs et les Petits-Russes.

Un oukase de 1905 a accordé aux Polonais :

1° La liberté presque entière du catholicisme : c'est alors qu'on a vu les anciens uniates persécutés par l'église orthodoxe se déclarer en masses catholiques ;

2° La liberté partielle d'employer la langue polonaise dans l'enseignement : en fait, dans les nombreuses écoles libres qui sont fondées depuis quelque temps on ne se sert que du polonais ;

3° Le droit pour un Polonais d'acheter dans les « gouvernements de l'Ouest » la propriété foncière non pas encore d'un Russe, mais d'un autre Polonais.

Les différents partis nationaux polonais [3], — surtout les ententistes ou réalistes d'une part et les démocrates de l'autre — négociaient soit avec le gouvernement, soit avec les différents partis, chacun se donnant mandat d'obtenir pour les Polonais tout ce qu'il croyait possible. L'idée alla grandissant que la nation polonaise ne pouvait conclure un pacte quelconque sans obtenir l'autonomie

1. C'est à peu près la partie de l'ancien grand-duché de Varsovie qui, annexée à l'Empire des Tsars en 1815 comme royaume, resta nettement distincte jusqu'en 1830.

2. De l'Ouest par rapport aux Russes : ils comprennent les territoires annexés à la Russie lors des partages du XVIII[e] siècle.

3. Voir *Angoisses et espérances polonaises.*

du « royaume ». Le gouvernement russe ne voulut pas en entendre parler. Au contraire, les négociations qui eurent lieu aux derniers congrès des zemstvos tenus à Moscou en 1905 aboutirent à un pacte passé entre les Polonais et le parti constitutionnel-démocrate en formation : les Polonais soutiendraient les revendications constitutionnelles des cadets et les cadets appuieraient la demande polonaise d'autonomie.

Dans la douma actuelle, les Polonais forment un *kolo* de quarante-six députés, presque tous du parti national-démocrate. Ils siègent entre les cadets et les travaillistes. Là ils ont lié partie avec les musulmans qui demandent, comme les Polonais des gouvernements de l'Ouest, l'égalité des droits. Ils cherchent et arrivent à avoir de plus en plus de sympathie parmi les partis de gauche. En même temps ils manœuvrent fort habilement de façon à éviter autant qu'il dépend d'eux la dissolution de la douma : ils veulent qu'elle puisse voter le projet d'autonomie, dès maintenant déposé [1]. Étant donnée la force respective des partis de gauche, de droite et du centre dans la douma actuelle, ils peuvent dans bien des

1. Ce projet a été régulièrement déposé malgré les violentes protestations de M. Pourichkiéwitch, du groupe des « vrais hommes russes » qui invoquait les lois fondamentales de l'Empire et évoquait l'ombre de Catherine II. On distingue entre les affaires communes qui continuent à regarder le gouvernement de Saint-Pétersbourg et la douma et les affaires spéciales au royaume qui se traitent à Varsovie. Il y aura un gouverneur à Varsovie et un ministre polonais à Saint-Pétersbourg. Des garanties sont accordées aux Lithuaniens du Nord-Est et aux Petits-Russes du Sud-Est.

cas donner la victoire à ceux avec lesquels ils votent : ils peuvent jouer le rôle avantageux qui fut souvent celui du Centre dans l'Empire allemand.

Les Lithuaniens, Lettons et Esthoniens siègent à l'extrême gauche. S'il est entré quelques Allemands à la douma, aucun n'a été élu par les provinces baltiques[1].

La Finlande poursuit à part l'expérience du suffrage universel accordé sans étapes aux femmes comme aux hommes. Les anciens partis sont submergés. Les socialistes sont élus en foule. La liberté précaire est en danger.

LES QUESTIONS RELIGIEUSES[2]

Le temps nous manque pour nous occuper et des religions, la plupart liées à une nationalité, qui n'ont aucun lien de parenté avec l'orthodoxie, — catholicisme des Polonais, luthérianisme des Allemands, etc. — et du *raskol* et des sectes.

En octobre à côté de la douma politique et sociale va se réunir un *sobor* religieux. Tous les évêques orthodoxes et trois représentants — dont deux laïques — de chaque gouvernement y siégeront.

1. Dans le *Petersburger Herold*, M. Pourichkiévitch a proposé aux Allemands des provinces baltiques de prendre leurs intérêts en main. Dans le *Nietch*, le club libéral de Niga a répondu qu'il était trop attaché aux idées constitutionnelles pour considérer un député de l'extrême-droite comme son représentant.

2. *L'Empire des tsars et les Russes*, tome III.

La question du patriarcat ne sera point la seule posée. Depuis qu'un nombre grandissant de Russes de la gauche, voyant dans cette institution du patriarche créée par Godounof et abolie par Pierre I[er] un moyen de séparer l'Église orthodoxe et de la bureaucratie et de l'autocratie, s'en montrent partisans, la droite y tient de moins en moins. De plus, elle craint l'élection d'un évêque qui n'est pas des siens.

Des Russes de gauche — comme le fameux archiprêtre Petrof — veulent réformer le clergé et supprimer les règles qui en font une sorte de caste. Ils demandent que les popes puissent se remarier, qu'ils s'habillent comme tout le monde.

Des Russes de droite — peu de « monarchistes » mais surtout d'anciens « slavophiles » — approuvent M. Papkof, ancien gouverneur de Tavastous en Finlande, qui voudrait voir reconstituer le *prihod,* l'ancienne paroisse. D'après lui, il faut à tout prix intéresser les laïques aux affaires de l'Église et créer pour cela à côté du pope, qui n'a actuellement de comptes à rendre qu'à l'évêque, des sortes de conseils de fabrique. De même il voudrait constituer à côté du patriarche, un conseïl où les laïques seraient largement représentés : n'en est-il pas ainsi à Constantinople et chez les Serbes d'Autriche-Hongrie?

A cela les « monarchistes », dont l'archiprêtre Vostorgof est un des principaux porte-parole, répondent qu'il faut conserver dans son essence l'organisation synodale actuelle et n'y introduire aucun laïque. Tenter de séparer l'Église de l'État par la restaura-

tion du patriarcat, c'est vouloir enlever au pouvoir politique son essence orthodoxe et dire que l'Église se désintéresse du caractère religieux du pouvoir. D'autre part, quand le souverain est orthodoxe il représente à lui seul toute la société laïque : n'est-ce pas le cas dans le royaume de Grèce? Mais les monarchistes voudraient que les évêques, collaborateurs de l'autocrate, sachent — comme il le devrait lui-même — rompre avec les habitudes bureaucratiques, aller au peuple, vivre en communion avec leurs ouailles, en devenir les véritables chefs moraux.

L'AUTOCRATIE ET LA BUREAUCRATIE

Nous voici arrivés à la clef de voûte du vieil édifice russe : l'autocratie.

Il est aisé de se rendre compte des idées des « monarchistes » russes : le principal livre de leur grand théoricien Pobiédonostzeff, le *Recueil de Moscou* a été traduit en français sous le titre de *Questions religieuses, sociales et potitiques : propos d'un homme d'État* [1]. A ne considérer que les grandes lignes, on y retrouve à peu près le système de Bossuet. On y retrouve aussi un mépris haineux pour les parlements occidentaux, très analogue à celui qui s'étale dans les écrits de nos syndicalistes révolutionnaires.

A l'absolutime sans règles, anarchique en somme, le tsar Nicolas II vient de substituer un régime constitutionnel et légal : l'autocrate a formulé des règles

1. Paris, 1897, Baudry et Cie, éditeurs.

qu'il s'est engagé à respecter [1]. Mais aucun de ses actes ne porte atteinte au principe autocratique : il l'a proclamé intangible. La douma n'est nullement le représentant d'un pouvoir populaire, le défenseur des droits du peuple. Il est vrai qu'une institution créée peut, quand elle vit, arriver par le fait même de son fonctionnement, à créer un droit.

Le sort de l'autocratie n'est point lié a celui de la bureaucratie. Les « monarchistes » sont les ennemis acharnés de la bureaucratie. Parmi les bureaucrates il en est un grand nombre qui soutiennent les partis de gauche.

Cette bureaucratie est une importation, une copie grossière de l'Occident. Il n'y a pas eu greffe, adaptation, mais superposition à l'organisme russe d'un mécanisme grossier, aujourd'hui détraqué. L'incapacité, la malhonnêteté d'un trop grand nombre de bureaucrates — dignes successeurs de ceux que Pierre le Grand faisait traîner par des porcs — sont aujourd'hui trop connues pour qu'il soit nécessaire d'étaler cette plaie de la Russie au xx[e] siècle.

L'autocratie bureaucratique a détruit tous les « corps intermédiaires » nécessaires à l'existence des sociétés libres, mais insupportables aux despotes légitimes ou révolutionnaires, monarques comme assemblées : en France la Révolution n'a-t-elle pas

1. Voir l'étude anonyme publiée en 1905 par un Polonais, d'abord dans le *Correspondant*, puis en brochure chez A. Lemerre : *La Crise constitutionnelle en Russie*.

poursuivi l'œuvre de centralisation à outrance et d'émiettement césarien commencée par la monarchie finissante et l'Empire n'a-t-il pas parachevé l'œuvre, au point que la renaissance de nos collectivités administratives et de nos associations économiques et autres est loin d'avoir pu s'achever au XIXe siècle ?

LA SITUATION INTÉRIEURE AU DÉBUT DE MAI 1907

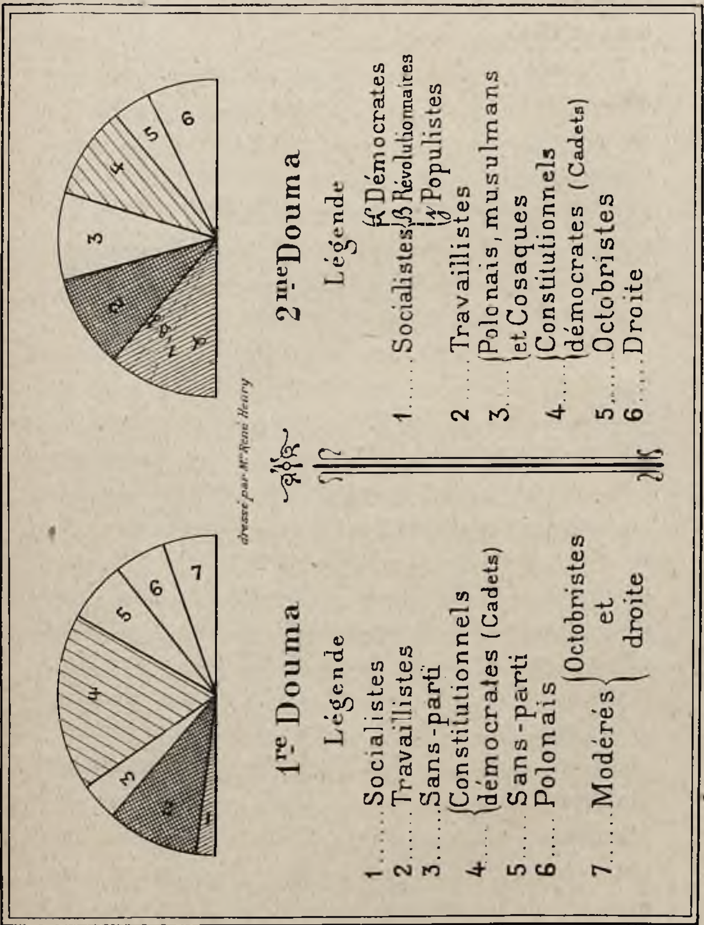
Je ne puis exposer ici les événements complexes qui ont en trois ans abouti à la situation actuelle. Je me garderai de parler de l'évolution et de la cristallisation progressive des partis, de chercher à montrer comment l'opinion russe a pour ainsi dire passé de l'homogène à l'hétérogène : c'est là bien plutôt objet d'articles de revue que d'une conférence, même d'étude. Je me contente donc de renvoyer à trois essais que j'ai fait paraître dans les *Questions diplomatiques et coloniales*[1], et d'examiner un instant la deuxième douma telle quelle est actuellement composée.

Sur 500 et quelques députés, la gauche, considérablement accrue, se compose de 212 membres : 112 socialistes (démocrates, révolutionnaires et populistes) et 100 travaillistes.

La droite, à peu près inexistante à la première douma, a 72 députés (« monarchistes », « vrais hommes russes », paysans qui se détacheront probablement sur la question agraire, etc.).

1. Numéros du 16 novembre 1906 et des 1er janvier et 16 mai 1907.

Le parti constitutionnel-démocrate, ou cadet (K. D),



Cliché des "Questions Diplomatiques et Coloniales".

Fig. 6.

maître de la première douma, ne compte plus que 91 inscrits.

Entre la droite et lui, siègent 32 octobristes et entre les travaillistes et lui 46 Polonais, 30 Musulman et 18 Cosaques.

Dans ces derniers temps, le parti constitutionnel-démocrate s'est orienté de moins en moins à gauche. Le parti octobriste, entraîné par son chef, s'est dégagé de la droite. Ces deux partis se sont rapprochés. D'autre part, le ministère Stolypine qui a rendu inéligibles, en les poursuivant, la plupart des cadets de la première douma et qui a refusé de « légaliser[1] » le parti constitutionnel-démocrate lors des dernières élections, paraît changer de politique et chercher un point d'appui du côté du centre en formation, dans lequel il serait indispensable d'arriver à faire entrer les Polonais, les Cosaques et les Musulmans. Mais bien des suspicions, des divergences et des malentendus rendent cette évolution problématique. M. Stolypine trouverait, d'ailleurs des adversaires résolus parmi plusieurs de ses collègues et il est douteux qu'il obtienne du tsar toute liberté d'action. Deux nominations récentes ne montrent-elles pas combien la droite est encore puissante dans les ministères et à la Cour : M. Akimof, monarchiste, a été nommé président du Conseil de l'Empire, dont le président était jusqu'ici un modéré, et M. Pikhno, rédacteur du *Kievlanine,* principal organe des « vrais hommes russes », polémiste et lutteur qui ne peut pas ne pas exercer une influence partout où il se trouve, a été nommé membre de ce Conseil. Et puis la tentative de

1. *Questions diplomatiques et coloniales*, 16 mai 1907, p. 642.

M. Stolypine n'est-elle pas bien tardive au moment où les masses électorales paraissent de plus en plus attirées vers les parties d'extrême-gauche et d'extrême-droite ?

Ceux qui souhaitent que la deuxième douma — plus sage jusqu'ici que la première, bien que composée d'éléments plus violents — subsiste, ont entre les mains une arme défensive contre la dissolution non suivie de nouvelles élections. En effet, s'il est probable que le budget sera voté par la douma et que le gouvernement se trouvera ainsi disposer régulièrement pendant un temps des ressources nécessaires à la vie courante, il paraît bien probable que l'Empire ne pourra pas vivre indéfiniment sans emprunt. Or, étant donné l'état d'esprit de l'Occident, on sera obligé, si on veut que l'emprunt réussisse, de faire voter l'emprunt par la douma. A ce moment, il faudra qu'il y ait une douma et la douma pourra poser ses conditions.

La droite hostile à la douma paraît disposer actuellement d'une arme offensive : il semble bien que le gouvernement peut compter sur l'armée. On n'en est plus au temps du soulèvement de Sébastopol et des hésitations de Moscou. Même depuis l'époque où la majorité fidèle des troupes a réprimé les soulèvements révolutionnaires de Sveaborg et de Cronstadt, la discipline a été plus complètement restaurée. A droite, on ne songe pas sérieusement à supprimer tout régime représentatif mais à modifier la loi électorale : on voudrait que chaque classe envoyât ses représentants distincts à Saint-Pétersbourg et que le

rôle des propriétaires fonciers fût augmenté par rapport à celui laissé aux paysans et aux villes. Il est vrai que là on se heurte à un obstacle qu'il n'est pas aisé de tourner : le tsar a donné sa parole que la loi électorale ne serait modifiée qu'avec le concours de la douma.

Gorki a écrit que « la vie avec ses tourments et sa « beauté est une lutte entre le Rouge, radieux che- « valier de la vérité, et le Noir, monstre de la tyran- « nie ». Il voudrait que n'existât pas « le Gris, mono- « tone et mesquin, dont l'âme est le siège d'un « crapaud visqueux, la banalité ». C'est là une opinion de littérateur, d'artiste. Pareille théorie n'est pas défendable en politique : on y cherche l'équilibre ; on y tente la synthèse ; on y fait de la vie. Comment condamner la Russie à un choix entre la terreur rouge et à la terreur noire ou blanche !

Si les Russes arrivaient à mettre fin à la crise actuelle et à faire coexister dans l'ordre et la justice le tsar et la Douma, les Russes et les non-Russes ; s'ils arrivaient à s'attacher à ces deux idées qui de plus en plus me paraissent liées partout, mais en Russie peut-être plus qu'ailleurs, liberté et fédéralisme — oh ! alors les Russes pourraient être tranquilles ! Il en est parmi eux qui veulent étonner le monde : ils y seraient arrivés plus sûrement qu'en tentant d'inventer et d'appliquer des systèmes électoraux ou sociaux étranges. Alors le poète pourrait s'adresser au tsar et lui dire en toute vérité :

Tsar, regarde tourner le globe dans ta main.

Alors il serait temps de prononcer — efficacement cette fois — le mot d'équité jusqu'ici platoniquement mêlé aux démonstrations franco-russes et de façonner l'ébauche encore si grossière qu'est aujourd'hui l'Europe. Alors pourrait enfin sérieusement commencer cette période d'activité féconde de l'alliance franco-russe que le *Novoié Vrémia* me reprochait il y a quelques années de ne pas croire immédiatement possible.

Mais je sais que l'équilibre auquel je rêve en ce moment n'existe guère dans la vie. Dans le monde social, tout est mouvant, changeant. Entre les deux pôles à inégale distance desquels se transforme chaque société, il faut avoir une préférence.

Longtemps j'ai cru que la Russie devait être autocratique ou ne pas être. J'avais vu dans l'histoire la grande Serbie, la Bohême d'avant la Montagne blanche, la Pologne des *pacta conventa* entrer dans le vaste cimetière où les nations slaves se couchent à côté des libertés qui les ont tentées et perdues. Il me semblait que ce n'était pas l'Empire des Tsars — si hétérogène — qui pourrait le premier tenter victorieusement l'expérience au cours de laquelle tous les autres ont succombé. Je me disais aussi que la Russie du XXe siècle est trop jeune pour mener la vie d'un État arrivé à sa majorité. Si les nations de l'Europe occidentale sont au XXe siècle, la Russie est loin d'y être arrivée : c'est de plusieurs centaines d'années que devrait retarder son calendrier.

Puis j'ai constaté que l'autocratie centralisée et bureaucratique avait été incapable d'assurer la puis-

sance de l'Empire, — ce qui était pourtant sa principale raison d'exister. Cette autocratie ne paraissait pas capable de se réformer elle-même et ne semblait pas le vouloir. D'autre part, si la Russie n'a pas vécu et souffert les mêmes siècles d'apprentissage que les nations occidentales, elle est, qu'elle le veuille ou non, en contact avec ces nations. Or aujourd'hui, avec les moyens multipliés et perfectionnés de diffusion de la pensée, il n'est pas possible — quels que soient les systèmes de douane et de censure — de bâtir une muraille de Chine capable d'arrêter ces impondérables dont ont dû un jour ou l'autre tenir compte les politiques les plus réalistes. Un seul exemple : on peut réglementer et comprimer les universités ; on peut refuser à telle ou telle catégorie de sujets du tsar le droit de devenir étudiants; on ne peut pas empêcher de partir pour l'Europe les « oiseaux de passage » qui se sont depuis peu abattus sur la Sorbonne, sur les universités suisses et quelque jour reviendront dans l'Empire après avoir reçu une empreinte indélébile. La Russie se trouve obligée à faire un formidable bond en avant. Je commence à croire qu'elle en est capable depuis que j'ai pu mieux comprendre à l'université de Prague, à l'université de Cracovie, à l'université de Belgrade, à Sofia, à Zagreb, tout ce qu'il y a de bonne intention, de volonté et d'esprit moderne et tourné vers le progrès dans les jeunes générations slaves. Si tant d'États slaves ont succombé dans l'histoire, le XIXe siècle n'a-t-il pas vu la superbe renaissance des nations slaves ? Et puis, je n'ai pas

été indifférent à cette constatation que les sympathies de la majorité des Slaves d'en dehors de l'Empire des Tsars, — la plupart tournés avec une affectueuse anxiété vers la nation russe — vont surtout aux partis de gauche. Enfin pour nous Français il est une autre raison de souhaiter la constitution d'une Russie libérale et fédéraliste : c'est que cette Russie-là, étant données les façons de voir de la plupart de ceux qui luttent pour elle, serait — par la force des choses et toute considération de sympathie mises à part — portée à s'entendre non avec Berlin, mais avec Paris.

COMMENT LE PROBLÈME EXTÉRIEUR DÉPEND EN PARTIE DU PROBLÈME INTÉRIEUR RUSSE

Parmi les Russes de gauche — je ne parle pas de ceux d'extrême-gauche — et parmi les Polonais cette idée est très répandue que le tsar aurait accordé beaucoup plus s'il n'en avait pas été empêché par des influences extérieures, étrangères. Je ne veux pas rechercher ici si cette conviction est fondée. Je me suis fait une opinion sur ce point. Je ne chercherai pas à l'exprimer. L'important est que la conviction dont je vais préciser l'importance et la portée par quelques exemples existe. Elle est par elle-même une idée-force.

Vers la fin de 1905, à un des congrès des zemstvos tenus à Moscou, un officier russe en uniforme se tourna vers les délégués polonais présents et leur dit que les Russes en avaient comme eux assez d'une

opression qui avait sa cause à l'étranger et qu'il fallait s'attendre à voir revenir les jours de Grunwald, — Grunwald, Tannenberg, la grande défaite au XVe siècle de l'ordre teutonique, un des deux ancêtres de l'État prussien, par les Polonais, les Lithuaniens, les Tchèques et les Russes !

En décembre 1905, à Cracovie, M. Zdziechowki m'a raconté les efforts qu'il avait faits pour obtenir d'un ministre russe très en vue le retrait de certaines mesures vexatoires et inutiles. Il lui fut textuellement répondu : « L'argument principal contre vous « est que le gouvernement allemand trouve ces « mesures indispensables. »

Il y a quelques jours, le ministère avait demandé à la douma de voter le contingent militaire. C'était une question capitale. On disait que si le contingent n'était pas voté la douma serait dissoute. Or, le ministère ne fut vainqueur que grâce à l'appoint que lui fournirent les voix du kolo polonais. Et que dit alors M. Konits, orateur du kolo ? Il déclara que les Polonais veulent un Empire des Tsars fort et armé afin que cet Empire soit soustrait à toute action exercée de l'extérieur par l'étranger.

Je sais bien que les Polonais ont été froissés par la façon dont nous les avions oubliés jusqu'à ces derniers temps et aussi par la politique suivie en France en matière religieuse. La gauche russe nous pardonne difficilement l'intimité de notre république et du tsarisme et surtout le dernier emprunt en partie souscrit en France au moment d'Algésiras.

Mais ce sont là effets passagers qui disparaissent au moment décisif.

D'autre part, au contraire, lorsque deux autocraties sont voisines, lorsque l'une veut s'attacher l'autre et lui fait des avances et lorsque l'autre est aux prises avec des difficultés qu'elle n'arrive pas à surmonter, ces deux autocraties sont bien près de s'allier.

Enfin une des causes de la longue alliance russo-prussienne qui va presque sans interruption du XVIIIe siècle au règne d'Alexandre III est la solidarité existante entre copartageants de la Pologne. Le jour où la Russie accorderait l'autonomie au « royaume » et la liberté aux Polonais, la Pologne serait une cause non plus d'alliance, mais d'hostilité entre la Russie enfin équitable et la Prusse dont on sait la politique à Posen. La vieille prédiction de Vergennes serait enfin réalisée — comme elle se réalisera peut-être bientôt dans les rapports de la Prusse et de l'Autriche[1] : « En augmentant les sujets de discussion « et de jalousie entre les trois puissances qui y ont « participé, les suites de ce partage les occuperont « et les diviseront vraisemblablement lorsque son « union éphémère aura atteint son but. »

Et maintenant, si nous jetons en arrière un coup d'œil sur la foule des difficultés que nous venons de passer en revue, nous constatons que la Russie reste mystérieuse. Mais peut-être avons-nous été des Œdipes suffisants ; car nous pouvons répondre à la

1. Voir : *Questions d'Autriche-Hongrie et question d'Orient* (Plon), p. 149 et suiv.

question essentielle posée au début : en tout cas, pendant un long délai, la France ne peut plus compter aussi pleinement que par le passé sur sa grande alliée terrestre.

Je voudrais que vous retrouviez dans la dernière de nos conférences de cette année comme l'écho de l'idée qui a dominé la première et qui me semble constituer l'unité et la principale raison d'être de cette série.

A partir de maintenant, je me permets de m'adresser exclusivement aux Français ici présents et je leur dis : Les circonstances sont telles qu'il est nécessaire que nous soyons unis et que la France soit forte.

Quelque idée que nous nous fassions de la patrie, depuis ceux qui ont conservé le culte passionné d'une entité intangible, vivante, jusqu'à ceux qui comprennent seulement « la nécessité de maintenir libre le coin de terre où commence à se réaliser la justice[1] », tous, il nous faut collaborer. Sans doute, la situation n'est ni immédiatement ni sûrement tragique. Mais le moment est grave. C'est un de ces moments comme en connaissent en leur longue existence toutes les grandes puissances, mais après lesquels, le plus souvent, elles ne restent grandes puissances qu'à la condition d'avoir pendant la crise retrouvé toutes leurs énergies nationales dispersées. Surtout éliminons de nos âmes ce sophisme insensé

1. M. Félicien Challaye : *Le syndicalisme révolutionnaire Revue de métaphysique et de morale*, mars 1907, p. 272).

et mortel d'après lequel il y a antinomie entre la civilisation et la force, entre une démocratie républicaine et une armée disciplinée. « La pensée n'est « rien sans l'action. La justice doit être armée. De- « puis la Grèce, la France est le plus extraordinaire « miracle que le monde ait vu. Or, la Grèce fut « grande, non seulement par le génie de ses pen- « seurs, mais par la vaillance de ses héros, qui sau- « vèrent de la barbarie asiatique la civilisation et les « trésors de la pensée humaine. Voyez l'Acropole : « l'unique beauté de la montagne sainte, ce n'est pas « seulement le monument divin qui la couronne, « c'est le contraste harmonieux entre le temple idéal « et le roc abrupt, rude engin de défense et de lutte ; « la citadelle portant le sanctuaire, la force défen- « dant l'idée [1]. »

1. Paul Deschanel : *Quatre ans de présidence*, p. 274.

CONCLUSION

LA RUSSIE ET L'EUROPE

PAR M. ANATOLE LEROY-BEAULIEU

DE L'INSTITUT,

DIRECTEUR DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Messieurs[1],

J'ai été comme vous très frappé de la variété d'aperçus, de la hauteur des vues, et aussi de l'exactitude du brillant exposé que vient de vous présenter notre ami R. Henry. Je suis embarrassé de traiter, après lui, le trop vaste sujet qui nous est commun. La plupart des questions qu'il a touchées, il l'a fait avec tant d'à-propos et de mesure que je ne saurais guère que répéter en l'affaiblissant ce qu'il en a si bien dit. Il est cependant quelques points par lesquels je crois devoir m'arrêter.

Je reviens de Russie, comme on vous l'a dit tout à l'heure. Voilà trois ans que chaque printemps j'y fais une visite, et ces visites, j'ai l'intention de les continuer encore pendant des années autant que j'en aurai la force. Malheureusement, je ne suis plus jeune, et j'ai le sentiment que la révolution ou mieux la nouvelle évolution de la Russie prendra beaucoup de temps, si bien que je ne pourrai la suivre jusqu'au bout. J'avoue que je suis convaincu, quant à moi, que le vaste Empire n'aura pas trouvé son assiette avant quelque vingt ou trente ans, pour ne pas dire avant un demi-siècle.

Il y a encore, parmi nous Français, beaucoup de

1. Discours prononcé par M. Anatole Leroy-Beaulieu le 13 mai 1907.

personnes qui restent persuadées que pour tirer la Russie d'embarras, pour lui rendre sa stabilité antérieure, et du même coup sa grande situation à l'étranger, il n'y a, pour elle, qu'à faire un choix et à s'y tenir résolument. Pour les uns, il faut qu'elle redevienne absolutiste, autocratique. Pour les autres, elle n'a qu'à se faire libérale, démocratique, je dirais presque révolutionnaire.

Malheureusement, la question est loin d'être aussi simple. Des Français ou des Russes qui croient que la Russie peut facilement reprendre son influence ancienne en redevenant, en quelque sorte, elle-même, selon la doctrine de ceux qui en Russie s'intitulent, les vrais Russes, je ne dirai qu'une chose, c'est qu'ils sont aveugles. Ils se plaisent à répéter : « La Russie a été forte par l'autocratie, elle ne peut vivre que par l'autocratie. » Ce sont là des maximes qui peuvent se soutenir sur le papier, des maximes purement théoriques, mais en fait, pour juger des destinées prochaines d'un État et d'un peuple, il faut se placer, non seulement devant le passé et devant l'histoire, mais en face de l'époque présente et de l'esprit contemporain. Or s'il y a une chose certaine, qui éclate aux yeux, c'est que le régime absolutiste, autocratique, était, en Russie comme ailleurs, un anachronisme. C'est là une chose sur laquelle j'ai souvent insisté, quant à moi. Tous ceux qui m'ont fait l'honneur de suivre mes cours depuis quelque vingt-cinq ans, savent que je n'ai cessé d'annoncer que l'autocratie russe ne pouvait plus vivre longtemps. Il est vrai que je

disais, il y a vingt ans : « Elle ne dépassera pas la fin du XIX[e] siècle. » Depuis, j'ai été obligé de changer, de dire elle ne dépassera pas le XX[e] siècle. Je ne crois pas m'être trompé beaucoup. Nous ne sommes qu'à l'aurore de ce siècle nouveau et bien que le Gouvernement russe semble prétendre la maintenir en théorie, l'autocratie tsarienne est si malade que, j'en suis convaincu, elle ne saurait guérir.

A mon sens, la faute capitale du Gouvernement russe a été de ne pas savoir prendre les devants, de ne pas comprendre, comme le disait M. R. Henry, qu'on ne pouvait élever, entre la Russie et les pays d'Occident, une sorte de muraille de Chine, de ne pas reconnaître que par-dessus tous les obstacles dressés entre l'Empire autocratique et l'Europe, par-dessus la douane, la censure et la police, les vents d'Ouest apportaient les graines des idées de l'Occident. Et ces graines n'ont pas manqué de germer sur la terre russe, si bien que ce sont souvent les idées que nous appelons les plus avancées, celles qui sont les plus risquées ou les plus téméraires, sinon les plus chimériques, qui ont le plus rapidement levé.

Toutes les doctrines nouvelles étant également prohibées, les idées libérales aussi bien que les idées révolutionnaires, ce sont naturellement ces dernières, les plus simples et les plus séduisantes pour un peuple encore inexpérimenté, qui ont germé le plus vite sur ce sol primitif.

La cause principale de tous les embarras de la Russie vient donc de ce que le Gouvernement russe

n'a pas su prendre son parti et se réformer, se moderniser lui-même à temps. L'empereur Alexandre a trop tôt interrompu son œuvre, sans oser l'achever. Force nous est aussi de reconnaître qu'une responsabilité terrible pèse sur les partis révolutionnaires depuis le jour funeste où leurs bombes ont renversé ce pauvre empereur, libérateur des serfs et émancipateur des Bulgares, sur les bords du canal Catherine.

L'évolution politique de la Russie en a été retardée d'une trentaine d'années. Or, plus le Gouvernement a attendu, plus le pays est devenu impatient. Il l'était déjà durant les premières années du règne de Nicolas II. Avant la dernière guerre, lorsque dans ses manifestes, l'empereur Nicolas parlait de réformes, la plupart des Russes disaient : « Ce ne sont pas des réformes, au pluriel, que nous voulons, c'est une réforme, c'est la participation du pays à son Gouvernement ».

Telle est, en effet, la réforme essentielle, celle qui comprend toutes les autres, et c'est pour cela que le Gouvernement a eu tant de peine à s'y décider. Aujourd'hui, il a fini par se résigner. Il l'a fait sous la pression de la guerre, de la défaite. Lors de l'inauguration de la première Douma, dans la salle Saint-Georges, au Palais d'hiver, inauguration à laquelle j'ai eu le plaisir d'assister, des paysans, des députés moujiks, s'arrêtaient devant le représentant du Japon et disaient en se le montrant : « Le vrai libérateur de la Russie, celui qui a donné la constitution, le voilà »:

Rien de plus malheureux, pour un peuple que de débuter dans la voie de la liberté sous de pareils auspices. Il est vrai qu'il n'est rien de plus fréquent; c'est presque toujours ainsi qu'on commence, ce qui faisait dire à Victor Hugo, avec l'outrance dont il était coutumier : « La guerre est le jeu à qui perd gagne ». Expression exagérée, pour ne pas dire impie ; car il y a des peuples qui, à la guerre et à la défaite, ont trop perdu pour qu'on ose dire qu'ils y aient gagné. Il n'en reste pas moins vrai que souvent les peuples ont trouvé à leurs malheurs sur les champs de bataille, une compensation dans les réformes intérieures et les libertés constitutionnelles.

C'est ce qui explique le sentiment de nombre de Russes sur la guerre de Mandchourie.

En 1905, lors de mon voyage durant cette lamentable guerre, une chose surtout me frappait. Au moment où allait se décider le sort de la flotte impériale, j'entendais à Moscou même, dans la vieille capitale, au cœur de la Russie, des Russes me répéter : « Ne nous souhaitez pas de victoires ». Et, comme je disais : « Voyons, sinon une victoire, du moins un petit succès qui vous permettrait de faire la paix avec honneur ». — « Non ; pas de succès, pas de victoires » me répliquait-on, avec une sorte de patriotisme exaspéré, « une victoire, ce serait reculer de cinquante ans, d'un siècle peut-être, les réformes libératrices que nous vaudront nos défaites. ».

Et en effet, comment nier que le régime absolu-

tiste, ce régime que certains voudraient restaurer, est responsable des déboires de la politique russe ? Peut-être n'est-il pas seul responsable des défaites militaires ; un Gouvernement l'est toujours dans une certaine mesure; mais je l'avoue, je suis disposé à croire qu'on a été, à cet égard, trop sévère vis-à-vis des Russes. La partie était trop difficile, la Russie était trop loin. C'est pour moi un axiome, et je l'ai dit et redit sans cesse en cette chaire, que la force de la Russie n'est pas en proportion de sa masse. Il importe de nous en bien persuader : si la Russie a une grande force, c'est une force de résistance chez elle, à l'intérieur, une force défensive ; ce n'est pas une force offensive. Encore une chose que je ne me suis pas lassé de répéter à propos de l'alliance. Il est peut-être heureux pour nous que l'expérience n'en ait pas été faite en d'autres conditions.

Si la Russie contemporaine est une puissance redoutable, c'est lorsqu'elle a affaire à un adversaire, qui ainsi que Napoléon la prend corps à corps, chez elle. Mais pour des guerres coloniales ou pour des campagnes lointaines, quand il s'agit de transporter ses armées au dehors, surtout à des milliers de kilomètres, la vaste Russie perd singulièrement de ses forces. Cela seul suffirait à expliquer les défaites des Russes. J'avoue même que je me suis demandé souvent si les autres peuples de l'Europe, si les États qu'on considère comme les plus militaires et les mieux préparés auraient, en des circonstances analogues, beaucoup mieux réussi que les Russes, en face d'un adversaire, à tous égards

redoutable, et par son esprit encore guerrier, et par son armement, et surtout par son patriotisme, sorte de religion nationale, poussé chez lui jusqu'au fanatisme.

La grande faute du Gouvernement russe, à cet égard, c'est sa politique en Mandchourie. Cette politique devait, tôt ou tard, se heurter aux Asiastiques, aux Japonais, ou aux Chinois, et la Russie n'était pas en mesure de l'imposer par les armes. La faute était d'autant plus lourde qu'elle devait conduire à une guerre qui pour les Russes n'avait rien de national. Ce n'est qu'aujourd'hui, après coup, qu'un certain nombre de ceux qui se félicitaient, il y a deux ans à peine, des défaites de Mandchourie, commencent à dire : « Si la guerre avait continué quelques mois encore, nous étions vainqueurs. » Cela est possible, ce n'est pas certain.

Une chose certaine, c'est que pour un Gouvernement, pour un régime, une guerre, une grande guerre surtout, est l'épreuve suprême. Il est jugé sur la manière dont il en sort. Vous savez combien nous sommes sévères, nous autres Français, en pareil cas. Nous ne faisons pas comme les Carthaginois, nous ne crucifions pas nos généraux vaincus. Non. Nous renversons notre Gouvernement.

La Russie, au lendemain de Moukden et de Tsoushima a voulu faire quelque chose d'analogue. Elle a voulu sinon changer, du moins réformer son Gouvernement. Elle ne s'est pas attaquée au Tsar, à à la maison impériale. Rares sont les hommes qui ont la témérité de vouloir renverser le trône, et

leur nombre était encore moindre, il y a un an ou deux. Mais il y a eu, d'un bout à l'autre du vaste Empire, parmi tout ce qui pense et tout ce qui compte, un mouvement presque unanime, pour demander le renouvellement de tout le système gouvernemental et administratif. Les griefs accumulés contre ce régime, on les a imputés à la bureaucratie. Il est difficile à une époque comme la nôtre, de se passer de bureaucratie. Que nous soyons en monarchie ou en république, nous sommes à l'âge de la bureaucratie. Mais une chose est manifeste, c'est qu'une bureaucratie autocratique, qui agit sans aucune espèce de contrôle extérieur, doit fatalement amener l'abaissement intellectuel et moral d'un peuple. Or, il n'y avait en Russie aucun contrôle, et même théoriquement, il est impossible d'en imaginer un autre que celui d'assemblées électives. Il y a bien la presse. La liberté de la presse, avec tous ses défauts, nous rend ce grand service d'être un agent de contrôle ; si nous sommes victimes d'une injustice, elle nous permet, au moins de la signaler. Mais croyez-vous qu'en aucun pays, la liberté de la presse puisse s'établir ou se maintenir sans un gouvernement représentatif ? En somme, la Russie n'a pas le choix. Les Russes n'ont qu'une manière de régénérer leur Gouvernement, d'assainir leur administration, c'est d'emprunter à l'Occident les procédés, les organes qui fonctionnent plus ou moins bien chez nous, dont nous disons souvent beaucoup de mal, parfois avec raison, mais qui, en somme, s'ils étaient supprimés, nous laisseraient dans une situation dont

nous serions les premiers à nous plaindre. Il n'y a donc pas à s'étonner que les Russes songent, eux aussi, à obtenir un Gouvernement représentatif, alors même que quelques occidentaux s'en disent déjà dégoûtés.

Il y a d'ailleurs gouvernement représentatif et gouvernement représentatif. Le tort d'un grand nombre de Russes, ou plutôt leur illusion, c'est d'avoir cru qu'ils pourraient, d'un seul coup, sauter, à pieds joints, pour ainsi dire, d'un régime absolutiste à un régime pleinement libre, à ce que nous appelons le régime parlementaire, avec ses qualités et ses défauts. Ce n'est pas que je veuille refuser aux Russes le droit de rêver d'un Gouvernement du pays par le pays, comme disaient autrefois chez nous les parlementaires. Mais ce que je crois, c'est que les Russes, pas plus que d'autres peuples, ne peuvent arriver à un semblable Gouvernement en un seul bond. Nous autres Français, — et nous pouvons bien l'avouer, chez nous-mêmes, ce régime ne fonctionne pas toujours d'une façon parfaite — voilà plus d'un siècle que nous nous y essayons. Pour y parvenir, il nous a fallu nous y reprendre à plusieurs fois.

C'est ce qu'un grand nombre de Russes commencent à comprendre. A cet égard, j'ai rencontré chez eux à un an de distance des dispositions d'esprit fort différentes.

Nous répétons, c'est devenu une banalité, que la Russie, ce grand pays composé en majorité de paysans, n'est pas mûre pour le régime représentatif. Cela en un sens peut être vrai ; mais d'un autre côté, combien de peuples sont mûrs. L'étions-nous, nous-

mêmes, quand nous avons commencé? Les Italiens, les Autrichiens l'étaient-ils ? L'esprit russe, en cela semblable à l'esprit français, peut inspirer des inquiétudes, parce que, abstrait et théorique comme le nôtre, il ne tient pas assez compte des faits et des possibilités actuelles. Cela a été la cause de beaucoup des fautes de notre Révolution, et une des raisons pour lesquelles nous avons usé tant de Gouvernements. On pourrait craindre que le même défaut eût en Russie des conséquences analogues. Peut-être ces dures épreuves seront-elles épargnées à nos alliés. Toujours est-il, que d'une année à l'autre, j'ai pu constater chez eux un réel progrès.

Tout le monde est d'accord sur ce fait que la deuxième Douma compte beaucoup plus de radicaux, plus de socialistes, plus de révolutionnaires que la première. Entre ces deux assemblées, il y a un grand contraste. La première Douma était fort supérieure au point de vue social et intellectuel. Sur ses bancs siégeaient sans doute un grand nombre de paysans. Une des témérités de l'espèce de chartre accordée aux Russes, a été, en effet, de donner dans les élections la prépondérance aux moujiks, qu'on regardait comme l'élément conservateur du pays, comme celui dans lequel le souverain pouvait placer toute sa confiance. On avait oublié que les révolutionnaires avaient une prise sur le moujik ; cette prise, c'est la terrible question agraire qui nous a été si bien présentée par M. R. Henry. Il n'en est pas moins vrai que la première Douma renfermait dans son sein l'élite intellectuelle de la Russie. Seulement, cette

élite, elle arrivait à Pétersbourg irritée par la lutte, exacerbée dans son patriotisme par la guerre, par la défaite, exaspérée par les lenteurs et l'incohérence du gouvernement. Avec l'espèce d'enthousiasme que donne la fièvre des révolutions, elle avait l'ivresse des premières heures de liberté. J'ai assisté, vous disais-je tout à l'heure, à l'inauguration de la Douma, dans la salle Saint-Georges. C'est assurément un des plus beaux spectacles que j'ai contemplés de ma vie. D'un côté, à la droite du trône, tous les hauts fonctionnaires, les membres du Conseil de l'empire, les ministres, les généraux, en costume de parade, en uniformes chamarrés d'or ; de l'autre, à la gauche du souverain, les membres de la Douma, un petit nombre en habit, la plupart en redingote, beaucoup en simples caftans de paysans. C'était comme deux Russies, la Russie gouvernementale et la Russie populaire qui se regardaient, se toisaient, se défiaient l'une l'autre. Et de ces deux Russies ainsi affrontées, la seconde, qui sortait de l'élection était manifestement la plus confiante dans sa force. On sentait, à sa fière attitude, qu'elle croyait bien avoir tout le peuple derrière elle. Elle oubliait trop que si elle avait la force morale, elle n'avait pas la force matérielle, et que la force matérielle pouvait hésiter à venir à elle. Or, à toutes les époques révolutionnaires, il vient une heure où le sort du pays, avec le sort de la révolution, est dans les mains de la force armée.

Que fera l'armée ? On s'était imaginé en Russie, et ce n'étaient pas seulement les libéraux et les révo-

lutionnaires, que si ce qu'on appelle la révolution, c'est-à-dire l'institution d'un Gouvernement constitutionnel, n'était pas faite par le Gouvernement, ce serait l'armée qui la ferait, l'armée revenant de Mandchourie.

Cette armée, l'an dernier encore, était hésitante, démoralisée ; depuis lors le gouvernement a su en redevenir maître. Il semble bien, presque tout le monde est d'accord sur ce point, que le Gouvernement peut aujourd'hui compter sur elle. Cela seul a contribué à rendre les membres de l'opposition plus raisonnables, au moins les membres de l'opposition susceptibles d'être raisonnables, car, en Russie comme partout, il y a des partis, je n'ai pas besoin de vous les nommer, qui jamais ne sauront apprendre à être raisonnables. Mais je parle de ces fameux « cadets », qu'on vous dépeignait tout à l'heure, les constitutionnels démocrates, et les groupes voisins. Ils ont réfléchi, ils ont compris qu'ils avaient peut-être été trop pressés ou trop confiants, que s'ils devaient doter la Russie d'un Gouvernement constitutionnel, d'un véritable « self-government », cela ne pourrait se faire qu'avec le concours du temps, qu'il y faudrait plusieurs années, peut-être plusieurs générations. Cela seul est un grand point.

Malheureusement, ces éléments modérés, ces constitutionnels démocrates ou les partis voisins, n'ont pas la majorité dans la Douma actuelle. Je ne dirai pas, comme mon ami R. Henry, qu'ils ont été écrasés, le terme est un peu trop fort. Ils forment encore dans la seconde Douma le groupe le plus considérable, et

par suite le plus influent ; mais ils n'en sont pas les maîtres, comme ils l'étaient de la première. Ils n'ont plus guère qu'un cinquième des voix; pourtant ils forment réellement le centre de la Chambre ; ils attirent à eux tous les éléments modérés des partis russes ou autonomistes. C'est à eux qu'elle doit de n'avoir pas encore été dissoute. Si du reste ces cadets ont été aussi réduits, cela tient beaucoup à la façon dont le Gouvernement s'est conduit vis-à-vis d'eux.

Je ne mets pas en doute la sincérité des opinions de M. Stolipyne ; j'ai eu l'honneur d'avoir avec lui une conversation où j'ai pu apprécier sa loyauté en même temps que son intelligence et son énergie. Ce n'est pas une raison cependant pour approuver tout ce qu'a pu faire le premier ministre. La situation, il faut l'avouer, était une des plus difficiles devant lesquelles se soit jamais trouvé un homme d'Etat. Il fallait chercher à organiser un Gouvernement constitutionnel, en face des éléments révolutionnaires qui recouraient tous les jours aux bombes. Les bombes hélas ! sont restées l'argument favori des adversaires du pouvoir ; c'est un fait, en quelque sorte d'atavisme. Les bombes et les conspirations sont pour ainsi dire le produit naturel du pays et du régime, le fruit spontané du sol autocratique chez un peuple assujetti à l'arbitraire dans un Etat où pendant des générations la police a été omnipotente, où le pouvoir ne tolérait aucun moyen d'opposition légale. Aujourd'hui il y a des moyens légaux d'opposition, mais les hommes et les partis n'y ont pas encore confiance ; ils gardent leur vieilles habitudes ;

ils continuent à recourir aux bombes, aux complots, aux attentats.

Quoi qu'il en soit, la tâche était terriblement malaisée. M. Stolipyne a cru que pour installer un Gouvernement constitutionnel, il fallait, d'abord vaincre la révolution. Il a essayé de la vaincre sans les partis libéraux. C'est une des raisons pour lesquelles il n'a pas entièrement réussi. Il lui eût fallu le concours de l'élément libéral. Ce concours, il l'a demandé à quelques groupes, aux « octobristes » par exemple, qui sont des hommes sensés et des hommes sincères, des conservateurs libéraux, mais qui sont trop détachés des masses populaires pour avoir quelque influence sur elles. On a reproché aux cadets d'avoir pactisé avec les paysans et les révolutionnaires dans la question agraire. Beaucoup ne l'ont fait qu'à leur corps défendant. Ils sentaient qu'il n'y avait qu'un moyen de rallier les paysans à qui le Gouvernement avait eu la témérité de donner la prépondérance dans les élections. Ce moyen, c'était la question agraire. S'ils ne l'employaient pas, les constitutionnels démocrates étaient certains de voir arriver à la Douma une majorité de gauche ou de droite, mais une majorité agraire socialiste. Les cadets ont espéré trouver une combinaison par laquelle ils sauvegarderaient les intérêts des propriétaires, tout en donnant une certaine satisfaction aux paysans. La tâche était difficile, fort difficile, bien que l'émancipation des serfs fournit des précédents. Toujours est-il que c'est par là que s'explique la politique des cadets. Le Gou-

vernement s'est prononcé sur la question agraire contre toute expropriation. Quelques personnes supposaient qu'il aurait une politique différente, qu'il jouerait, à son tour, la carte agraire; que prenant à son compte les revendications des paysans, il s'efforcerait de satisfaire les masses, afin de conserver l'intégrité du pouvoir autocratique, les masses, en Russie comme ailleurs, étant beaucoup moins sensibles aux libertés qu'aux avantages matériels. Le Gouvernement a eu la loyauté de ne pas suivre une pareille politique.

L'avenir dira si la Russie peut échapper à de nouvelles lois agraires, plus ou moins imitées de celles du tsar Alexandre II. Le Gouvernement était libre de ne pas suivre dans cette voie les constitutionnels démocrates; son tort, me semble-t-il, a été de les traiter en parti révolutionnaire, d'aller jusqu'à leur refuser ce qu'il appelle la légalisation des partis.

Cette légalisation est une invention du Gouvernement russe; j'avoue qu'elle ne me paraît pas heureuse. Pour avoir le droit de prendre une libre part aux élections, de faire des réunions publiques, de lancer des proclamations, de distribuer des bulletins, des listes de votes, il fallait avoir l'estampille du Gouvernement. On l'a refusée aux cadets. De cette manière le Gouvernement de M. Stolipyne, sans le vouloir assurément, mais non peut-être sans l'avoir prévu, a servi les partis révolutionnaires. En écartant les cadets, en les combattant à outrance, en les privant de tout moyen de propagande, il a favorisé l'entrée dans la Douma des socialistes de

toutes sortes, des socialistes démocrates, comme des socialistes révolutionnaires. Si la seconde Douma compte tant de membres des partis extrêmes, tant de révolutionnaires et de collectivistes, cela tient, pour une bonne part, à l'attitude du Gouvernement vis-à-vis des constitutionnels démocrates.

Ces cadets pourquoi les a-t-on tant combattus ? parce qu'on les considérait comme le seul parti d'opposition capable de prendre le pouvoir. C'est ce que m'ont laissé deviner plusieurs des ministres, que j'ai eu l'honneur de rencontrer. Les cadets sont dangereux, me disait-on parce qu'ils sont intelligents, parce qu'ils sont une élite, parce qu'ils pourraient gouverner ; les socialistes ne le sont pas, parce qu'ils sont incapables de prendre le ministère.

Raisonnement dangereux, car une des choses qui peuvent inquiéter sur l'avenir de la Russie, c'est le progrès des idées révolutionnaires, non seulement sous la forme agraire, mais aussi sous la forme socialiste et collectiviste, dans les masses des villes et des campagnes.

Quoi qu'il en soit, une chose en Russie, m'a paru plus encourageante je pourrai même dire deux choses : l'une que je vous signalais tout à l'heure. Un grand nombre de libéraux, la plupart semble-t-il, sont devenus vraiment raisonnables. S'ils ne peuvent renoncer au principe de leurs revendications, à l'établissement d'un régime constitutionnel, ils n'ont plus les mêmes exigences qu'il y a un an ou deux ans. Ils sont résignés à marcher pas à pas. Vous ne les entendez plus, par exemple, réclamer la respon-

sabilité ministérielle devant la Chambre. C'était, au temps de la première Douma, la grande affaire, la grande bataille. Aujourd'hui on laisse la question de côté. Évidemment, les partis libéraux désirent conquérir, un jour ou l'autre, cette responsabilité ; mais ils ont renoncé à l'arracher, immédiatement, de vive force, au pouvoir.

En second lieu, la situation semble aussi plus encourageante du côté du Gouvernement. Les ministres, bien que divisés, paraissent tous reconnaître que le rétablissement de l'autocratie ancienne, de l'absolutisme pur et simple n'est ni possible, ni même désirable. Des réactionnaires d'éducation, des hommes qui déclaraient encore, il y a un an ou deux, la Russie incapable de tout Gouvernement représentatif, me disaient cette année : « L'Empereur est maître de l'armée, il peut dissoudre la Douma, il devra le faire. Cette Douma a beau s'efforcer d'être sage, elle ne pourra le rester ; on ne peut compter sur elle. Elle contient trop de violents et trop d'ignorants ; elle ne saurait faire de lois. Il faudra la renvoyer, mais il faudra convoquer une autre assemblée. Peut-être pourrait-on rétablir l'absolutisme pendant deux ou trois ans, mais le mouvement contre l'ancien régime est si fort qu'au bout d'une courte réaction, on risquerait de s'éveiller en face d'une révolution et d'une catastrophe ». Dans les cercles militaires, sans doute, parmi les officiers de la garde notamment, on tient un autre langage. On n'y connaît qu'un procédé, les cours martiales, la fusillade, la pendaison ; avec cela on répond de tout. Ce sont

là propos de corps de garde, ce n'est pas une politique.

Les ministres du Tsar, ceux d'aujourd'hui comme ceux d'hier, répudiaient ces violences simplistes. Ils admettent qu'on ne peut plus gouverner sans une assemblée. Seulement, comme le disait M. R. Henry, beaucoup prétendent changer par oukaze le mode d'élection de la Douma, ce qui serait une sorte de coup d'État, l'Empereur s'étant lui-même interdit d'en rien faire sans le consentement de la Douma. Il est d'ailleurs difficile, même théoriquement, même sur le papier, d'indiquer un régime électoral qui convienne pleinement à un peuple comme le peuple russe. La majorité des Russes, la majorité de la Douma est en faveur du suffrage universel, tandis que la haute bureaucratie rêve d'un suffrage très restreint sans même être assurée d'obtenir par là une Chambre docile.

L'existence de la Douma reste à la merci d'un incident. Il eut suffi par exemple que la discussion qui a eu lieu hier, fût un peu plus violente, qu'on ait voté un ordre du jour qui froissât le Tsar, pour que la Douma fût dissoute. Il est à craindre que d'ici à quelques semaines, à quelques mois au plus, la deuxième Douma n'ait le sort de la première. Le plus sage, semble-t-il, serait de s'efforcer de vivre avec elle; car, en cas de dissolution, si les nouvelles élections se font selon la loi solennellement confirmée par l'Empereur, presque tout le monde est d'accord pour dire qu'on se trouverait en face d'une Chambre plus extrême encore.

En tout cas, quelle que soit l'attitude que prenne le Gouvernement, qu'il se résigne à vivre avec cette Douma, qu'il la dissolve, qu'il en convoque une autre avec la même loi ou avec une loi nouvelle, je crois malgré tout que la Russie est entrée dans la voie constitutionnelle. Assurément la voie est malaisée, semée d'obstacles de toutes sortes; — elle l'est partout et en Russie plus qu'ailleurs; mais rien n'autorise à dire qu'elle est impraticable et sans issue. C'est plutôt l'absolutisme qui serait sans issue. Si nouvelle qu'elle soit pour nous, j'avoue qu'une Russie constitutionnelle ne me paraît pas impossible. A mon âge, on a de vieux souvenirs; je me rappelle qu'ayant assisté, tout jeune encore, entre deux années de collège, à la révolution italienne de 1860, j'en revins, avec mon enthousiasme juvénile, convaincu que les Italiens pourraient fonder un Gouvernement libre. Tous les hommes sérieux, en France, trouvaient cela enfantin. Des Romains, des Napolitains, une constitution! Or, vous savez comment l'Italie a répondu au scepticisme de ses voisins. Je sais que les difficultés autrement plus grandes en Russie. Il n'en est pas moins vrai que nous n'avons pas le droit de condamner un peuple, un grand peuple, à l'absolutisme à perpétuité.

J'en viens à ce qui aurait dû être l'objet principal, pour ne pas dire unique, de mes réflexions, à la situation de la Russie vis-à-vis de la France et vis-à-vis de l'Europe.

L'alliance franco-russe a naturellement été ébranlée par les événements, par la guerre et la défaite, d'un côté, par ce que les Russes appellent leur révolution, de l'autre. Elle semble avoir perdu une partie de son efficacité. Elle n'inspire plus la même confiance aux deux parties. Les Russes lui sont-ils attachés? ou quels sont les partis qui lui restent fidèles en Russie?

Vis-à-vis de nous, Français, les Russes des différents partis se prétendent les seuls dévoués à l'alliance. Les hommes de droite, les conservateurs me disaient : « Nous sommes les seuls amis de la France ». Les hommes de gauche me tenaient le même langage. En fait, je crois que les partis extrêmes nous sont également défavorables, également hostiles à l'alliance. Cela s'explique, les gens d'extrême droite, ceux qui s'intitulent les « hommes russes » et qui sont pour la Russie un péril aussi grave, plus grave peut-être que les révolutionnaires — les hommes russes considèrent la France comme la mère et la fautrice des révolutions. Par suite, ils sont peu bienveillants pour nous, ils sont mal disposés pour l'alliance. Ils tournent les yeux non vers les républiques démocratiques, mais vers les monarchies plus ou moins autoritaires.

Quant aux révolutionnaires, il semblerait, à première vue, qu'ils doivent avoir plus de sympathies pour nous et pour l'alliance. Ils prétendent être sympathiques à la France, mais à la France révolutionnaire, à la France qui précisément est elle-même peu favorable à l'alliance. Les révolutionnaires russes,

eux aussi, nous reprochent notre alliance avec la Russie autocratique, nos complaisances pour elle. Ils nous font un crime des emprunts consentis au gouvernement du Tsar. Nous ne pouvons compter sur eux pour maintenir l'alliance ; puis, il faut le dire, leur triomphe même rendrait la Russie impuissante et, par suite, l'alliance inutile.

Il n'y a guère que les éléments modérés de droite et de gauche, les éléments libéraux en particulier, sur lesquels nous puissions compter. C'est une raison de plus, pour nous, de souhaiter que la Russie entre définitivement dans la voie constitutionnelle et y marche régulièrement et progressivement sans révolution comme sans réaction.

L'alliance persiste, elle existe toujours officiellement. On a bien soin de nous le répéter en Russie. J'ai eu l'honneur d'entretenir, dans mon dernier voyage, cinq ou six des principaux ministres du Tsar; presque tous me disaient. « L'alliance dure, vous pouvez compter sur nous, comme nous comptons sur vous. » Il y avait cependant parfois dans ce langage quelques réticences qui n'étaient pas sans m'inquiéter. On me disait : « L'empereur Guillaume II, il est vrai, n'est pas sans influence sur l'empereur Nicolas II ; mais cette influence ne s'exerce que sur la politique intérieure ». A tout considérer, cette réflexion n'est peut-être pas rassurante, parce que c'est précisément par la politique intérieure que les adversaires de l'alliance peuvent avoir prise sur le Gouvernement russe, sur le souverain en particulier. Ils peuvent lui représenter, comme le font

publiquement les « hommes russes », que la France est la grande fautrice des révolutions. Plusieurs ne craignent même pas d'affirmer que l'alliance française a été une des causes de ce qu'on appelle déjà la révolution russe. Certains conseillers du Tsar peuvent croire que pour arrêter cette révolution, pour rétablir le régime autocratique, pour rendre au moins à la couronne le prestige et la force qu'elle a en partie perdus, le mieux serait d'amener une entente, sinon une alliance, entre les souverains, entre les empereurs et les dynasties notamment qui autrefois ont conclu la Sainte-Alliance.

Voilà une tactique, voilà un péril que nous ne devons pas perdre de vue.

Il y a, heureusement des forces et des intérêts qui agissent en sens contraire. Les défaites de la Russie lui ont fait faire des réflexions. La plupart des hommes au pouvoir, comme la plupart des publicistes dans les partis d'opposition reconnaissent, aujourd'hui, que la politique de la Russie en Asie, en Mandchourie surtout, a été une faute, au moins par ses exagérations, par la façon dont elle menaçait les intérêts chinois et japonais. Tout en désirant conserver à l'Empire la Sibérie orientale et l'accès de l'Extrême-Orient, ils se disent que la Russie doit avoir une politique de recueillement, de paix, de conservation. Pour cela ils désirent se rapprocher des puissances avec lesquelles la Russie se trouvait en lutte, au moins moralement, et en particulier de l'Angleterre.

C'est ainsi que la Russie se trouve aujourd'hui

en train de négocier — tout le monde le sait — un arrangement avec sa vieille rivale. Or, par là même, elle tend plutôt à rester dans le sillage de l'alliance franco-russe.

Quelques Français s'imaginaient, il y a un an, deux ans, qu'en concluant une entente avec ,la Grande-Bretagne, la France affaiblissait l'alliance franco-russe. Peut-être cette crainte eut-elle été fondée en d'autres circonstances. Aujourd'hui, il n'en est rien. On pourrait dire au contraire qu'à l'heure présente l'entente franco-anglaise apporte, à ce qui reste de l'alliance franco-russe, une chance nouvelle de prolongation et d'efficacité.

La Russie est devenue ou redevenue entièrement pacifique. Elle renonce à la politique d'agitation et d'empiétement, soit en Europe, soit en Asie. Pour cela, elle a besoin de s'entendre avec les puissances qui, par intérêt ou par situation, ont une politique analogue. Et au premier rang de ces puissances elle rencontre la France et l'Angleterre. Nous pouvons dire qu'une des choses qui peuvent fortifier l'alliance franco-russe, ce sont ces ententes. Je ne doute pas, quant à moi, et j'en ai eu le pressentiment dans les conversations que j'ai pu avoir à Pétersbourg avec le ministre des Affaires Étrangères, comme avec le représentant du Japon, que l'entente franco-japonaise elle-même ne tourne au profit de l'alliance franco-russe. En Extrême-Orient, les intérêts de la Russie sont devenus analogues aux nôtres. Ce qu'il lui faut, c'est la paix et la garantie de ses possessions. Il n'y a guère, chez elle, d'idées de revanche contre

les Japonais. Presque tout le monde a renoncé à la politique de mégalomanie, en Extrême-Orient surtout. Les Russes désirent garder une porte sur le Pacifique, mais ils sentent bien qu'il faudra des générations avant que le Pacifique soit un débouché vraiment utile pour les produits de la Sibérie.

Nous pouvons donc dire que l'alliance franco-russe mérite d'être maintenue et qu'elle peut l'être sans nous contraindre à renoncer à l'entente franco-anglaise.

J'ajouterai qu'on ne peut changer d'alliance comme on change de vêtements. A l'heure où par suite de ses défaites, l'alliance de la Russie devenait pour nous moins sûre ou moins utile, nous avons été heureux d'y suppléer ou de la renforcer par des ententes avec d'autres peuples. Rejeter cette alliance, ce ne serait pas nous fortifier, ce serait rendre l'entente avec nous, pour les autres nations, moins désirable parce que moins profitable.

Je crois donc, et c'est à mon sens, la conclusion des études faites ici sur la politique étrangère, que nous avons tout intérêt à persévérer dans la double voie où nous sommes engagés aujourd'hui. Nous ne devons pas nous faire illusion sur les bienfaits qu'a pu nous apporter l'alliance. Malgré cela, elle peut encore aujourd'hui nous servir, et il est bon de la conserver, ne fût-ce que pour l'avenir. Il est vrai qu'ainsi qu'à Algésiras, pour l'emprunt russe, nous risquons de voir nos alliés nous mettre parfois le marché à la main. Mais il en est malheureusement le plus souvent ainsi dans les rapports de peuple à peuple.

D'un autre côté, — c'est la dernière observation que je crois devoir vous présenter — il en est de nous comme de la Russie elle-même. Notre politique étrangère est, elle aussi, dans une certaine mesure, dépendante de notre politique intérieure. C'est du reste un fait général. Un peuple ne peut guère faire de bonne politique étrangère, s'il ne fait en même temps une sage politique intérieure. C'est une chose dont tous les Français devraient se persuader, une chose dont tous les élèves de cette école sont certainement convaincus : tout ce qui, à l'intérieur, tend à le discréditer vis-à-vis de l'étranger, affaiblit le pays et diminue son influence au dehors. Cela est aussi vrai de la France que de la Russie.

Je disais tout à l'heure que le péril pour l'alliance franco-russe, c'est la façon dont certaines influences russes et allemandes agissent autour du Tsar, lui montrant dans la France un pays révolutionnaire sur lequel il est impossible de compter. Si nous voulons faire durer l'alliance, et si nous voulons que la France continue à jouer un rôle dans le monde, il nous faut d'abord convaincre les peuples étrangers que nous resterons un peuple sage et fort.

Nous avons le droit d'être un peuple libre, de poursuivre ce qui est notre ancien, notre noble idéal résumé dans la triple formule inscrite sur nos murs, que nous traitons trop souvent de banalité, mais qui a gardé sa vertu aux yeux de la plupart des peuples étrangers. Cet idéal même si nous voulons le réaliser au dedans et le faire aimer au dehors, il importe de nous garder des erreurs ou des chimères qui peuvent

le déconsidérer. Nous avons aujourd'hui encore deux forces qui nous donnent dans le monde un ascendant supérieur au chiffre de notre population stationnaire ou à l'étendue de notre territoire. L'une, c'est notre richesse; l'étranger en parle peut-être trop; il est peut-être trop disposé à recourir à elle, mais enfin, c'est une force. L'autre, ce sont les idées que nous représentons dans le monde.

Ces deux forces d'ordre si divers, nous devons chercher à les conserver, nous devons savoir les associer pour en tirer le meilleur parti, car elles nous valent encore une sorte de prééminence. Si elles ne peuvent nous rendre l'hégémonie politique et militaire à laquelle nous ne prétendons plus, elles peuvent nous conserver un prestige singulier au milieu des nations contemporaines. Pour cela, il faut encore que notre politique intérieure ne vienne pas créer de difficultés à nos diplomates. Tout ce qui chez nous peut amoindrir la confiance de l'étranger dans nos ressources financières, ou nos forces militaires, risque de diminuer effectivement la France, risque d'affaiblir et de paralyser notre politique étrangère. Aussi oserai-je dire que rien n'est plus utile pour un peuple que l'examen des grandes questions extérieures, comme vous avez essayé de l'instituer ici. Ce ne sont pas là seulement de vaines dissertations académiques, ce sont des leçons pratiques de politique et de patriotisme.

C'est pourquoi je terminerai en exprimant le vœu que des réunions, analogues à celles que vous avez inaugurées ici, puissent se tenir sur les différents

points du territoire français. Je désirerais que des conférenciers choisis parmi vous, faisant une sorte d'extension universitaire, allassent entretenir nos grandes villes, l'élite de nos populations françaises, de la situation et de la politique des principales puissances de l'étranger.

Ce serait là encore une fois pour nos compatriotes la meilleure éducation civique, la meilleure leçon de sagesse, et de patriotisme (*Applaudissements prolongés*).

ERRATA DES CARTES

I. — Carte hors texte des Balkans : ajouter : dressée par M. René Henry.

Au lieu de :	*Novipazar,*	lire :	*Novi-Bazar.*
—	*Sarajevo,*	—	*Sérajévo,*
—	*Selenico,*	—	*Sebenico.*
—	*Petch,*	—	*Ipek.*

Supprimer la limite... tracée au-dessus du mot Uskub. Reporter beaucoup plus à l'ouest la limite des vilayets d'Andrinople et de Sablonique ; elle suit le cours de la Mesta environ jusqu'à l'endroit où se trouve l'*s* du mot *Mesta* et de là elle rejoint la frontière bulgare.

II. — Carte hors texte des nationalités en Autriche. Hongrie : ajouter : dressée par M. G. Louis-Jaray.

Au lieu de :	*Morares,*	lire :	*Moraves.*
—	*Zagra,*	—	*Zagreb.*
—	*Costantza,*	—	*Constantza.*
—	*Kaschau,*	—	*Kassa* (*Kaschau*).

Les lignes horizontales du nord-est de la Bulgarie marquent des éléments ethniques bulgares, qui d'après les géographes allemands, seraient mélangés d'éléments turcs.

TABLE DES CARTES

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

PAR M. A. RIBOT

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE, DÉPUTÉ, ANCIEN MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

I. — LA POLITIQUE ANGLAISE

ET LE SYSTÈME DES ENTENTES ET DES ALLIANCES EN EUROPE

CONFÉRENCE DE M. ROBERT DE CAIX

CHEF DU SERVICE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE AU *Journal des Débats.*

DISCOURS DE M. RENÉ MILLET

AMBASSADEUR DE FRANCE

II. — LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'ALLEMAGNE

CONFÉRENCE DE M. ANDRÉ TARDIEU

PREMIER SECRÉTAIRE D'AMBASSADE HONORAIRE, RÉDACTEUR DU BULLETIN DE L'ÉTRANGER DU *Temps*

DISCOURS DE M. RIBOT

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE, ANCIEN MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DÉPUTÉ

III. — LA QUESTION D'AUTRICHE-HONGRIE

CONFÉRENCE DE M. GABRIEL LOUIS-JARAY

AUDITEUR AU CONSEIL D'ÉTAT, CHARGÉ DE MISSIONS EN AUTRICHE-HONGRIE PAR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS, LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE DE PARIS ET LE MUSÉE SOCIAL

CONFÉRENCE DE M. RENÉ PINON

RÉDACTEUR DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE A LA *Revue des Deux Mondes*

CONCLUSION

LA RUSSIE ET L'EUROPE

PAR M. A. LEROY-BEAULIEU

DE L'INSTITUT, DIRECTEUR DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

ÉVREUX, IMPRIMERIE DE CH. HÉRISSEY ET FILS

1

CARTE DES NATIONALITÉS EN AUTRICHE, EN HONGRIE ET DANS LES PAYS LIMITROPHES



Cliché des « Questions Diplomatiques et Coloniales »

CARTE DE LA PÉNINSULE DES BALKANS





Cliché des « Questions Diplomatiques et Coloniales ».

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPOR[...]

Volumes in-16 à 3 fr. 50. — Volumes in-8 à 5, 7, 10 et 12 fr.

HISTOIRE GÉNÉRALE

Histoire diplomatique de l'Europe (1814-1878), par *A. Debidour*. 2 vol. in-8. 18 fr. »

La question d'Orient, par *Éd. Driault*, préf. de *G. Monod*. 1 v. in-8. 3e éd. 7 fr. »

Problèmes politiques et sociaux, par *Éd. Driault*. 2e édit. . . . . . . 7 fr.

La Papauté, par *I. Dœllinger*. 1 vol. in-8. 7 fr.

Questions diplomatiques de 1904, par *A. Tardieu*. 1 vol. in-16. . . . 3 fr. 50

La Conférence d'Algésiras, par *le même*. In-8 . . . . 10 fr.

Les questions actuelles de politique étrangères en Europe. 1 v. in-16. 3 fr. 50

FRANCE

La Révolution française, résumé historique, par *H. Carnot*. In-12. . 3 fr. 50

Études et leçons sur la Révolution, par *A. Aulard*. 5 vol. in-12. Ch. 3 fr. 50

Le culte de la Raison et le culte de l'Être suprême, par *le même*. 3 fr. 50

La théophilanthropie et le culte décadaire (1796-1801), p. *A. Mathiez*. In-8. 12 fr.

Condorcet et la Révolution française, par *L. Cahen*. 1 vol. in-8. . . . 10 fr.

Les campagnes des Armées françaises (1792-1815), par *C. Vallaux*. In-12. 3 fr. 50

Mémoires d'un ministre du trésor public (1780-1815), par le Cte *Mollien*. 3 v. in-8. 15 fr.

Figures du temps passé, par *M. Dumoulin*. In-16. . . . . 3 fr. 50

Napoléon et la Société de son temps, par *P. Bondois*. 1 vol. in-8. . 7 fr. »

La politique orientale de Napoléon (1806-1808), par *Ed. Driault*. 1 v. in-8. 7 fr.

Napoléon en Italie (1800-1812), par *le même*. 1 vol. in-8. . . . . 10 fr.

De Waterloo à Sainte-Hélène (20 juin-16 oct. 1815), par *J. Silvestre*. 1 v. in-16. 3 fr. 50

Histoire de dix ans (1830-1840), par *Louis Blanc*. 5 vol. in-8 . . . . . . 25 fr. »

Histoire du parti républicain en France (1814-1870), par *G. Weill*. 1 vol. in-8. 10 fr.

Histoire du mouvement social en France (1852-1902), par *le même*. 1 vol. in-8. 7 fr.

Associations et sociétés secrètes sous la deuxième République (1848-1851), par *J. Tchernoff*. 1 vol. in-8 . . . . . 7 fr.

Histoire du second Empire (1848-1870), par *Taxile Delord*. 6 v. in-8. Chac. 7 fr. »

Histoire de la troisième République, par *Edg. Zevort*. 4 vol. in-8 à 7 fr. :

I. La présidence de M. Thiers. 2e éd.
II. La présidence du Maréchal. 2e éd.
III. La présidence de Jules Grévy. 2e éd.
IV. La présidence de Sadi Carnot.

Les colonies françaises, par *Paul Gaffarel*. 1 vol. in-8. 6e édition. . . 5 fr. »

La France hors de France, par *J.-B. Piolet*. 1 vol. in-8. . . . . 10 fr. »

L'œuvre de la France au Tonkin, par *A. Gaisman*. In-16. . . . . . 3 fr. 50

L'Algérie, par *M. Wahl* et *A. Bernard*. 4e édition, 1 vol. in-8. . . . . 5 fr. »

Les civilisations tunisiennes, par *P. Lapie*. 1 vol. in-12. . . . 3 fr. 50

L'Indo-Chine française, par *J.-L. de Lanessan*. In-8 avec 5 cartes. . 15 fr. »

R[...]ports de l'Église et de l'État en France (1789-1870), par *A. Debidour*. 1 v. in-8. . . . . 12 fr.

L'Église catholique et l'État en France (1870-1906), par *A. Debidour*. Tome I (1870-1889). 1 vol. in-8. . . . . 7 fr.

L'État et les Églises en France, par *J.-L. de Lanessan*. In-16. . . . 3 fr. 50

[...] en France

(1598-1870), par *Bonet-Maury*. In-8. [...]

Contributions à l'histoire religieu[se de] la Révolution, par *A. Mathiez*. [...] in-16 . . . . 3 [...]

La France moderne et le problème co[lo]nial, par *Chr. Schefer*. I. 1815-1830. 1 v[ol.] in-8 . . . . 7 f[r.]

Le mouvement syndical en France (1789-1906), par *Paul Louis*. In-16. . 3 fr. 50

ANGLETERRE

Histoire de l'Angleterre, depuis la reine Anne, par *H. Reynald*. In-12. 3 fr. 50

Le Socialisme en Angleterre, par *A. Métin*. 1 vol. in-12 . . . . 3 fr. 50

ALLEMAGNE

Le Grand-Duché de Berg (1806-1813), par *Ch. Schmidt*. 1 vol. in-8. . . . . 10 fr.

Histoire de la Prusse, de la mort de Frédéric II à la bataille de Sadowa, par *E. Véron* et *P. Bondois*. In-12. 6e éd. 3 fr. 50

Histoire de l'Allemagne, dep. la bataille de Sadowa, p. *Eug. Véron*. In-12. 3e éd. 3 fr. 50

Origines du socialisme d'État en Allemagne, par *Ch. Andler*. 1 vol. in-8. 7 fr.

La démocratie socialiste allemande, par *Edg. Milhaud*. 1 vol. in-8. 10 fr. »

La Prusse et la Révolution de 1848, par *P. Matter*. 1 vol. in 12. . . 3 fr. 50

Bismarck et son temps, par *le même*.
I. *La préparation (1815-1862)*, in-8. 10 fr.
II. *L'action (1862-1870)*. in-8. . 1[0] fr.

AUTRICHE-HONGRIE

Histoire de l'Autriche, depuis la mort de Marie-Thérèse, par *L. Asseline*. 3 fr. 50

Races et nationalités en Autriche-Hongrie, par *B. Auerbach*. 1 vol. in-8. 5 fr.

Les Tchèques et la Bohême contemporaine, par *J. Bourlier*. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

Le pays magyar, p. *R. Recouly*. In-12. 3 fr. 50

ROUMANIE

Histoire de la Roumanie contemporaine (1822-1900), par *Fr. Damé*. 1 v. in-8. 7 fr.

ESPAGNE

Histoire de l'Espagne, depuis la mort de Charles III, par *H. Reynald*. in-12. 3 fr. 50

SUISSE

Histoire du peuple suisse, par *Daendliker*. 1 vol. in-8 . . . . 5 fr. »

ITALIE

Histoire de l'Italie, depuis 1815 jusqu'à la mort de V.-Emm. par *E. Sorin*. 3 fr. 50

Histoire de l'unité italienne (1814-1871), par *Bolton King*. 2 vol. in-8. . 15 fr.

TURQUIE

La Turquie et l'hellénisme contemporain, par *V. Bérard*. In-12. 5e éd. 3 fr. 50

EGYPTE

L'expédition de Chine de 1860, par *le même*. 1 vol. in-8. . . . . 7 fr

En Chine, par *M. Cou[rant]*. 1 v. in 12. 3 fr. 5[0]

AM[ÉRIQUE]

Histoire de [...] du Sud, pa[r] *Deberle*. In-12 . . . . . . 3 fr. 5[0]

— Coulommiers. Imp. Paul BRODARD. — 7-07.